

OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE DE MONTRÉAL

MONTRÉAL
UN AVENIR
À CULTIVER

COLLOQUE SUR L'AGRICULTURE URBAINE
17 MAI 2012

Colloque tenu le 17 mai 2012, 9 h

Salle 519

Palais des congrès

Montréal

TABLE DES MATIÈRES

BLOC A – L'ÉTAT DES LIEUX

COLLOQUE DU 17 MAI 2012..... 1

MOT DE LA PRÉSIDENTE DE L'OCPM, Louise Roy..... 1

5

Marie-Ève Desroches, le GTAU..... 4

PRÉSENTATION DE LA VILLE DE MONTRÉAL

10

- Daniel Hodder..... 10

- Sabine Coursier..... 12

- Daniel Groulx..... 19

QUESTIONS

15

Daniel Vanier..... 24

Caroline Marier..... 25

Dinu Bumbaru..... 28

Raquel Penalosa..... 31

Philippe Landry..... 37

Natasha Alexandroff..... 40

20

Ron Rayside..... 43

Marie-Ève Chaume..... 47

L'AGRICULTURE URBAINE EN MILIEU SCOLAIRE

25

- Diane De Courcy, présidente, Commission scolaire de Montréal..... 50

L'AGRICULTURE URBAINE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

- Louis Drouin, responsable du secteur Environnement urbain et santé, Direction de santé publique de Montréal..... 56

30

QUESTIONS

Sarah Boivin Chabot..... 62

Lucie Cossette..... 68

Sandra Simbert..... 71

35

Madeleine David..... 73

Daniel Vanier..... 74

Christiane..... 76

Gaëlle Janvier..... 77

Shane Johnston..... 82

40

Daniel Rochefort..... 83

	Vincent Galarnau	85
	DES EXPÉRIENCES VÉCUES AILLEURS	
45	- Eric Duchemin, Institut des sciences de l'environnement, UQÀM	89
	- Christopher Bryant, Département de géographie, Université de Montréal	97
	BLOC B – LES ATELIERS	
	UN MOT DE LA PRÉSIDENTE	104
50	DES EXPÉRIENCES COMMUNAUTAIRES	
	- TIMOTHY MURPHY	105
	- MAGDOUDA OUDJIT	113
	- GAËLLE JANVIER	120
55	QUESTIONS	
	Marie Marcil	126
	Mme Lorraine	130
	Sarah Fréchette	135
60	Nelly Santarossa	140
	DES EXPÉRIENCES UNIVERSITAIRES	
	- DAVID WEES	144
	- JACKIE MARTIN	150
65	- ANNIE-CLAUDE LAUZON	155
	QUESTIONS	
	Serge Charron	164
	Daniel Rochon	167
70	Michael Wiseman	170
	Catherine Borge	172
	MOT DE LA FIN	176

MOT DE LA PRÉSIDENTE DE L'OCPM

75 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

Alors, à titre de présidente de l'Office de consultation publique, je veux vous souhaiter la bienvenue à ce colloque sur l'agriculture urbaine à Montréal. Comme vous le savez, l'OCPM a été mandaté par le comité exécutif de la Ville de Montréal pour assurer la
80 consultation de la population montréalaise sur les pratiques d'agriculture urbaine après que plus de 29 000 personnes aient signé une pétition pour obtenir cette consultation.

Il s'agit d'une première. Le droit d'initiative octroyé aux citoyens de requérir auprès des élus montréalais une consultation publique sur un enjeu jugé important s'applique pour la
85 première fois dans un contexte quand même assez formidable.

Vous le savez sûrement, la Ville de Montréal a été le lieu des premiers jardins communautaires en 1975, et ces jardins communautaires étaient la première expression finalement du désir des citoyens de la ville de Jardiner en Ville. À l'époque, Montréal était
90 reconnue comme une ville-phare – on n'appelait pas ça de l'agriculture urbaine à l'époque, j'imagine – mais dans toutes ces questions de jardinage.

Le programme des jardins communautaires de la ville s'est implanté par la suite et depuis 1975 l'engouement ne s'est pas démenti, tellement que dans certains arrondissements,
95 il faut attendre longtemps pour réussir à avoir une parcelle de terre à cultivée. Et tellement aussi que l'agriculture urbaine maintenant a déployé ses interventions, je dirais avec des objectifs qui se sont démultipliés. Il ne s'agit plus simplement de produire des aliments par loisir ou parce qu'on a envie de manger des aliments, mais aussi il y a des initiatives qui servent à faire de l'insertion sociale, il y a des initiatives d'hortithérapie, il y a des initiatives qui se déploient et se développent en entreprise d'économie sociale. Alors ça a pris toutes sortes
100 de formes.

105 On va entendre dans quelques minutes la représentante du Groupe de travail en agriculture urbaine, qui a été le groupe porteur de la pétition, nous expliquer les raisons qui ont motivé cette demande.

110 Je voudrais simplement vous dire à ce stade-ci que le colloque qui commence est la quatrième activité de l'Office de consultation publique dans le cadre de la consultation sur l'agriculture urbaine. On a d'abord effectué une tournée auprès d'une quarantaine d'individus et d'organismes avec comme objectif de mieux comprendre quels étaient les enjeux autour de cette question de l'agriculture urbaine et des pratiques qui s'étaient déployées à Montréal.

115 Ensuite, avec la Direction de la santé publique de Montréal, on a organisé la conférence du professeur Alfonso Morales, peut-être que plusieurs d'entre vous étaient là, et ce professeur de l'université du Wisconsin est venu nous parler de ce qui se passe ailleurs dans certaines villes américaines en matière d'agriculture urbaine et entre autres, il nous a donné des informations assez intéressantes sur les aspects réglementaires qui encadrent la pratique d'agriculture urbaine.

120 Ensuite, en fin de semaine passée, donc, le 12 mai à l'Expo sous le Chapiteau attendant au marché de Maisonneuve, plus de 1 000 personnes ont fait le tour des kiosques et sont venus s'informer sur ce que les groupes communautaires et les universitaires – il y avait plusieurs représentants –, certaines entreprises privées font en agriculture urbaine.

125 Alors, encore une fois, on a eu l'occasion de constater l'intérêt que cette question-là suscite. Et il y a un inventaire des pratiques. Alors, on a invité des Montréalais à nous faire connaître leur jardin, à nous faire connaître leurs initiatives en agriculture urbaine sur le web, sur le site internet de l'Office, et il y a aussi le portail qui est subventionné par la CRE qui fait un travail du même genre un peu, l'objectif étant d'avoir le plus d'informations possibles sur ce qui se passe à Montréal. 130 Donc, si vous avez des initiatives que vous voulez voir inscrites dans l'inventaire des pratiques, il faut aller sur le site www.montrealacultiver.com et inscrire vos activités.

135 Le colloque d'aujourd'hui est la quatrième de cette série d'activités et l'objectif, c'est à
la fois de permettre le partage d'informations entre vous sur les initiatives qui sont prises en
milieu scolaire, dans le secteur privé, dans le milieu universitaire, par des individus aussi, dans
le secteur communautaire, et de favoriser les maillages. Ça semble être un des souhaits qui a
été entre autres à l'origine de la pétition pour que cette consultation-là arrive, que vous
puissiez vous connecter entre vous, ceux qui produisent, ceux qui distribuent, ceux qui en
140 profitent, pour qu'on maximise les retombées de l'agriculture urbaine.

Donc, savoir ce qui se passe, mais aussi quels sont les problèmes qu'on rencontre et
quelles sont les perspectives qu'on peut envisager pour l'agriculture urbaine. On a une série
de panélistes invités, ils vont avoir l'occasion de vous présenter leurs projets, leur expérience
145 et ils seront là aussi pour répondre à vos questions et pour échanger avec vous sur ces
problématiques-là que je viens d'évoquer et sur aussi les perspectives.

Peut-être juste vous identifier à titre de repère quelques-uns des enjeux qu'on a
identifiés, nous, à la suite de la tournée qui a été faite d'une trentaine de personnes. Alors, un
150 enjeu qui ressort c'est comment l'agriculture urbaine peut-elle être un instrument de sécurité
alimentaire encore plus qu'elle ne l'est là et d'insertion sociale? Comment l'agriculture urbaine
peut-elle être prise en considération dans l'aménagement du territoire et du paysage urbain?
Je vous parlais des maillages tantôt, ça c'est un des enjeux qui nous a frappés. Et de façon
plus générale, la mise en place des conditions favorables à l'agriculture urbaine à Montréal.
155 Ce ne sont que quelques-uns des éléments qui sont ressortis à l'occasion de la tournée.

Maintenant, je voudrais céder la parole à madame Marie-Ève Desroches qui est la
représentante du Groupe de travail en agriculture urbaine, groupe requérant de la
consultation. Alors, elle va nous faire part des raisons qui sont à l'origine de la démarche de la
160 pétition. Peut-être, Marie-Ève, nous dire aussi qui est le Groupe de travail en agriculture
urbaine.

Mme MARIE-ÈVE DESROCHES :

165 Bonjour à tous. Donc, je suis Marie-Ève Desroches, je suis porte-parole du Groupe en agriculture urbaine. Donc, le Groupe de travail en agriculture urbaine est plus communément appelé « Le GTAU ». En fait, c'est un regroupement spontané d'une cinquantaine d'organisations et d'acteurs qui sont autour de l'agriculture urbaine. En fait, ils sont concernés tant par l'environnement que les enjeux de souveraineté alimentaire.

170 Nous avons développé une vision autour de l'agriculture urbaine pour laquelle on trouve que c'est absolument important de la développer. Donc, c'est de maintenir et augmenter les espaces propices à l'agriculture urbaine, de développer l'accès et la diffusion de l'information, de promouvoir la place de l'agriculture dans un développement urbain intégré, de systématiser les partenariats et de soutenir les projets innovateurs.

175 Donc par le Groupe de travail en agriculture urbaine, il y a eu des rencontres entre multiples acteurs et on a pu connaître plusieurs projets très innovateurs qui se font à Montréal. Par contre, par ces différentes rencontres, on s'est rendu compte qu'il y avait différents blocages qui arrivaient à la Ville de Montréal et donc le constat a été qu'il y avait un manque de politique et de vision municipale pour le développement de l'agriculture urbaine et qu'il y avait une nécessité de faire un portrait global et donc la consultation publique, c'est avéré à nos yeux comme étant la solution pour remédier à ce problème.

185 Donc, on a aussi vu que dans d'autres villes où l'agriculture urbaine prend une très grande place, une consultation de la population a été faite. En fait, le groupe de travail existe depuis 2010 et, depuis cette date, ils font des pressions auprès des élus afin d'avoir des consultations publiques. En fait, ils ont même envoyé des paniers de légumes avec aussi des informations afin de sensibiliser les élus aux enjeux de l'agriculture urbaine.

190 Par la suite, le droit d'initiative s'est avéré comme étant une solution afin d'obtenir cette consultation publique. En fait, plus d'une quarantaine d'organisation et des dizaines, des dizaines de bénévoles se sont mobilisés afin de faire signer la pétition qui demandait une

195 consultation publique sur l'état de l'agriculture à Montréal. Et donc, plus de 29 000 signatures ont été amassées aux quatre coins de la ville. Le résultat? Ce travail de terrain a apporté une belle mobilisation et on a pu observer que la population est enjouée et motivée à en savoir plus sur l'agriculture urbaine, à vouloir communiquer leurs différents projets. Ils veulent être écoutés et ils veulent que l'agriculture urbaine soit développée.

200 On assiste actuellement à une période qui est propice au développement de l'agriculture urbaine. En fait, selon un sondage Léger Marketing, 51% des ménages à Montréal font pousser quelque chose, soit sur leur terrain, leur balcon ou encore dans un jardin. Des dizaines de milliers de jardiniers sont sensibilisés et intéressés à la cause de l'agriculture urbaine.

205 Montréal détient une expertise absolument incroyable au niveau universitaire. De nombreux projets très originaux sont développés actuellement et donc, on assiste à un moment très propice pour tenir cette consultation. Donc nous sommes très heureux que cette consultation ait lieu, que l'Office de consultation publique de Montréal s'en occupe. On considère qu'il est très important de faire le point sur ce qui est fait actuellement pour qu'il y ait des ressources et que les différents besoins soient écoutés pour qu'on puisse savoir un peu ce qui est fait ici et ailleurs pour développer différents projets à la Ville pour que les différents projets soient intégrés dans les différents plans de développement.

215 On voudrait qu'il y ait une reconnaissance officielle des multiples bienfaits tant pour la santé que pour les milieux de vie. La volonté derrière cette consultation-là est que l'agriculture urbaine soit à l'agenda, que la population, que les élus, que les médias parlent de l'agriculture urbaine cet été.

220 On veut qu'il y ait un bon portrait de tout ce qui est fait à Montréal pour pouvoir exporter certains projets, mais aussi les renforcer. Le fait d'officialiser les bénéfices de l'agriculture urbaine apporterait une certaine force au projet, une certaine légitimité pour que les projets deviennent durables et viables.

225 Il est très important de cerner les différents besoins, les demandes et les blocages qui surviennent aux différents projets pour qu'ils puissent bien se développer. Donc, on espère que les commissaires pourront formuler de bonnes recommandations pour pallier à ces problèmes et besoins et que, bien sûr, ces recommandations seront écoutées par les différents acteurs qui sont visés.

230 Donc on veut que le point soit fait sur l'agriculture urbaine. On veut qu'on réfléchisse collectivement à la place et au rôle des différents acteurs pour l'agriculture urbaine. Cette consultation se tient grâce à une vaste mobilisation citoyenne et on a besoin d'une participation massive. On a besoin que tous et toutes, vous écriviez des mémoires avec vos groupes, mais aussi à titre de citoyens, que vous en parliez autour de vous, que vous incitiez
235 votre voisin ou encore vos collègues de travail à y participer. Je vous remercie et bon colloque.

Mme LOUISE ROY, présidente :

240 Comme on peut le constater, il y a de l'énergie. Alors, si vous me le permettez, je voudrais quand même présenter mes collègues qui vont faire partie de la Commission qui justement vont entendre les Montréalais, se promener un peu partout sur le territoire. Il y en a deux qui sont ici, je pense que la troisième a dû être prise quelque part.

245 Alors, je vous présente le président de la Commission, Jean Burton qui est là et son collègue, Habib El-Hage. Donc, on commence cette matinée de présentations, d'échanges avec des initiatives supportées par trois institutions : la Ville de Montréal, la Commission scolaire de Montréal et la Direction de la santé publique de Montréal.

250 Ensuite, dans un deuxième temps, après la pause, deux universitaires vont venir nous présenter ce qui se passe ailleurs, donc, ce qui se fait dans des villes qu'on peut considérer comme des villes modèles dans le domaine. Monsieur Éric Duchemin, monsieur Christopher Brian qui va nous parler de l'interface urbain-périurbain.

255 Juste vous dire que les participants dans cette salle viennent de toutes sortes
d'horizon et les échanges devraient être extrêmement intéressant. Quand je dis toutes sortes
d'horizons, ça veut dire le milieu gouvernemental – il y a des représentants de ministères ici-, il
y a des représentants de la CMM, il y a des représentants du milieu municipal à l'échelle de la
ville-centre, à l'échelle des arrondissements. Il y a des représentants du milieu scolaire, du
260 milieu universitaire, du milieu de la santé, du milieu de l'environnement, du milieu
communautaire, il y a un bon groupe d'architectes et d'urbanistes et il y a des représentants
du secteur privé. Alors, ça fait un très beau mélange.

Il y a des professeurs, il y a des étudiants, il y a des citoyens. - Voici madame
265 Dominique Olivier, le troisième membre de la Commission de l'Office sur l'agriculture urbaine.
Alors, je vous souhaite un bon colloque et j'invite immédiatement les représentants de la Ville
de Montréal à s'installer à la table, on va commencer avec la présentation de la Ville de
Montréal.

270 Alors, le représentant de la Ville de Montréal, monsieur Daniel Hodder qui est chef de
division à la Direction des grands parcs et du verdissement. Bonjour, Monsieur Hodder.

M. DANIEL HODDER :

Bonjour.

275 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

Vous allez nous présenter les gens qui vous accompagnent?

280 **M. DANIEL HODDER :**

Oui. Alors, je suis de la Direction des grands parcs et du verdissement. Je suis
accompagné ce matin de monsieur Daniel Groulx à ma droite ainsi que Sabine Coursier.

285 Suite à la pétition qui a été déposée en novembre dernier, c'est la Direction des grands
parcs qui a eu le mandat de faire une espèce d'état de lieux de l'action municipale en matière
d'agriculture urbaine, ce qu'on propose de vous présenter ce matin. Le mandat comprend
uniquement les actions que pose la municipalité ou dans laquelle la municipalité est impliquée
et non pas l'ensemble de l'état de l'agriculture urbaine – juste faire une distinction importante
290 en partant, en commençant.

Le premier constat qu'on a pu voir, c'est que la Ville est solidement impliquée dans
toutes sortes d'initiatives reliées à l'agriculture urbaine, mais que ça découle de participation
d'un large groupe de services centraux, d'arrondissements, de paramunicipal. Donc, notre
295 tâche a été vraiment de rassembler ces gens-là et de chercher à faire une espèce de synthèse
de tout ce que fait la Ville.

En ce sens, il n'y a personne à la Ville qui peut vraiment se présenter comme un
spécialiste de l'agriculture urbaine et je pense que clairement, les experts sont davantage
dans la salle ce matin que sur la tribune. Je veux juste clarifier, on n'est pas des experts en
300 agriculture urbaine.

Je voudrais aussi dire que la pétition a été reçue avec un certain enthousiasme, je
pense. C'est rare qu'une ville reçoit des pétitions et est enthousiasme, mais ç'a été le cas
305 pour cette pétition et je pense que ça arrive à un bon moment. C'est un moment où on est en
train de réviser les divers plans, les schémas d'aménagement de l'agglomération de Montréal,
donc il y a une occasion là de revoir et de voir comment on peut faire.

Mais c'est clair que ce n'est pas un sujet que la Ville peut mener toute seule, c'est
vraiment un jardin collectif dans tous les sens du terme. Donc, sur ça, je vais céder la parole à
310 Sabine qui va présenter ce rapport, puis on pourrait ouvrir aux questions par la suite.

Mme SABINE COURSIER :

315 Juste pour préciser que le rapport qu'on a réalisé puis que vous trouvez sur le site web de l'Office de consultation publique a été réalisé en coordination avec différentes directions de la ville, les 19 arrondissements et les sociétés paramunicipales. Comme le disait Daniel, c'est avec plaisir qu'on voit que le droit d'initiative a été utilisé et débouche sur une consultation publique.

320 Avant de commencer ma présentation, je voudrais tout d'abord vous présenter « Le Semeur ». Le Semeur, c'est une statue d'Alfred Laliberté que certains d'entre vous connaissent peut-être, je vais commencer par vous poser une question. Je voudrais savoir qui sait dans la salle – je vous demanderais de lever la main – pour savoir qui sait où se trouve cette statue?

325 Ah, pas beaucoup de réponses quand même, mais oui, effectivement, c'est une statue qui se trouve à l'entrée de l'Hôtel-de-ville et puis vous êtes certainement passé devant, mais sans nécessairement la voir, cette statue. Donc, cette statue du semeur qui représente le vaillant travailleur qui représente le personnage qui montre avec fierté le travail de la terre, 330 mais si on lit le commentaire d'Alfred Laliberté, c'est aussi le semeur d'idées, le semeur de vie. C'est donc une très belle invitation pour démarrer cette consultation publique.

L'agriculture urbaine, quand on a commencé à travailler sur ce dossier, on s'est demandé qu'est-ce qu'on entend par « agriculture urbaine »? Et on parle de l'agriculture 335 urbaine, c'est entendu comme une production alimentaire en milieu urbain. Dans le passé, on avait plutôt tendance à parler de jardinage; le jardinage était vu avant tout comme un loisir, mais ces dernières années, avec la diversité des initiatives qui se sont développées dans différents lieux de la ville, que ce soit dans la zone périurbaine, sur les toits, sur les balcons et puis aussi la diversité des initiatives, qu'elles soient citoyennes, communautaires ou 340 commerciales, on s'est mis plus à parler d'agriculture urbaine pour montrer l'importance des enjeux qui accompagnent cette activité dans un contexte économique et environnemental en évolution.

345 La Ville de Montréal est bien consciente des nombreux bénéfices que procure l'agriculture urbaine sur le plan économique et du fait d'une production alimentaire en milieu urbain et aussi en lien avec la sécurité alimentaire. - Je vais aller vite, je pense que dans le courant de la journée, on reviendra sur tous ces bénéfices.

350 Bénéfices aussi sur le plan social et notamment de l'intégration sociale, bénéfices du point de vue de l'environnement et de la qualité de vie. Les jardins participent grandement à la biodiversité. Enfin, bénéfices sur le plan de la santé en contribuant à de saines habitudes de vie.

355 Le fil directeur qui nous a guidé dans ce travail préparatoire à la consultation était de voir dans quels lieux et dans quels domaines la ville intervient en agriculture urbaine. Comme le disait Daniel, il ne s'agit pas de faire le portrait de tout ce qui se passe en agriculture urbaine à Montréal, mais de voir nous, Ville, comment on est impliqué dans ce dossier.

360 Au cœur de la fleur, vous pouvez voir différents lieux et types de projets agricoles tandis que dans les pétales, on voit plus les champs d'action de la ville. Donc, on peut voir, ce schéma montre que l'agriculture urbaine est un dossier qui fait appel à de nombreuses expertises et puis l'agriculture urbaine est très multifonctionnelle.

365 Donc la ville intervient de deux façons, de manière soit directe dans le cas par exemple de la réglementation ou dans le cas des jardins communautaires ou encore sur le plan de l'information, de la sensibilisation, puis la ville intervient aussi de manière indirecte en soutien à des organismes, par exemple en lien avec des programmes reliés à l'habitation ou en lien avec des programmes reliés au développement durable qui permettent de soutenir des initiatives communautaires à travers la ville.

370 Il nous a semblé important de situer le développement de l'agriculture urbaine dans l'histoire de Montréal et de rappeler qu'une forte proportion du territoire était encore agricole au milieu du 20^e siècle. Alors, ici, on voit en 1947 le quartier Côte-des-Neiges. On voit ici l'avenue Côte-des-Neiges. Ici, c'est Van Horne, la paroisse St-Pascal-Baylon et puis on voit

375 combien l'activité agricole était présente encore récemment à Montréal. Je voudrais souligner aussi que les chemins de côté ici dans Côte-des-Neiges constituent les témoins les plus anciens de l'activité agricole. Ce sont les tracés fondateurs de la ville qui ont marqué, qui ont guidé le développement de Montréal.

380 Une autre photo ici, on est à Saint- Léonard. On peut voir ici l'église Saint-Léonard. Ça, c'est la rue Jarry et puis on voit ici la future rue Lacordaire, on est en 1948. Donc, on voit qu'encore récemment l'agriculture était très présente.

385 Il y a aussi de nombreuses traces du passé agricole ancien. On voit sur cette carte les résultats d'un inventaire qui a été réalisé en 2006 par le Bureau du patrimoine qui a permis de documenter quelques 170 maisons de ferme qui ont été construites entre le 17^e et le 19^e siècles. Donc, les maisons de ferme, c'est les petits points que vous voyez en gris, donc, répartis sur l'ensemble du territoire, mais beaucoup aussi sur les tracés fondateurs de la ville.

390 Cette carte montre aussi des secteurs qui ont conservé des ambiances champêtres. Donc, ici en orange, on voit le chemin Sainte-Marie à Sainte-Anne-de-Bellevue. On a ici en bleu le chemin Senneville et le boulevard Gouin à Pierrefonds. En rouge, le Cap-Saint-Jacques, et en vert les pourtours de l'île Bizard et puis à l'est, la pointe est de l'île. Donc, quand vous vous promenez dans ces secteurs, il y a encore des ambiances champêtres qui sont très marquées.

395 Un autre témoin important, c'est le Jardin du gouverneur. Jardin du gouverneur, donc du Château Ramesay qui un exemple de jardin d'une maison bourgeoise du 18^e siècle. Les potagers étaient une nécessité à l'époque et ils ont joué un rôle majeur dans le développement de la colonie. Donc, le jardin a été aménagé en 2000, l'accès est libre. Si
400 vous ne connaissez pas cet endroit, je vous invite vraiment à y aller parce que c'est magnifique, un très beau jardin, et les fruits et légumes qui y sont produits sont donnés à l'Accueil Bonneau.

405 Il nous a semblé important aussi de faire un petit détour sur l'art et l'agriculture. La
Ville de Montréal possède une collection de 900 œuvres d'art public dont certaines sont
directement un hommage à l'agriculture. On peut voir ici la ferme Saint-Gabriel qui est une
œuvre du peintre Georges Delfosse. On a « *La femme au sceau* » qui fait face au *Semeur*
dont je vous ai parlé précédemment, à l'entrée de l'Hôtel de ville, et puis ici, une œuvre d'une
410 facture plus contemporaine, c'est les graminées du Jardin Saint-Sulpice dans l'arrondissement
Ahuntsic, c'est une œuvre d'un sculpteur, Linda Kovik, qui évoque le jardin communautaire
Saint-Sulpice.

415 Après cette introduction historique, je vais vous parler maintenant des engagements
actuels de la Ville de Montréal en faveur de l'agriculture urbaine, engagement qu'on retrouve
surtout dans le Plan d'urbanisme et le Plan de développement durable de la ville.

420 Dans le Plan d'urbanisme, il y a un engagement qui concerne directement l'ouest
montréalais et qui précise qu'on souhaite préserver et mettre en valeur le caractère champêtre
et les activités agricoles de certains secteurs de l'ouest de la ville. Je vais revenir un peu plus
loin dans ma présentation sur les activités qu'on retrouve dans l'ouest montréalais.

425 Dans le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise, il y a deux
engagements importants, l'un qui concerne les projets de quartier durable qu'on appelle les
Quartiers 21. Donc, la Ville s'est engagée à financer des Quartiers 21 qui sont des projets de
développement durable et dans ces exemples de Quartiers 21, il y a 3 projets dans lesquels il
y a directement des volets reliés à l'agriculture urbaine.

430 Enfin, Montréal s'est engagée à réaliser une stratégie de biodiversité et de
verdissement qui pourra comporter des volets reliés à l'agriculture urbaine. Actuellement, on
est à la première étape de ce travail qui est l'élaboration d'un diagnostic sur la biodiversité et
ses modalités de gestion.

On parle aussi d'approches novatrices. Parmi les approches novatrices, je vous
parlerais du projet de paysages humanisés.

435 Donc, la zone agricole permanente. C'est important de souligner qu'on a à Montréal,
dans l'ouest de Montréal, plus de 2 000 hectares qui sont en zone agricole permanente.
Donc, ce qu'on appelle la zone agricole permanente, c'est une zone décrétée par le
gouvernement pour garder une vocation agricole. Donc, la zone agricole permanente s'étend à
l'île Bizard comme on peut le voir; c'est la limite que vous avez en rose sur la carte. Aussi, à
440 Pierrefonds, Senneville et Sainte-Anne-de-Bellevue, avec notamment le campus de
l'Université McDonald.

 Dans la zone agricole permanente, on a aussi le Parc agricole du Bois-de-la-Roche qui
est ici. Je vais vous parler un peu plus en détail de la ferme du Cap-Saint-Jacques qui n'est
445 pas en zone agricole permanente, mais qui fait partie des engagements de la Ville pour
maintenir l'agriculture dans l'ouest montréalais. Et je vous parlerais aussi de
l'écoterritoire de l'île Bizard et des projets qui sont envisagés pour ce secteur.

 La ferme écologique du Cap-Saint-Jacques. Depuis 1988, il y a une entente avec
450 l'organisme D-Trois-Pierres qui est un organisme qui favorise l'insertion sociale de jeunes
adultes et l'organisme D-Trois-Pierres gère et anime la ferme écologique du Cap-Saint-
Jacques. C'est une vitrine du monde agricole. La ferme, il y a des activités d'élevage et des
cultures qui sont réalisées dans la ferme, c'est ouvert au grand public et la ferme accueille
plus de 50 000 visiteurs par an.

455 Le projet de paysages humanisés à l'île Bizard, ça c'est un projet qui s'inscrit dans le
plus long terme. Donc, c'est un projet qui se déploie sur l'ouest de l'île Bizard. On souhaiterait
obtenir le statut de paysage humanisé pour ce secteur. Le statut de paysage humanisé, c'est
une catégorie d'aires protégées. Vous connaissez tous des aires protégées comme les parcs
460 provinciaux par exemple, les parcs nationaux, mais dans le cas du paysage humanisé, c'est
un statut d'aire protégée qui est très particulier puisqu'on reconnaît l'importance des activités
humaines pour le développement et la protection de la biodiversité. Ici en l'occurrence, on
reconnaît le rôle des activités agricoles dans le maintien de milieux ouverts qui favorisent donc
une diversité d'espaces et qui favorisent une biodiversité intéressante.

465

Donc, on a mis en place une table de concertation qui réunit différents partenaires et notamment des citoyens de l'Île Bizard. Cette table de concertation a été mise en place en 2010 et on travaille à préciser ce projet et le mettre en œuvre.

470 Après ce rappel historique et puis cette présentation des activités agricoles dans l'ouest montréalais, je vais passer plus aux activités agricoles dans le cœur de la ville et notamment les jardins communautaires et jardins collectifs. Je pense que la plupart d'entre vous connaissent la différence entre jardins communautaires et jardins collectifs, mais c'est peut-être toujours bon de rappeler parce que des fois, on se mélange un peu.

475 Donc, les jardins communautaires. Dans les jardins communautaires, chaque jardinier cultive son propre jardinet, chaque jardinier a sa propre parcelle, alors que dans les jardins collectifs, le potager est cultivé par un ensemble de jardiniers qui ensuite se partagent la récolte ou donnent la récolte à des organismes communautaires.

480 Les jardins communautaires à Montréal, c'est probablement l'initiative la plus connue. On compte 95 jardins qui sont animés par plus de 12 000 jardiniers et puis près de 8 000 jardinets. Les jardins, comme vous pouvez le voir, sont surtout dans les quartiers centraux et densément peuplés de la ville. Il y en a moins dans l'est où les gens ont souvent des maisons individuelles et des terrains plus grands, donc, la possibilité de jardiner.

485 Les premiers jardins, comme le disait madame Roy, datent du milieu des années 70 et puis au fur et à mesure, l'offre en jardins s'est développée à travers la ville. Les jardins sont un programme municipal et sont sous la responsabilité des arrondissements depuis 2002. Ça résulte d'une collaboration entre la ville et les citoyens. Donc, c'est souvent sous la Direction de la culture, des sports et des loisirs de l'arrondissement qui est responsable du jardin en lien avec un comité de jardins qui sont un regroupement de citoyens qui prennent la responsabilité du jardin et travaillent en collaboration avec l'arrondissement.

495 Donc, vous pourrez voir dans le rapport qu'on a élaboré d'intéressants témoignages de
jardiniers qui montrent combien ces jardins peuvent être importants dans la vie quotidienne de
nombreux Montréalais.

500 Autre aspect dans lequel la Ville intervient de manière plus indirecte, ce sont les
jardins collectifs. Donc, on a recensé plus de jardins collectifs soutenus par la Ville et les
sociétés paramunicipales. - Dans le courant de la journée, il y aura plus de détails de la part
d'organismes qui sont très activement impliqués dans ces jardins.

505 Ces jardins, on en recense depuis les années 90, mais je dirais qu'ils sont surtout
développés depuis les 5 dernières années. La Ville intervient de manière très très diversifiée
suivant les jardins : ça peut être un soutien financier, des fois c'est un soutien en ressources
humaines, des fois c'est du prêt de local ou de terrain. Donc, le soutien peut être très variable.
Le soutien aussi se fait à travers différents programmes qui sont gérés par la Ville et d'autres
partenaires. On a le programme de revitalisation urbaine intégrée comme le RUI et d'autres
510 programmes comme Quartier 21 dont j'ai parlé précédemment.

 Ici, on voit sur la photo le jardin collectif de l'École Louisbourg de l'arrondissement
Ahuntsic. C'est un projet de l'écoquartier et de l'école et c'est un jardin à la fois pour les
élèves de l'école et puis certaines familles.

515 Autre exemple, c'est le Quartier 21 Hodge Place Benoît dans l'arrondissement Saint-
Laurent qui est aussi une opération de revitalisation urbaine intégrée. Sur les photos, vous
voyez sur cette photo à votre droite la plantation de la forêt nourricière, donc, avec une équipe
de bénévoles et puis, à gauche, le jardin collectif Kiwibox dans lequel il y a notamment des
520 plantations de kiwis. Là aussi, en après-midi, il y aurait une présentation notamment du
responsable du projet des Serres du Dos Blanc.

 Après cette présentation, je vais laisser la parole à Daniel Groulx qui va vous présenter
d'autres initiatives importantes qui sont sous la responsabilité de la Ville, notamment en ce qui
525 concerne les jardins de démonstration et puis les activités de conseils ou de sensibilisation.

Ah oui, un petit mot. J'ai oublié sur la... on a vu dans les programmes de logement se développer récemment des initiatives de locaux communautaires ou cuisines collectives. Donc, dans plusieurs programmes de logement, il y a des lieux qui sont réservés et qui permettent de faire des cuisines collectives ou des activités en lien avec l'agriculture. Ici, on voit une initiative de l'Office municipal d'habitation de Montréal avec des dames qui préparent des bacs pour cultiver à l'extérieur.

M. DANIEL GROULX :

Alors, bonjour. Merci, Sabine. Après cette présentation des territoires, on va parler un petit peu des lieux de démonstration. Donc, je vous invite maintenant à aborder le volet éducatif où on pratique l'éducation les deux mains dans la terre. En matière d'expertise horticole et agricole, s'il y a un gros joueur municipal, bien sûr c'est le Jardin botanique que vous connaissez tous, le Jardin Botanique qui dit œuvrer à repenser le lien qui unit l'être humain à la nature et à cultiver une nouvelle façon de vivre. Alors, c'est tout à fait dans l'esprit de ce qu'on discute en ce moment.

On y trouve des lieux de démonstration et d'apprentissage comme le Jardin des plantes économiques où on trouve une très grande variété de plantes alimentaires parmi lesquelles on trouve des plantes aromatiques, des fines herbes, des légumes, légumineuses, des petits fruits, etc., et on trouve toute l'information scientifique aussi sur les plantes.

On peut mentionner aussi le jardin Le Potager Ornemental. C'est un jardin qui joint l'utile à l'agréable où l'on utilise les plantes alimentaires pour des aménagements paysagers, différentes applications et en particulier aussi des plantations sur des pergolas ou des choses comme ça, donc qui permettent de faire des jardins décoratifs et productifs.

Dans le volet apprentissage, le programme éducatif des Jardins-jeunes du Jardin Botanique permettent depuis 1938 – c'était du temps de Marie-Victorin évidemment – aux jeunes citoyens d'apprendre à semer, à planter, à entretenir et à récolter eux-mêmes les légumes et les fines herbes. Chaque année, près de 170 enfants viennent découvrir la joie de

cultiver la terre de manière écologique. Alors, on peut faire un lien avec les 170 maisons de ferme subsistantes; on peut penser qu'il y a un enfant qui vient de chaque maison.

560 Au fil des ans, différents groupes se sont joints aux Jardins-jeunes, on pense aux personnes âgées avec l'organisme Les petits frères des Pauvres, le Camp de jour du YMCA Hochelaga-Maisonneuve, les adolescents du programme C-Vert et la Cuisine collective Hochelaga-Maisonneuve.

565 Donc, ce sont des programmes qui rejoignent une clientèle assez variée. Au chapitre des conseils horticoles, de nombreux conseils sont offerts au Jardin botanique, entre autres un service gratuit de renseignements horticoles qui est fourni depuis 70 ans à ceux et celles qui s'intéressent au jardinage. Il y a là une équipe de professionnels qualifiés qui répondent directement aux questions du public à un comptoir de renseignements horticoles. Chaque
570 demande fait l'objet d'un suivi personnalisé.

 Sur le site internet du Jardin botanique, vous allez trouver dans le carnet horticole des centaines de fiches sur les végétaux et des conseils sur une multitude de sujets comme la réalisation d'un jardin, les plantes à fleurs comestibles, la culture des fines herbes, etc. Donc,
575 des choses très pratiques pour vous aider dans votre apprentissage et votre découverte de l'agriculture.

 Le Jardin botanique offre aussi plusieurs brochures pour sensibiliser les citoyens au jardinage écologique dont certaines sont disponibles en anglais. On trouve le guide *Maison propre et Jardin vert* qui est publié par la Ville aussi qui est une référence pour les jardiniers et le dépliant *Jardiner naturellement* qui est distribué lors d'événements spéciaux, disponible
580 dans les centres de jardin.

 Sur le site internet de la Ville de Montréal sous l'onglet *Service aux citoyens*, vous
585 trouverez aussi une foule d'informations sur le jardinage écologique.

590 Dans certains arrondissements, un animateur horticole de l'arrondissement ou de l'écoquartier offre des conseils horticoles pendant toute la saison. Une publication de certains arrondissements, la *Feuille de choux*, est une autre mine d'informations pour les jardiniers. Et pour compléter le portrait des conseils horticoles, mentionnons le rôle très important des écoquartiers, des acteurs qui organisent une multitude d'activités reliées à l'agriculture telles que l'aménagement de ruelles vertes, les projets de jardins collectifs dont Sabine a parlé, ateliers de cuisine, conservation des aliments ou encore des ateliers de formation.

595 Il existe aussi autour de l'agriculture urbaine des événements importants qui contribuent à la vie agricole des Montréalais. La Fête des semences organisée depuis 12 ans par les Amis du Jardin botanique qui accueille en février une vingtaine d'exposants, plus de 2 500 visiteurs, et le Rendez-vous horticole du Jardin Botanique, le plus grand événement en horticulture ornemental au Québec où près de 20 000 personnes se rassemblent la dernière
600 semaine du mois de mai pour découvrir les produits offerts par une centaine d'exposants spécialisés. Et, attention, c'est bientôt, c'est du 25 au 27 mai.

605 Un chapitre peut-être moins glamour, c'est la réglementation. La Ville évidemment doit réglementer certaines choses et il y a lieu de mentionner tout d'abord les aspects réglementaires d'ordre général, comme le règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements dans la mesure où l'encombrement des balcons ou des escaliers, le cas échéant, si on cultive là, peuvent être obstrués, ce qui nuit à la sécurité.

610 Le règlement sur l'occupation du domaine public qui trouve son application lorsqu'on veut aménager un marché public par exemple, le règlement surtout sur les pesticides, l'utilisation des pesticides qui n'autorise que les pesticides à faible impact qui a été adopté à Montréal il y a quelques années. Il contribue à diminuer la pollution engendrée par les produits chimiques et en particulier ces effets sur les insectes pollinisateurs indispensables à l'agriculture.

615 Il y a aussi des règlements appliqués et adoptés par les arrondissements. Par exemple, la contribution aux fins de parcs et le verdissage, des dispositions qui permettent

de conserver des espaces verts dans le cadre de projets de développement. Le règlement sur le contrôle des chiens et autres animaux, qui va sans doute être d'intérêt pendant la consultation, par lequel les 9 arrondissements de l'ex-ville de Montréal interdisent l'élevage des animaux de ferme. Hormis l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie qui a récemment permis sur son territoire l'élevage de poules à des fins éducatives, mais dans des conditions strictement contrôlées, dans les 10 autres arrondissements, des règlements similaires interdisent également l'élevage des animaux.

Mentionnons enfin que l'apiculture ne fait pas l'objet d'un règlement à Montréal, elle n'est pas réglementée, c'est le gouvernement du Québec qui a un règlement à cet effet et des expériences à l'étranger tendent à démontrer que l'apiculture est une activité qui est relativement acceptable sur le territoire. Ce sera évidemment à valider.

Parmi les autres activités qui gravitent autour de l'agriculture urbaine, mentionnons la gestion des matières résiduelles, donc le compostage qui est pratiqué de 4 manières à Montréal, compostage domestique dans des composteurs remis à faible prix par l'entremise des écoquartiers, le compostage collectif dans les lieux centralisés comme dans le projet Tournesol de l'écoquartier Jeanne-Mance, le compostage communautaire pratiqué dans les jardins communautaires et le compostage centralisé qui fait appel à une cueillette sélective sur le territoire et qui est réalisé sur trois sites de l'agglomération.

Toujours dans les activités autour de l'agriculture, on peut parler de la dimension de la distribution des aliments. Les marchés publics gérés par la Corporation des marchés publics de Montréal – on a 4 grands marchés – et au cours des dernières années de multiples marchés se sont développés et permettent à un plus grand nombre de personnes de profiter des produits frais tout en encourageant les producteurs locaux.

On voit ici la carte de distribution des marchés. On y indique aussi les *Fruixi*, un système de vente de fruits et légumes frais par le biais de vélos triporteurs.

650 Finalement pour clore ce chapitre sur les activités en soutien à l'agriculture urbaine, mentionnons le Pr@m- Industrie. C'est un programme incitatif qui offre le remboursement pendant 5 ans de la taxe foncière pour les immeubles non résidentiels et qui a été modifié par le conseil d'agglomération pour y intégrer les cultures en serre sur les toits.

655 Alors, ça complète le tour d'horizon. Pour conclure, le droit d'initiative évidemment nous a permis de faire un premier portrait sur une réalité bien concrète à Montréal. L'exercice qu'on a réalisé nous a permis de trouver une quantité significative de superficies en culture d'activités. Les chiffres qui sont là parlent d'eux-mêmes, les 2 046 hectares en zone agricole, 95 jardins, etc., sont éloquentes. Ce sont les témoins d'une activité considérable.

660 L'intention de la Ville d'assurer la pérennité de l'agriculture sur son territoire apparaît à travers des orientations confirmées dans plusieurs documents. L'ensemble de la collectivité y participe très activement dans une multitude d'actions.

665 Je tiens à remercier nos collègues du milieu municipal qui nous ont permis de faire la collecte de données rapidement pour vous la présenter aujourd'hui. - Je remets le micro à madame Roy qui va nous amener aux prochaines étapes. Je vous remercie de votre attention.

Mme LOUISE ROY, présidente :

670 Merci. Alors, il y a deux micros, on passe à la période de questions. Est-ce qu'il y en a qui ont des questions pour nos gens de la Ville de Montréal? Si vous voulez vous avancer, je vais alterner en donnant la parole d'un côté et de l'autre.

675 Voulez-vous vous identifier, s'il vous plaît? Tous nos échanges sont sténographiés comme ça se passe régulièrement dans les consultations de l'Office. Alors, c'est très important que notre sténographe comprenne votre nom, que vous ne parliez pas trop vite pour qu'on puisse bénéficier de tout ce que vous allez dire. Monsieur Vanier.

M. DANIEL VANIER :

680

Daniel Vanier, Hochelaga-Maisonneuve. Je voudrais que vous reveniez, tantôt vous avez passé très rapidement vers la fin sur un genre de programme, vous avez parlé de la taxe foncière des serres sur des toits. C'est quoi ce programme-là? Parce que pour moi, c'est complètement nouveau. Je suis néophyte un peu dans le domaine, donc j'aimerais ça que

685 vous nous expliquiez c'est quoi ce genre de programme que peuvent profiter des propriétaires qui voudraient installer des serres sur les toits ou d'autres genres d'activités d'agriculture urbaine.

Mme LOUISE ROY, présidente :

690

D'accord. Monsieur Groulx?

M. DANIEL GROULX :

695

Ça relève du développement économique. Ce sont des programmes, comme je le disais, qui permettent de réduire les taxes foncières et qui ne permettaient pas, pendant 5 ans, dans lequel les activités agricoles n'étaient pas reconnues au départ, mais à la demande des Serres Lufa, je pense, le programme a fait l'objet d'une décision du conseil d'agglomération pour l'ouvrir. Normalement, c'est pour des activités industrielles davantage.

700

M. DANIEL HODDER :

705

Il s'agit d'une mesure pour encourager l'emploi, donc, c'est des activités économiques créatives d'emploi. Le domaine agricole n'était pas inclus dans le programme, on l'a inclus, mais ce n'est pas un programme qui s'adresse à des résidents par exemple.

Mme LOUISE ROY, présidente :

Donc, peut-être un détail de plus sur à qui ça s'adresse? C'est des entreprises qui peuvent...

710

M. DANIEL HODDER :

À des entreprises créatrices d'emploi.

715

Mme LOUISE ROY, présidente :

Donc, et là, le milieu agricole est inclus alors qu'il ne l'était pas. Ça va. Madame, s'il vous plaît?

720

Mme CAROLINE MARIER :

Caroline Marier de la Direction de santé publique. Alors, j'avais deux petites questions. Vous avez mentionné, Madame Coursier, un potentiel de développement du Bois-de-la-Roche. Je me demandais s'il y avait des projets déjà identifiés? Et puis ma deuxième question, c'était : Est-ce qu'on sait à Montréal le pourcentage de déchets qui est composté?

725

Mme LOUISE ROY, présidente :

Alors, le Bois-de-la-Roche. Madame Coursier?

730

Mme SABINE COURSIER :

Sur le Bois-de-la-Roche, je vais donner la parole à Anne Desautels qui est responsable de la gestion dans le secteur ouest de Montréal.

735 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

Madame Desautels, pouvez-vous venir au micro?

740 **Mme ANNE DESAUTELS :**

Bonjour! Le Bois-de-la-Roche est un parc en zone agricole permanente de 190 hectares dont 90 hectares sont destinés à l'agriculture. Présentement, nous travaillons avec l'organisme D-Trois-Pierres à la remise en état des terres agricoles. Des travaux de drainage sont prévus à l'automne et un projet en collaboration avec le regroupement des magasins Partage est également en discussion pour redistribuer les légumes à la communauté, mais ça c'est vraiment un projet qui est actuellement sur la table à dessin si j'ose dire.

745 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

750 Est-ce que ça répond? Ça fait le tour des projets nouveaux?

Mme ANNE DESAUTELS :

Oui.

755 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

Merci beaucoup. Madame avait une deuxième question sur le pourcentage de déchets compostés.

760 **Mme SABINE COURSIER :**

Oui, c'est ça. Le complexe environnemental Saint-Michel selon son certificat d'autorisation du MDDEP, du ministère de l'Environnement et du Développement durable,

765 peut composter jusqu'à 16 000 tonnes de feuilles et puis en 2011, il y a 8 750 mètres cubes de compost qui y ont été.

Mme LOUISE ROY, présidente :

770 Oui?

Mme CAROLINE MARIER :

La question, ce n'était pas ça; c'est qu'est-ce qui n'est pas composté à Montréal?

775

Mme LOUISE ROY, présidente :

Ah, qu'est-ce qui n'est pas composté.

780

Mme SABINE COURSIER :

Ah, qu'est-ce qui n'est pas composté!

M. DANIEL HODDER :

785

Je pense qu'on va vous revenir avec cette réponse-là. On n'a pas l'information.

Mme LOUISE ROY, présidente :

790

Vous n'avez pas la réponse? Alors, vous nous la donnez, on va la mettre sur le site internet, Madame. D'accord. Monsieur Bumbaru?

M. DINU BUMBARU :

795 Oui, bonjour! Dinu Bumbaru, Héritage Montréal. Nous autres aussi, on date de 1975
et on tient d'abord à féliciter les gens du Groupe de travail qui ont exercé une première fois le
droit d'initiative et on félicite qu'on ait choisi l'anniversaire de Montréal, le 17 mai, pour tenir un
colloque sur ce sujet-là.

Mme LOUISE ROY, présidente :

800

C'est vrai.

M. DINU BUMBARU :

805

Il ne faut pas oublier quand ils ont fondé Montréal, ce n'était pas pour remplir des
formulaire, c'était pour établir un territoire. Qu'on nous parle de la façon dont ses fondateurs
ont vécu avec un peu d'agriculture évidemment, c'est important, et... oui, mais c'était juste un
élément de la mission. Il fallait vivre avant de convertir.

810

C'est d'ailleurs, Madame Coursier, aujourd'hui à Saint-Pascal-Baylon, pour votre
information, mais ce qu'on voudrait poser comme question, nous, ce qui nous intéresse
beaucoup, c'est la place – et ç'a été mentionné à plusieurs reprises – c'est la place de cette
fonction utile comme tant d'autres fonctions essentielles à une ville dans la forme,
l'architecture, l'aménagement, l'espace de la ville.

815

820

Puis Jeanne-Mance qui va être célébrée dans quelques minutes à l'Hôtel de ville
comme cofondatrice de Montréal a fondé l'Hôtel-Dieu aussi. L'Hôtel-Dieu, on le sait,
maintenant au pied du mont Royal, qu'est-ce qu'on a? Un verger qui est un des lieux les plus
extraordinaires de la métropole. On a également un lieu de démonstration du compost – on
en parle – est-ce qu'on peut trouver des façons, puis je mets les gens de la Ville là-dessus
parce qu'ils ont parlé de certains éléments des programmes, mais j'aimerais bien comprendre
que le lien par exemple avec tous les objectifs de la Ville de Montréal en terme de qualité

825 d'aménagement, qualité d'architecture, pas juste la fonctionnalité, le bon usage, mais aussi la belle forme et je me dis, est-ce qu'un bel espace pour faire un truc de succès, ça pourrait être cet espace de compost qui est là en façade finalement de l'Hôtel-Dieu au pied du mont Royal?

Est-ce qu'il y a moyen de faire quelque chose? Et est-ce que les politiques de la Ville s'appliquent à cet endroit-là parce qu'on a parlé de la réglementation en général...

830 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

Là, vous avez beaucoup de questions.

835 **M. DINU BUMBARU :**

...mais le Plan d'urbanisme, on l'a référé pour l'ouest de l'île. Pour les parties centrales, est-ce qu'il y a des éléments qui seraient utiles à notre discussion et à la consultation qui s'en vient puisque de toute façon, on vient de lancer la consultation sur le Plan de développement, la qualité d'aménagement est là. On ne peut pas juste se contenter des bons usages, il faut qu'on voie une ville dans laquelle on se promène agréablement.

840

Mme LOUISE ROY, présidente :

Donc, la place de l'agriculture urbaine dans la qualité.

845

M. DINU BUMBARU :

Oui.

850

Mme LOUISE ROY, présidente :

Quelle place vous réservez à l'agriculture dans la qualité de l'aménagement urbain?

M. DANIEL HODDER :

855

Je pense que ça fait référence à ce que je disais tantôt en introduction, c'est-à-dire qu'on est justement en train de revoir nos instruments, notre planification, et de voir quelle est la place de l'agriculture urbaine dans cette nouvelle mouture, dans cette nouvelle génération de plans et l'agriculture sous tous ses aspects, ses aspects plus symboliques ou architecturaux ou l'organisation de l'espace. L'aménagement, c'est certainement un des volets qui pourrait être regardé.

860

La consultation est l'occasion de dire qu'est-ce que ça veut dire? Qu'est-ce qu'on veut dire? Qu'est-ce que ça pourrait vouloir dire l'introduction de ce nouveau thème, l'agriculture urbaine, dans la planification du territoire?

865

M. DINU BUMBARU :

Oui, parce que la semaine prochaine, on a à Montréal le C-2, puis c'est comme les villes créatives sont là, *Le Semeur d'idées* dont on nous a parlé, il est en bronze, mais il peut être animé de... il peut être en chair humaine aussi et avoir des vraies idées peut-être.

870

Est-ce que les passerelles existent entre les services à la Ville pour nous permettre d'espérer ça?

875

Mme LOUISE ROY, présidente :

C'est une bonne question. Ça, c'est une bonne question.

880

M. DANIEL HODDER :

Oui, certainement, on nous permet d'espérer ça.

M. DINU BUMBARU :

885 Ah bon, o.k. Nourrissons-nous d'espoir et de bons légumes.

Mme LOUISE ROY, présidente :

890 Monsieur Bumbaru, moi je profite de votre intervention pour dire à tout le monde que dans les mémoires, si vous avez aussi des suggestions à faire par rapport à des lieux particuliers, Dinu Bumbaru soulevait certaines questions à l'égard de certains lieux particuliers, n'hésitez pas à nous mentionner ces lieux-là. Madame?

Mme RAQUEL PENALOSA :

895 Raquel Penalosa, architecte du paysage. J'abonde dans le remerciement aux organismes qui ont fait cette initiative et je souhaiterais qu'à un moment donné, on les nomme aussi ces organismes; on ne les connaît pas, ils n'ont pas été nommés. Aussi, j'abonde dans le sens de Dinu.

900 Ma question était : Il y a 95 jardins communautaires, est-ce qu'on en a créé des nouveaux? Est-ce que ces espaces font partie de la planification ou est-ce que ces 95 sont là depuis longtemps? Parce qu'à un moment donné, il y a eu des problématiques du fait que ces jardins communautaires étaient faits dans des terrains contaminés. Donc, il y a eu tout un processus où beaucoup de ces jardins communautaires ont été fermés et/ou transférés ailleurs.

910 Donc, ma question était celle-là : Est-ce que dans le programme des jardins communautaires, on a arrêté de vouer ou de vraiment créer des espaces, pas seulement où il y avait les terrains contaminés comme à l'époque qu'on occupait par les jardins communautaires sans savoir qu'est-ce qui se passait réellement? Et c'est quoi l'avenir dans ce sens-là? Est-ce que la Ville a un programme dans ce sens-là?

Mme LOUISE ROY, présidente :

915

L'expansion des jardins communautaires.

Mme RAQUEL PENALOSA :

920

Oui. Est-ce que ces 95... est-ce qu'on a arrêté ça là ou est-ce qu'on continue?

Mme LOUISE ROY, présidente :

D'accord.

925

Mme RAQUEL PENALOSA :

930

Je voulais juste ajouter une note. C'est qu'historiquement, on peut remercier les Italiens parce que c'est vraiment eux qui ont dans les années, même dans les années 30, 40, qui se sont installés, qui étaient dans le Faubourg à la mélasse et qui se déplaçaient les fins de semaine dans les terres qu'ils pouvaient s'acheter où se trouve aujourd'hui le Marché Jean-Talon.

Mme LOUISE ROY, présidente :

935

Mais je pense que c'est reconnu ça, Madame, vous avez raison.

Mme RAQUEL PENALOSA :

940

On ne l'a pas nommé. Donc, je voulais juste le dire que c'est eux qui nous ont appris à Montréal à faire de la culture des tomates quand on a commencé à le faire juste en 75.

Mme LOUISE ROY, présidente :

Vous avez raison, d'accord. Madame ou Monsieur Hodder, qui va répondre?

945

M. DANIEL HODDER :

Sabine, tu peux parler un peu de l'évolution?

950

Mme LOUISE ROY, présidente :

Le programme des jardins communautaires.

M. DANIEL HODDER :

955

Et le problème de contamination.

Mme SABINE COURSIER :

960

C'est ça. Comme on le disait, les premiers jardins datent de 1975; donc, il y a eu une augmentation du nombre de jardins. Il y a effectivement eu une problématique de contamination de certains jardins qui a été réglée différemment suivant les cas. Donc, dans certains cas, il y a eu des fermetures partielles ou une réorganisation avec des cultures en bac ou d'autres initiatives qui ont été mises en œuvre.

965

Depuis 2002, la gestion des jardins communautaires est de la responsabilité des arrondissements. Donc, je dirais que ça va être... je ne peux pas répondre pour les arrondissements, savoir s'il y a d'autres projets dans différents arrondissements, puis on le verra dans la tournée de consultation qui va avoir lieu du 5 au 11 juin où là, il va y avoir des... du 5... au 14 juin je crois?

970

Mme LOUISE ROY, présidente :

Hum, hum.

975 **Mme SABINE COURSIER :**

Au 14 juin. Où là, il va y avoir des rencontres dans les différents arrondissements, puis c'est une question qui peut leur être posée.

980 **Mme RAQUEL PENALOSA :**

985 Je vais juste reposer la question. Le Plan de développement urbain de Montréal a été publié, donc il est public, au moins le préliminaire. Est-ce que dans ce plan-là, je ne l'ai pas encore tout lu, est-ce que dans ce plan-là, on a déjà des dispositions au niveau de la planification urbaine, de l'aménagement urbain à grande échelle?

990 Parce que tout ce que vous avez mentionné, j'aborde dans le sens de ce contact avec le communautaire, avec les gens, les citoyens, l'engagement, mais du point de vue d'une planification urbaine, est-ce que déjà ce plan-là sorti, vous étiez au courant qu'il y avait cette initiative? Est-ce qu'il y a déjà des dispositions pour intégrer dans l'aménagement...

Mme LOUISE ROY, présidente :

995 L'agriculture urbaine dans l'aménagement à l'intérieur du document qui est déjà en circulation. Oui.

Mme SABINE COURSIER :

Je pense que Pierre Legendre pourrait peut-être répondre à cette question.

1000 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

Oui, Monsieur Legendre?

1005 **Mme SABINE COURSIER :**

Je voulais juste apporter un point sur lequel je n'ai pas parlé dans la présentation. C'est qu'il y a plusieurs arrondissements qui ont adopté récemment des plans locaux de développement durable. Dans au moins 7 arrondissements, il est clairement fait mention de l'agriculture urbaine et de la volonté d'augmenter l'accessibilité aux jardins communautaires dans certains arrondissements. Mais là encore, c'est au cas par cas selon les arrondissements.

1010 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

1015 Monsieur Legendre?

M. PIERRE LEGENDRE :

Oui, bonjour! Pierre Legendre du Bureau du plan. Ce à quoi fait référence madame, c'est le projet de Plan de développement de Montréal qui est un document qui a fait l'objet d'un lancement le 10 mai, donc la semaine dernière, par le maire de Montréal et c'est un document qui se veut un projet pour fins de discussion au cours des prochains mois.

1025 Le Plan de développement de Montréal, c'est un document qui va finalement fournir une vision pour l'avenir de Montréal pour les 20 prochaines années et avec ce projet de Plan de développement de Montréal, il y a des discussions qui vont donc se faire dans les prochains mois en vue d'une adoption à l'hiver 2013. Et on doit distinguer ce document de l'autre document qui est plus un outil de planification qui s'appellera le schéma d'aménagement de l'agglomération de Montréal et ce schéma d'aménagement, lui, va se faire

1030 – le travail a commencé – il doit aboutir en 2014 et il doit être conforme au plan de la région
métropolitaine de Montréal.

Vous savez, il y a eu le Plan d'aménagement de la région de Montréal qui a fait l'objet
de consultation en 2011 et là, on a donc un plan au niveau régional pour l'ensemble de la
1035 grande région de Montréal. On va maintenant passer à l'étape de la planification à l'échelle de
l'agglomération de Montréal pour 2014 et ensuite en 2015 suivront les plans d'urbanisme.

Je vous raconte tout ça, c'est que comme ç'a été dit à quelques reprises, la présente
consultation tombe bien dans le sens où il y a justement ces réflexions-là qui vont toutes nous
1040 animer pour les prochaines années – j'ai bien dit années et non pas seulement mois - pour
finalement aboutir à toute une série de documents de planification qui vont s'imbriquer les uns
avec les autres.

Mme LOUISE ROY, présidente :

1045 Donc, on n'est pas rendu encore à déployer les jardins communautaires ou même la
place de l'agriculture urbaine; c'est ça que vous nous dites?

M. PIERRE LEGENDRE :

1050 Ça va être un élément qui va être évidemment pris en considération parmi l'ensemble
des préoccupations qui vont être celles de la communauté montréalaise. On va donc pouvoir
mettre ça en relation avec toutes sortes d'autres aspects économiques, sociaux, etc.

1055 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

D'accord.

M. PIERRE LEGENDRE :

1060 Donc, la consultation d'aujourd'hui tombe à point pour justement alimenter la réflexion des intervenants.

Mme LOUISE ROY, présidente :

1065 C'est ça. Vous devriez venir nous faire part de vos idées, Madame. Si vous voulez avancer un petit peu plus rapidement parce que là, je vais fermer la période de questions pour cet atelier-là, ce panel-là. Les gens de la Ville de Montréal vont rester avec nous toute la journée? Oui? Bon. Alors, vous allez pouvoir les croiser un peu partout. Monsieur?

1070 **M. PHILIPPE LANDRY :**

 Philippe Landry. Moi, j'aimerais vous remercier, j'ai trouvé que c'était une bonne présentation.

1075 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

 Allez-y plus fort, Monsieur Landry.

M. PHILIPPE LANDRY :

1080 J'aimerais vous remercier, j'ai trouvé que c'était une bonne présentation. Moi aussi j'aimerais remercier les Italiens parce qu'ils aidaient ma mère à se débarrasser des pissenlits quand j'étais jeune. Ils faisaient du vin avec ça, je ne sais pas trop.

1085 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

 Ils faisaient du vin, oui, c'est vrai.

M. PHILIPPE LANDRY :

1090

Quelque chose comme ça.

Mme LOUISE ROY, présidente :

1095

Oui.

M. PHILIPPE LANDRY :

1100

J'aimerais dire, c'est sûr que l'agriculture urbaine à quelque part pour que ce soit facile, il faut passer par l'architecture et puis par l'urbanisme. Le Château Ramesay par l'amélioration qu'il y a eu là, on voit comment, quand on passe par là, c'est nettement plus facile à quelque part et il y a des exemples, des contre-exemples de ça.

1105

À un moment donné, j'étais sur une route entre Pointe-Claire pour aller vers Rivière-des-Prairies et j'arrive à un endroit où j'ai trouvé ça loufoque, c'est parce qu'il y a eu un statut de protection, je ne sais pas trop, il y a un petit bâtiment de ferme avec son petit jardin au milieu, peut-être qu'il y en a qui ont déjà vu ça, au milieu d'un stationnement de centre d'achats. Et quand je suis allé là, j'ai dit, mais écoute donc, c'est complètement... C'est en revenant du Cap-Saint-Jacques où je suis tombé là par hasard. Et ils m'ont dit : « On n'a pas le droit de détruire ce bâtiment-là parce qu'il représente quelque chose. Il est en pierre, etc. Il a son petit jardin. » J'ai dit : « Vous pourriez peut-être vendre de la crème glacée ou quelque chose comme ça. »

1110

1115

Même au Cap-Saint-Jacques quand on ressort de là, il reste des gens qui cultivent encore, mais on sent que c'est assiégé à quelque part, que... vraiment, c'est assiégé. La horde des maisons de ville s'en vient, puis on se dit : *Hou*, il n'en reste pas pour très longtemps, c'est vraiment des Gaulois qui... Et dans ce sens-là, autant il faut essayer d'inverser ça, autant dans un quartier comme Griffintown par exemple, il faut essayer de

1120 penser d'avance et autant – je trouve ça encourageant ici, j'ai été à l'exposition BOMA qui était à la Place Desjardins et j'ai trouvé ça *freakant*. Carrément.

Mme LOUISE ROY, présidente :

Votre question?

1125

M. PHILIPPE LANDRY :

1130 Ma question justement, c'est comment encourager ça parce que comme je vous dis, l'exposition qu'il y avait sur l'architecture future, bien, dans ce que j'ai vu, les projets à Griffintown, je ne vois pas comment on rentre de l'agriculture urbaine là-dedans et même quelques fois quand il y a des bâtiments qui ont de la gueule comme la Tour de la Bourse, Nervi ou la Place Ville-Marie, il y a certains projets qui sont acceptés comme un avec des vagues dans le centre-ville qui est un copie bizarre de l'édifice Aqua à Chicago, je me dis, *tabarnouche*, je ne comprends pas que...

1135

Mme LOUISE ROY, présidente :

Mais là, il faut que vous concluiez, Monsieur Landry, parce qu'on va manquer de temps pour le reste.

1140

M. PHILIPPE LANDRY :

1145 Comment en passant par l'architecture et l'urbanisme on peut faciliter d'avance à quelque part l'agriculture urbaine? Parce qu'il y a des édifices qui ont des serres où on profite de la face au soleil. Je pense qu'il y a moyen que ce soit comme imprimé.

Mme LOUISE ROY, présidente :

D'accord. Est-ce qu'il y a une réflexion à la Ville là-dessus?

1150 **M. DANIEL HODDER :**

Bien, je pense qu'on est plus dans l'ordre du commentaire que de la question, mais...

1155 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

Absolument, mais ce n'est pas interdit. Il faut contrôler pour pouvoir passer...

DANIEL HODDER :

1160 Oui, oui, oui, mais ce que je veux dire qu'effectivement, c'est le genre de discussion qu'il faut faire au moment des plans, dépôt des plans d'urbanisme, de regarder comment Montréal a été façonnée par l'agriculture, puis comment est-ce que ça peut être un des thèmes importants pour façonner son avenir.

1165 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

D'accord. Donc, dans les discussions qui s'en viennent, ça pourra dans la mesure où vous serez présent être un élément qui sera soulevé. Madame Alexandroff?

1170 **Mme NATASHA ALEXANDROFF :**

Bonjour! Natasha Alexandroff du quartier de Pointe-Saint-Charles. En parlant de Gaulois, nous on est des Gaulois.

1175 Moi j'arrive avec une très bonne nouvelle pour vous aujourd'hui. Les trois-quarts de la superficie de la Ville de Montréal est cultivable. Oui. Alors, il suffirait qu'on arrête de donner des permissions aux gens qui construisent des nouveaux buildings de faire un étage extra hors toit qui leur permet de faire encore plus d'argent et qu'on les oblige à faire des vrais toits verts, puis qu'on essaie d'arrêter de penser qu'un toit vert, ça coûte cher. Avec les matériaux

1180 qu'on a aujourd'hui, ce n'est pas plus lourd qu'une bordée de neige si on pouvait faire de l'agriculture sur des toits verts.

1185 Alors, il faudrait que la Ville, puis on compte sur vous, Messieurs, Dames, vous êtes au bon endroit pour faire pression, d'obliger tout le monde à Montréal soit d'aménager son toit en ayant des baisses de taxes, ou n'importe quoi, ou soit de construire à partir d'aujourd'hui des immeubles avec des rambardes et qui permettent aux gens de pouvoir faire de l'agriculture sur les toits et ça c'est quelque chose de facile qui ne coûtent pas si cher que ça et ça pourrait régler bien des problème. Et si vous regardez Montréal de haut, de la surface, il y en a.

1190 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

Alors, est-ce qu'il y a une réflexion là-aussi aux grands parcs sur les toits verts et puis la possibilité de cultiver dans les airs?

1195 **M. DANIEL HODDER :**

1200 C'est sûr que les toits verts font partie des grands sujets de l'heure qu'il faut regarder, les technologies évoluent rapidement. Effectivement la question des coûts était importante. Il y a un aspect réglementaire aussi associé à ça. Donc, ça fait partie des choses qu'il faut... qui sont certainement des sujets de l'heure.

Mme LOUISE ROY, présidente :

1205 Est-ce que vous savez si à l'habitation – nous on voit ça souvent dans le cadre des consultations publiques, les gens qui demandent des toits verts, et puis il y a des promoteurs qui déjà les intègrent – est-ce que vous savez si chez vous à l'habitation par exemple, il y a une réflexion ou si on commence à tenir des statistiques là-dessus?

M. DANIEL HODDER :

1210 Malheureusement, je ne pourrai pas vous répondre là-dessus ce matin. Je ne sais pas s'il y a quelqu'un qui...

M. DANIEL GROULX :

1215 On pourrait demander à madame Thiboutot peut-être?

Mme SABINE COURSIER :

1220 Est-ce que Chantal Thiboutot est là dans la salle?

Mme LOUISE ROY, présidente :

1225 Madame Thiboutot, rapidement quand même. Mais c'est intéressant, on fait le tour de plusieurs sujets.

Mme CHANTAL THIBOUTOT :

1230 Rapidement ce que je peux dire, c'est qu'on n'a pas de statistiques sur les toits verts. On n'a pas de mesure d'obligation sur la construction de toit vert, mais on a des mesures d'incitation à des mesures écoénergétiques. On est de plus en plus ouvert à intégrer dans les projets d'habitation, que ce soit social ou dans le privé, les promoteurs à intégrer des mesures écoénergétiques.

Mme LOUISE ROY, présidente :

1235 Est-ce que vous remarquez des tendances? Est-ce qu'il y a une tendance?

Mme CHANTAL THIBOUTOT :

1240 Je ne saurais pas quoi vous dire à ce sujet-là, on n'a pas de données par rapport à cette question-là comme telle, non.

Mme LOUISE ROY, présidente :

1245 O.K. Merci. Monsieur Rayside, vous allez peut-être avoir une information, vous, là-dessus?

M. RON RAYSIDE :

1250 Oui.

Mme LOUISE ROY, présidente :

Vous qui êtes dans ce domaine de l'architecture.

1255 **M. RON RAYSIDE :**

Ce n'était pas mon sujet, mais...

Mme LOUISE ROY, présidente :

1260 Non, je suis sûre, mais ça ne fait rien.

M. RON RAYSIDE :

1265 Je m'adapte à tout. Ron Rayside. J'avais une question économique liée à l'agriculture urbaine, puis j'avais peut-être un commentaire. On fait beaucoup de social de toutes sortes,

pas juste l'habitation sociale, centre de la petite enfance, centre communautaire, tout ce qu'on veut, puis il y a partout une volonté de faire de plus en plus des mesures vertes et malheureusement, il y a très peu de budget.

1270

On a vraiment un discours au Québec... on a un double discours. On a des grands énoncés, même comme un Plan d'urbanisme, mais quand ça arrive avec des mesures concrètes, on est un peu *faiblette*. Ça ne veut pas dire qu'il n'y en a pas qui se fait, mais c'est vraiment soit pour les mesures d'exception ou par les efforts absolument énormes.

1275

On a quand même un problème que vous aurez même dans les questions de l'agriculture urbaine, comme je dis, je me répète, entre un grand énoncé de principe où c'est facile d'être d'accord avec et entre une mise en application des mesures, c'est toute une autre chose.

1280

Et ma question est économique. Moi j'ai un petit immeuble vert, notre équipe avec quelques logements, j'ai un toit vert qui est un potager depuis 2006 en fait. On pousse les légumes, on expérimente, on fait toutes sortes de choses. Et en passant, j'économise pour la ville la moitié de la consommation d'eau. Je fais l'économie quand même assez majeure à ma mesure pour la Ville de Montréal, et pour laquelle je n'ai aucune compensation, aucune considération financière via les taxes foncières.

1285

Et je n'ai pas fait ça pour avoir les compensations, évidemment je ne l'aurais pas fait. Parce qu'au moins sur les mesures d'économie d'énergie, j'ai quand même une forme de récompense. J'ai une baisse de facture sur la vie de l'immeuble. Sur l'économie d'eau, sur les économies de toutes sortes à travers mon toit vert, puis mon potager et toutes sortes d'autres mesures.

1290

Il y a quand même une réflexion à avoir. Je pense qu'à long terme, je ne suis pas là pour quêter, loin de là, le projet est déjà fait, c'est trop tard, mais pour l'avenir, pour encourager les choses, il faut quand même avoir un minimum de réflexions là-dessus.

1295

Mme LOUISE ROY, présidente :

1300 Je savais que vous auriez quelque chose à dire sur les toits verts. Alors, de votre côté, comment réagissez-vous?

M. DANIEL HODDER :

1305 Je pense que l'aspect économique, et c'est vrai que c'est moins glamour de parler d'aspect économique, de parler de sous, mais c'est souvent un aspect qui est crucial dans la mise en œuvre des grandes orientations. On s'entend sur l'orientation, c'est plus difficile de s'entendre sur comment on va le mettre en œuvre et qui va payer pour ça.

1310 Donc, effectivement le volet économique, le rapport avec l'économie, les retombées économiques de projets d'agriculture urbaine, ce sera quelque chose qui m'apparaît être un sujet qui devrait être abordé si on veut mettre en œuvre ces belles orientations.

Mme LOUISE ROY, présidente :

1315 Juste à titre d'information, des commentaires comme celui de monsieur Rayside, ils devraient être portés à quel service de la Ville de Montréal? Non, mais c'est une bonne question.

1320 **M. DANIEL HODDER :**

Oui, c'est une excellente question.

M. RON RAYSIDE :

1325 Attention, on va le nommer.

Mme LOUISE ROY, présidente :

1330 Non, mais tantôt, c'est parce que vous avez parlé du programme de taxes qui visait à encourager les entreprises créatrices d'emploi, puis tout à coup, on a inscrit ou on a inclus le domaine de l'agriculture là-dedans.

1335 Alors, voici quelqu'un qui a un immeuble vert, qui fait une économie d'eau pour la ville, ça pourrait se discuter où? Savez-vous? C'est ben compliqué, ça, je suis certaine.

M. DANIEL HODDER :

1340 Je vais vous revenir avec une réponse, mais pas la semaine prochaine. Ça va prendre quelques...

Mme LOUISE ROY, présidente :

D'accord.

1345 **M. DANIEL HODDER :**

1350 Non, effectivement l'action de la Ville en matière d'agriculture urbaine, le constat qui vous a été présenté tantôt en témoigne, c'est une action qui est diversifiée, mais qui est aussi déployé par une panoplie de services, d'arrondissements qui témoignent de l'ensemble des silos de la Ville.

1355 Tout le monde est un petit peu impliqué là-dedans et c'est vraiment un sujet transversal par rapport à toute l'action municipale. Comment est-ce que dans un sujet aussi transversal on peut avoir un porteur, un commun et qui permet de rassembler toute l'action municipale? Ce n'est pas une question simple à répondre.

Mme LOUISE ROY, présidente :

Non, c'est sûr.

1360 **M. DANIEL HODDER :**

Puis je pense que ça va faire partie de la réflexion, probablement une partie centrale de la réflexion qu'on devra en faire suite à cette consultation, comment on s'organise pour cette prestation de services-là? C'est un enjeu. C'est un enjeu important que soulève ce sujet.

1365 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

Madame Chaume?

1370 **Mme MARIE-ÈVE CHAUME :**

1375 Marie-Ève Chaume, je suis responsable des espaces verts au conseil régional de l'environnement de Montréal. Le conseil régional est aussi membre du Groupe de travail en agriculture urbaine, en fait, fait partie des quelques organismes qui sont les membres fondateurs du groupe, puis je vais les nommer puisque ç'a été demandé.

1380 Le Groupe de travail a été formé il y a environ 2 ans à peu près à la même date devant une problématique qu'on voyait que pour l'agriculture urbaine, il y avait des besoins sur le territoire de la Ville de Montréal, puis les premiers à s'asseoir ensemble autour de cette question-là ont été Action communautaire alternative, le Centre d'écologie urbaine, le Conseil régional de l'environnement, le CRAPO, le Santropol Roulant et le Marché solidaire Frontenac.

1385 Et bien entendu si la pétition a été signée par près de 30 000 citoyens montréalais, c'est grâce à tous les autres organismes qui ont mis la main à la pâte et là, il y en a une quarantaine. Vous pouvez aller voir dans les « à propos » des communications du GTAU, ils sont tous nommés. Alors, félicitation à tous ces gens-là!

Mme LOUISE ROY, présidente :

On va les mettre sur notre site internet aussi.

1390

Mme MARIE-ÈVE CHAUME :

On va les mettre aussi pour s'assurer que c'est sur le site de l'OCPM. Ensuite, vous m'avez devancé parce que je venais vous parler bien entendu de la question de la gouvernance. Je suis contente de voir le portrait que vous avez fait. Je trouve que vous avez répertorié beaucoup de projets.

1395

Ce qu'on s'aperçoit en même temps, c'est qu'on peut grappiller un peu partout, l'agriculture urbaine, ça fait un peu partie de l'urbanisme, ça fait un peu partie de l'environnement, ça fait un peu partie du social, ça fait un peu partie aussi des politiques d'immigration. Ça fait un peu partie de tout ça. Puis oui, je conforte l'idée que c'est nécessaire d'avoir une réflexion, de dire quelle place à Montréal on va faire à l'agriculture urbaine.

1400

Puis la mobilisation de 30 000 citoyens qui sont venus signer – là, je vous le dis, c'est une version papier – ça fait que c'est 30 000 citoyens qui ont signé la pétition, mais 30 000 citoyens qui ont entendu parler d'agriculture urbaine qui étaient d'accord pour qu'on ait cette réflexion-là sur la place que l'on veut donner à l'agriculture urbaine, et cette place-là, ce serait bien aussi qu'elle se reflète dans l'organisation de la Ville de Montréal, dans les enjeux de la gouvernance, quelle place est-ce qu'on veut lui faire.

1405

1410

Alors, vous avez répondu déjà un peu avant, je ne sais pas si vous souhaitez rajouter quelque chose? Merci.

M. DANIEL HODDER :

1415

Simplement dire qu'on voit aussi par la multiplicité des organismes communautaires qui sont impliqués que là aussi, il n'y a pas un porteur de ce sujet-là et que la société civile aussi est représenté dans toutes sortes d'organismes avec toutes sortes de volets légèrement différents les uns des autres, puis la Ville à l'image de la société aussi intervient de façon toutes sortes.

1420

Donc, je vous retournerais la question aussi. Ça nous appartient à tous de dire comment on s'organise pour créer plus de synergie entre nos actions, entre les différents domaines, les différents d'expertises, mais aussi entre l'action civile et puis l'action municipale, comment on peut mieux travailler ensemble.

1425

Mme LOUISE ROY, présidente :

Donc, si on a des suggestions sur des principes à mettre en action, n'oubliez pas de les inscrire dans votre mémoire.

1430

Alors, on va prendre une pause de 10 minutes. Madame De Courcy, qui est la présidente de la Commissions scolaire de Montréal, et monsieur Louis Drouin, et ils sont déjà là, pour la deuxième partie de notre avant-midi. Alors, 10 minutes de pause.

1435

PAUSE... REPRISE

Mme LOUISE ROY, présidente :

Alors, nous avons avec nous aujourd'hui pour ce deuxième panel deux représentants d'institutions majeures à Montréal qui soutiennent des initiatives d'agriculture urbaine. La première à nous adresser la parole, la première représentante à nous adresser la parole est madame Diane De Courcy.

1440

1445 Je pense que tout le monde la connaît assez bien, mais je vais quand même prendre
deux minutes pour vous la présenter. Elle est présidente de la Commission scolaire de
Montréal depuis 12 ans et elle a une carrière finalement de commissaire scolaire; elle est
1450 commissaire scolaire depuis 16 ans. Elle est par ailleurs engagée auprès de différentes
institutions et organismes dont entre autres la Conférence régionale des élus de Montréal,
Nourrir un enfant, les Ouvres du Cardinal Léger et elle fait partie ou préside plusieurs tables de
concertation locale et montréalaise.

Alors, madame De Courcy va nous parler ce matin des initiatives en milieu scolaire.
Madame De Courcy.

1455

Mme DIANE DE COURCY :

Alors, bonjour à toutes et tous! Ça me fait très plaisir d'être parmi vous. Vous me
permettez de saluer la présence de madame Ghalia qui est à la Conférence régionale des
1460 élus et qui s'occupe, en fait qui coordonne un projet qu'on a lancé tout récemment qui est
notre travail sur le Plan de développement d'un système alimentaire durable et équitable à
Montréal. Ça regroupe actuellement plus d'une centaine d'organismes et éventuellement, on
compte en rejoindre 500 pour arriver à un plan qui sera produit et qui, bien sûr, c'est certain,
aura un volet d'agriculture urbaine. Alors, elle est là. Si jamais vous êtes intéressés à en
1465 savoir plus ou à vous joindre à ce groupe, levez la main pour qu'on vous voit. C'est elle.

Je voudrais saluer la présence de Carole Marcoux qui est conseillère à la CSDM. En
fait, c'est elle *Madame Verte*, ce n'est pas moi, puis elle n'est pas verte, elle est tellement jolie.
Carole Marcoux, c'est elle qui est la pionnière de tout ce qui s'est fait en environnement à la
1470 Commission scolaire de Montréal et encore plus récemment en termes d'agriculture urbaine.
- Carole, je vais essayer de faire honneur à vos travaux à la Commission scolaire de Montréal.

Parce que la première chose qu'il faut se dire quand on est en milieu scolaire, c'est
qu'il faut qu'il y ait un sens étroit entre ce que nous faisons en périphérie de la classe ou dans

1475 la classe et puis la mission première d'une commission scolaire bien sûr qui est d'instruire, socialiser et qualifier.

1480 Il est important donc d'avoir ces liens-là, d'agir aussi, d'agir aussi sur l'environnement social des élèves et de leurs familles particulièrement à la Commission scolaire de Montréal, mais c'est sans doute vrai dans toutes les commissions scolaires à partir du moment où l'insécurité alimentaire ou la précarité alimentaire des enfants et de leurs familles, vous le savez, a une incidence très importante sur la réussite scolaire. Je l'ai souvent dit, vous m'avez peut-être entendu dire cela, *Ventre creux n'a pas d'oreille*. Il faut donc agir sur des facteurs qui ont de l'influence sur la réussite des élèves. Et un des premiers facteurs qui a de
1485 l'influence, c'est bien sûr cette question-là de sécurité alimentaire.

On sait aussi maintenant que lorsqu'on incite des enfants à travailler en science, en écologie, en jardinage, en agriculture, ils comprennent et vivent des notions académiques, des notions, du matériel scolaire qui est très important et qui leur fait apprendre différemment en sachant que, entre autres sur le territoire de la Commission scolaire de Montréal, bien, nos enfants ont par moment des défis particuliers, sont plus vulnérables que d'autres et ces modes d'apprentissage à travers entre autres l'agriculture urbaine sont très porteurs et nous permettent de voir des résultats significatifs pour l'augmentation de leur résultat scolaire et leur intérêt à l'école. Et leur intérêt à l'école.

1495 Somme toute, l'agriculture urbaine en milieu scolaire, c'est très gagnant. C'est très gagnant pour tout le monde. Pour tout le monde.

1500 Mais au-delà de cette vision féérique, intéressante, puis assez passionnante et qui regroupe beaucoup de personnes actuellement à la Commission scolaire de Montréal, il y a quand même un certain nombre de questionnements, de contraintes et des choses qui méritent d'être partagées dans le cadre de cette activité-là, *Montréal, un avenir à cultiver*.

1505 D'abord, parlons des toits - pas de la neige sur les toits - parlons des toits. On nous interpelle beaucoup beaucoup au niveau des commissions scolaires autour des toits, des toits verts, toits blancs, particulièrement des toits verts, et en agriculture urbaine sur les toits.

1510 L'état des écoles, leur âge vénérable, le fait qu'il y a eu des déficits d'entretien importants, le fait aussi que ces infrastructures n'ont pas été conçus, pas du tout, pour ce type d'activités - à une certaine époque, qui l'eut cru qu'on aurait pensé avoir des jardins sur les toits – les conditions de sécurité à assurer aussi pour les jeunes élèves qui sont dans les écoles font en sorte que cette avenue de travailler sur les toits des écoles, même si ça flatte l'imagination et qu'on souhaiterait pouvoir le faire, s'avère actuellement vraiment impossible. Ce serait très difficile.

1515 La deuxième contrainte que nous avons, c'est très certainement tout ce qui touche autour du compostage et qui vient, qui est louable, très louable, mais là, le docteur Drouin est avec moi, puis vous nous avez entendu parler des moisissures longtemps dans les écoles, alors, le compostage dans les écoles intérieur et comment s'organiser autour de ces questions-là de compostage eu égard à la volatilité des moisissures, au fait qu'il y a des manipulations importantes, au fait qu'on a des écoles qui s'aèrent difficilement, et etc., je vous avoue que malgré toute notre bonne volonté autour de ces questions reliées à l'agriculture urbaine, c'est difficile. C'est difficile, puis il n'y a pas de solution actuellement à court terme qu'on voit poindre autour de ces questions-là.

1525 - Je ne vous parlerai pas que des contraintes, mais il faut que je vous en parle ce matin. On nous a demandé d'en parler. Le troisième élément, c'est la pérennité des jardins ou de l'agriculture urbaine dans les cours d'école. Dans les cours d'école. S'il y a un lieu, un lieu, qui est intéressant en termes d'agriculture urbaine, c'est bien les cours d'école. Il faudrait y voir. Tous les espaces devraient être utilisés bien sûr, d'abord et avant tout pour s'assurer que les enfants jouent, ils en ont besoin, mais les cours d'école sont suffisamment grandes, les espaces à l'avant des écoles sont suffisamment grands pour être en mesure de récupérer de l'espace pour des jardinets ou pour de l'agriculture urbaine, des potagers, etc.

1535 Cependant les élèves sont dans les écoles du mois d'août, fin août à la fin juin et on
comprend que ce n'est pas l'hiver que... on se prépare peut-être, mais, bon. Alors, il y a un
bris, il y a un bris, et il y a une responsabilité collective qui doit être prise en charge par les
quartiers pour être en mesure de faire vivre l'agriculture urbaine à longueur d'année dans les
écoles. Et ça, malheureusement, la Commission scolaire de Montréal ne peut pas, ne peut
1540 pas, se substituer à la collectivité pour s'assurer de cette pérennité-là.

 Alors là, il y a un appel à tous, aux citoyens et aux citoyennes, aux organisations pour
dire, si vous voulez que le milieu scolaire puisse être en mesure d'être avec vous, et nous en
sommes, nous voulons l'être, il faut par ailleurs qu'il y ait un appui certain et très fort, et pas
1545 seulement des parents qui ont aussi un rythme de travail, comme les élèves qui sont en
vacances, et etc.

 Il faut donc que la cour d'école quand elle est intégrée à l'agriculture urbaine devienne
un espace citoyen occupé de façon responsable par l'ensemble de la collectivité d'un quartier.
1550 C'est vrai aussi, soit dit en passant quand on fait des marchés saisonniers dans la cour de
l'école.

 Autre contrainte. Sur le territoire de la Commission scolaire de Montréal, il y a 9
arrondissements. Nous les aimons tous. Nous travaillons avec tous les arrondissements,
1555 mais nous travaillons de façon différente dans chacun des arrondissements. Ça a probablement
été déjà nommé. Ça ne veut pas dire que la diversité n'est pas bienvenue dans les potagers,
mais la diversité de réglementation, l'ouverture plus ou moins grande, une réglementation qui
est peu ou pas appropriée dans le milieu scolaire, avec le milieu scolaire, en lien avec
l'agriculture urbaine pose problème.

1560 Il nous faut donc trouver des façons de nous organiser et tantôt, vous avez évoqué les
questions de gouvernance. Bon, ces jours-ci, parler de sécurité publique est un peu périlleux,
mais il n'en demeure pas moins que dans les arrondissements montréalais, il y a eu des
modes de gouvernance en sécurité publique autour de communautés d'intérêt qui par la suite
1565 sont intimement reliés à la ville-centre, qui ont du succès, qui fonctionnent et qui permettent

une gouvernance réfléchie de la plus large participation et qui à mon avis devrait servir d'inspiration pour les prochaines... le développement de la gouvernance en agriculture urbaine.

1570 Essentiellement, au niveau des contraintes, c'est ce que je voulais vous livrer. Maintenant, je ne voudrais pas conclure autrement qu'en vous parlant de certaines expériences à succès, puis qu'est-ce que ça veut dire chez nous l'agriculture urbaine.

1575 Ça va donner par exemple dans Côte-des-Neiges, plus particulièrement dans une école qui s'appelle Les Enfants du Monde, une réappropriation de terrains vacants. De terrains vacants, pierreux à souhait, mais qui ont été vraiment fort bien traités par la collectivité de Côte-des-Neiges et qui a fait en sorte, de Notre-Dame-de-Grâce, qui a fait en sorte que les enfants ont pu d'abord comprendre les variétés de légumes qui existent, etc., mais surtout aller tout au bout de la chaîne alimentaire. Alors, ce qu'ils faisaient, c'est qu'ils cultivaient les
1580 produits qu'ils avaient à cultiver et par la suite, ils travaillaient autour des recettes, ils travaillaient ensuite à la vente de leurs produits et à la vente de leur cahier de recettes pour après enrichir le jardin et etc.

1585 Ça a donc coïncidé ça à un rassemblement de parents qui ne viennent jamais à l'école, mais qui dans ce contexte-là ont participé aux travaux des enfants et ont permis un lien meilleur entre la famille et l'école, mais aussi leur permettre, je dirais, d'exploiter des clubs d'achats parce que ça a suscité ça, le rassemblement a suscité des clubs d'achats, a suscité aussi des cuisines... l'appellation est contrôlée, disons des cuisines collectives, pour les parents. Bref, quelque chose qui a été très porteur.

1590 Dans une autre école, les enfants en agriculture urbaine, eux, ont choisi de travailler autour des fines herbes. Ç'a été au départ seulement, et seulement, pour être capable de faire une bonne campagne de financement. Il y a eu un tel engouement autour de leurs fines herbes que ça a dépassé largement d'abord leur objectif de financement, mais surtout, ça a
1595 permis des façons nouvelles de cuisiner, des façons nouvelles de s'approprier comment on

pouvait travailler avec les fines herbes. Alors, il y a eu des impacts dans la cafétéria de l'école.

1600 Alors, c'est insoupçonné les ramifications en milieu scolaire les impacts de l'agriculture urbaine. Je comprends que ce sont des effets indirects, mais quand même ils valent, ils valent vraiment, ils valent vraiment la peine.

1605 Je conclurai en vous disant que quand on dit que Montréal a un avenir à cultiver, que vous vous intéressez et que nous nous intéressons à ces questions-là, il y a pour moi, et c'est important je pense que Montréal aussi en fasse la promotion, nous avons besoin, nous, au-delà de la grande capacité d'une Carole Marcoux par exemple, pédagogiquement organiser toute cette affaire et donner du sens sur le plan scolaire, nous avons besoin qu'il y ait un cours d'économie familiale revisité au Québec.

1610 C'est absolument essentiel. Pourquoi? Parce que les questions d'agriculture urbaine ne peuvent pas être seulement des *pop up* improvisés dans chacune des écoles. Il faut qu'on puisse intégrer ça à notre façon d'être, à notre façon de vivre pour qu'éventuellement les jeunes citoyens soient bien préparés à être en mesure de cultiver leur petit bout de jardin à Montréal. Voilà ce qu'on avait à vous dire.

1615 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

1620 Merci beaucoup, Madame De Courcy. Madame De Courcy va rester avec nous pour les questions tout à l'heure. Si vous voulez bien, on va entendre maintenant le docteur Louis Drouin qui est médecin spécialiste en santé communautaire depuis 1982. Depuis 2005, Louis Drouin est responsable du secteur environnement urbain et santé de la Direction de la santé publique de l'Agence de santé et des services sociaux de Montréal. Alors, Monsieur Drouin.

M. LOUIS DROUIN :

1625 Bonjour à tout le monde. Je suis très heureux d'être parmi vous. J'aimerais souligner la présence de Lise Bertrand qui, à mon avis, est une précurseure dans tout ce qui s'est développé à Montréal en sécurité alimentaire, Lise. Je pense que vous la connaissez assez bien. Caroline Marier aussi de mon équipe, salut. Puis je voyais Sophie Paquin qui fait partie de mon équipe en urbanisme.

1630 Donc, pourquoi l'agriculture urbaine est un enjeu de santé publique? Dans le début des années 2000, on a observé le début d'un mouvement exprimé, extrêmement bien exprimé par beaucoup de groupes communautaires à Montréal qui commençaient à s'intéresser à toute la question de l'agriculture urbaine et déjà on trouvait cet aspect-là du développement urbain extrêmement intéressant pour améliorer notamment des habitudes de vie.

1640 Je me rappelle, avec Lise, puis un ensemble de groupes, on avait fait une charrette dans différents quartiers pour observer différents initiatives en agriculture urbaine, soit par le biais de jardins collectifs, même de jardins au niveau des cours d'école. Je me rappelle d'une école qu'on avait visitée, je crois que c'était dans le quartier Ahuntsic, les Écoles vertes Brundtland, puis on avait un jardin et on montrait aux enfants comment jardiner. Même des approches très innovantes au niveau de terrains industriels qui avaient été délégués par un industriel dans un quartier du centre-ville.

1645 Donc, ça a fait évidemment, ça a amené à la production d'un vidéo, mais nous, pour nous, parce que de la part notamment des groupes communautaires, on exprimait beaucoup d'attentes vis-à-vis la Santé publique, puis entre autres de mieux documenter ces aspects en termes d'accessibilité. Et à ce moment-là, on a commencé au début des années 2000 à amener des bonnes données parce que les gens nous aiment beaucoup, on a des statistiques, mais on essaie de rendre ces données-là les plus parlantes parce que c'est avec ça qu'on peut mieux caractériser les enjeux autour de l'incidence de l'insécurité alimentaire.

1655 On a regardé toute la question du coût minimum du panier de provision nutritif. Nous avons documenté les consommations d'aliments-santé depuis les dernières années, l'accès et l'embonpoint. Et par rapport à ces cinq éléments-là, ce qu'on observe à Montréal, c'est des inégalités sur l'ensemble de ces aspects.

1660 Vous voyez ici, vous avez la cartographie de la pauvreté à Montréal et évidemment, je pense que vous la connaissez bien. Il y a une très grande variation sur l'incidence de la pauvreté, laquelle s'exprime davantage dans des quartiers centraux.

1665 On passe à chaque année un nutri-sondage, ce qu'on appelle, nous dans notre jargon, le *sondage omnibus*, et on a pu mesurer qu'en 2010, l'insécurité alimentaire est présente chez 17% de la population, c'est-à-dire des gens qui sont inquiets de ne pas avoir assez de nourriture ou des gens qui carrément n'ont pas assez de moyens pour s'alimenter parfois ou souvent. C'est quand même 17% des ménages montréalais, ce qui est énorme.

1670 Lorsqu'on a regardé le coût du panier à provision nutritif pour une famille de 4 personnes : mars 2011 : 7,10 \$ par personne par jour pour rencontrer les besoins nutritifs d'une famille, 2 adultes, 2 enfants. Si on prend mettons pour une famille qui a un revenu de 29 000 \$ par année, selon certains calculs, on devrait consacrer 36% de son budget à l'alimentation pour pouvoir payer le 7,10 \$ multiplié par 4, donc, ça fait environ 28,40 \$ par jour.

1675 En réalité, une fois déduite les dépenses pour le logement et autres frais non compressibles, cette famille qui a un revenu de 29 000 \$ de 2 adultes, 2 enfants n'a plus que 21% de son revenu consacré à l'alimentation parce qu'il y a d'autres contraintes. C'est l'augmentation continue du coût du logement et autres dépenses qui grugent le revenu disponible pour l'alimentation.

1680 L'autre élément intéressant, encore toujours avec notre nutri-sondage, ça c'est le printemps 2009, la répartition de la population montréalaise 15 ans et plus selon le revenu familial. Ce que vous observez, mettons, je vais prendre brièvement la colonne de gauche,

1685 c'est les revenus en bas de 19 999 \$ et vous avez à peine 25% de la population de ce quintile qui consomme 5 fois et plus de fruits et légumes, la recommandation canadienne d'une saine alimentation et évidemment lorsque le revenu augmente, cette proportion-là augmente également. Donc, une certaine iniquité observée en fonction du revenu sur cet indicateur.

1690 L'autre élément, c'est la question de l'obésité. Ce que vous avez en rouge, à gauche, Montréal, c'est la progression depuis 1987 jusqu'en 2008 du taux d'obésité dans la population montréalaise qui est passé de 8% à peu près à 13.3%, l'embonpoint, de 27 à 30 pour arriver avec un surplus de poids de 43.7%. Donc, les gens, je dirais, prennent de l'embonpoint et un surplus de poids depuis les 20 dernières années. Ça devient de plus en plus important.

1695 Ce qui peut nous encourager, on est moins pire que le reste du Québec et le reste du Canada. Malgré tout, c'est la tendance qui nous préoccupe.

1700 Lorsqu'on a regardé toute la question de l'accessibilité alimentaire à distance de marche, et c'est une enquête que Lise a faite avec des collaborateurs, ce qui est en rouge, ce sont les surfaces de vente en pied carré et ce qui est en rouge, c'est qu'on n'a aucune surface de vente. Donc, vous voyez qu'il y a plusieurs secteurs des quartiers centraux et de l'est de Montréal où l'accès à distance de marche n'est pas présent.

1705 Et si on regarde plus spécifiquement dans certains quartiers, ce qui est en gris, c'est l'absence totale de surface de vente et ce que vous voyez comme des petits pointillés, ce sont des populations défavorisées. Donc, aucune accessibilité à distance de marche et j'aurais pu vous présenter aussi le taux de possession d'automobiles par quartier parce que ces gens-là n'ont pas d'automobile; ils sont obligés d'utiliser le transport en commun à ce moment-là lorsque le transport en commun est accessible dans ces endroits-là où là aussi souvent, c'est
1710 inaccessible.

Donc, pour nous l'agriculture urbaine, à l'image de tout autre action sur le milieu de vie, c'est une stratégie qu'on trouve extrêmement intéressante pour améliorer l'accès aux aliments santé à coût abordable. Elle contribue à verdir les espaces vacants réduisant par

1715 conséquent les îlots de chaleur. Elle contribue à améliorer les connaissances, les habilités, l'empowerment des personnes et de la communauté. Les gens sont beaucoup plus physiquement actifs, c'est une stratégie de revitalisation des quartiers et ultimement, elle contribue à réduire les inégalités et les maladies chroniques.

1720 Donc, évidemment comme secteur nous travaillons à la promotion d'un ensemble d'éléments qui contribuent à améliorer le cadre de vie de la population montréalaise, que ce soit en transport actif, la lutte aux îlots, l'accès aux aliments, l'accès aux logements salubres pour des milieux de vie sains.

1725 Plus spécifiquement en ce qui concerne l'agriculture, nous allons poursuivre l'acquisition de données. La cartographie sur l'accessibilité est remise à jour et les résultats devraient être disponibles au courant de l'automne à peu près 2012. - Lise rit parce qu'on lui met un petit peu de pression. On continue nos sondages.

1730 Je pourrais vous indiquer aussi qu'il y a une très grande enquête actuellement qui se fait à Montréal notamment sur les habitudes de vie, les contextes environnementaux; c'est l'enquête sur les maladies chroniques, 12 000 ménages qui sont actuellement interviewés et pour lesquels on va avoir des données et c'est une première à Montréal pour tous les quartiers montréalais compte tenu qu'on a 12 000 ménages sondés soit par internet ou par téléphone
1735 dont les résultats devraient être disponibles au courant de 2013 pour toutes les communautés locales.

Nous avons commencé évidemment à soutenir des initiatives dans le cadre des programmes Quartier 21. Comme on vous l'a souligné tout à l'heure, c'est un programme
1740 conjoint avec la Ville, la Direction, avec financement conjoint pour faire émerger dans des quartiers par les citoyens différentes initiatives qui répondent à leurs besoins.

Ce que j'aimerais également souligner, c'est le programme d'initiative en sécurité alimentaire qui s'est inspiré des premières expérimentations au début des années 2000 et
1745 pour lequel 17 initiatives sont actuellement financées depuis 2007.

1750 Ce que j'ai omis de mentionner, parce qu'on parle beaucoup de gouvernance locale, j'aimerais souligner les 29 tables de quartier en développement social qui sont financées à partir du programme conjoint avec Centraide, la Ville de Montréal et la Direction de la santé publique. Je crois que ces tables de quartier deviennent le terreau de l'expression des besoins de la communauté et de l'intégration de l'ensemble des dimensions sociales, économiques et environnementales en lien avec l'amélioration des milieux de vie.

1755 Nous avons beaucoup fait de représentations sous forme d'avis et de mémoires. Le meilleur exemple, c'est sur le plan métropolitain d'aménagement et de développement pour préserver notre ceinture verte. Parce que là aussi, il y a de l'agriculture périurbaine, mais à mon avis, c'est extrêmement important d'articuler ce qui se développe en périphérie de Montréal avec ce qui se fait et qui va se développer sur l'Île de Montréal pour amener une production locale beaucoup plus importante parce que je pense qu'il y a aussi un enjeu économique associé à ça sur l'achat local, la production locale.

1760 L'autre élément que l'on trouve extrêmement important, et madame De Courcy l'a mentionné, le plan de développement d'un système alimentaire durable et équitable que nous soutenons actuellement pourrait représenter à mon avis un mode de gouvernance, une gouvernance régionale pour intégrer l'ensemble des enjeux y incluant l'agriculture urbaine.

1770 La dernière chose que j'aimerais parler. On a parlé de la contamination des sols, nous avons produit avec la Ville de Montréal un avis de Santé publique sur les 95 jardins communautaires parce qu'il y avait beaucoup de ces jardins-là malheureusement qui étaient situés sur des terrains contaminés. Ce que je pourrais vous rappeler, on a des critères qui définissent jusqu'à quel point on peut accepter et ne pas accepter la présence de contamination et à partir de ces critères-là, on a des modes de gestion qui sont assez bien encadrés et pour lesquels évidemment pour certains jardins, il a fallu tout nettoyer, pour d'autres, c'était tellement contaminé qu'on n'avait pas le choix que de proposer plutôt des bacs plutôt que de laisser la pousse des fruits et légumes à partir de la terre qui était présente.

1780 Le programme sur les initiatives en sécurité alimentaire, on a produit un cadre de référence en 2007 qui s'inspire des 3 composantes du développement durable. En fait ce qu'on veut voir émerger à l'échelle locale, moi j'appelle ça un système alimentaire local qui articule à la fois l'économie, le développement économique, l'équité, la convivialité, la qualité des milieux de vie. Donc, on projet porteur par les citoyens, ou leur corps représentatif, en collaboration avec les arrondissements et les CSSS qui articulent ces dimensions.

1785 Donc, les 17 initiatives, très très brièvement, des exemples. Quartier Mercier ouest, secteur enclavé. Ce qui est intéressant, c'est un partenariat avec le seul commerçant du secteur, un dépanneur qui a établi un partenariat avec un producteur agricole, qui a réussi à enlever un obstacle qui était une règlementation de l'arrondissement qui l'empêchait de créer un petit marché. *Low-tech, low cost*, donc l'aspect économique, rendre accessible une alimentation à bas coût pour les familles les plus démunies.

1790 Je pense que vous connaissez tous l'initiative du Marché Frontenac qui a été soutenue par une des 17 initiatives avec la Ruelle Verte ainsi que ce qu'on regardait, le lien entre la présence de ces initiatives de marché ou de ruelles vertes et qui contribuent à un transport actif sécuritaire. Il faut enlever les silos, il faut voir l'effet domino de telles initiatives sur un ensemble de dimensions qui nous permettent également de faire bouger les gens.

1795 La Place Benoît qu'on a mentionnée tout à l'heure et la mobilisation à Pointe-Saint-Charles qui réussissent à articuler les trois composantes du développement durable et qui sont en train d'articuler l'offre alimentaire en lien avec la revitalisation urbaine intégrée, la politique familiale, le Plan d'urbanisme et le Plan de développement durable. Donc, c'est l'approche intégrée.

1800 Ce qu'on veut voir comme nouveau regard, c'est de voir l'accès aux aliments santé comme un enjeu de développement socio-urbain plutôt que comme un simple enjeu économique ou commercial. Le développement de la sécurité alimentaire est un processus
1805 avec des impacts positifs multiples au-delà de l'accès, ce que je vous ai mentionné tout à

l'heure, les îlots, la réduction des inégalités, réduction du transport motorisé, on élève la conscientisation, l'éducation.

1810 Approcher l'agriculture urbaine et l'articuler dans un système alimentaire équitable et durable et à mon avis, ça doit se faire autant localement que régionalement et éventuellement au niveau de la métropole parce qu'on est dans un système qui doit s'ouvrir davantage.

1815 Nous sommes un être humain qui malheureusement a une certaine évolution, vous voyez, on était même avec son râteau, agriculteur et malheureusement, nous devenons de plus en plus sédentaires et ça, je n'en ai jamais parlé avec la Ville de Montréal, mais nous, l'homme du 21^e siècle à Montréal devrait être notre fameux *Semeur* et je n'en ai jamais parlé avec la Ville de Montréal, mais je trouvais ça intéressant. Je pense que ça exprime bien où on aimerait être pour les prochaines années, sinon décennies. Je pense qu'il y a un enjeu ici qui nous interpelle, mais qui nous amène à repenser la ville autrement. Merci beaucoup.

1820 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

Merci beaucoup, Docteur Drouin. Alors, on a un petit 15 minutes pour les questions avant d'aller à l'international. Oui, Madame?

1825 **Mme SARAH BOIVIN CHABOT :**

Bonjour. Sarah Boivin Chabot, Conseil québécois de l'horticulture.

1830 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

Oh, vous êtes allée trop vite. Votre organisme?

1835 **Mme SARAH BOIVIN CHABOT :**

Le Conseil québécois de l'horticulture.

Mme LOUISE ROY, présidente :

1840 Parfait. O.K., allez-y.

Mme SARAH BOIVIN CHABOT :

1845 J'avais une question d'abord pour les commissions scolaires. Vous parlez beaucoup de l'absence de l'année scolaire pendant l'été finalement, l'absence des enfants, et tout. Est-ce qu'il y a déjà eu des discussions ou des réflexions sur des vergers dans les cours? Parce qu'à Montréal, sur l'Île de Montréal, et je l'ai vu produire, on peut produire des pommes bien sûr, mais beaucoup de fruits qui sont difficiles à produire en dehors de l'écosystème qu'est Montréal à cause de la stabilisation des températures, comme des poires, des prunes. Est-ce que ç'a déjà été envisagé?

1850

Mme LOUISE ROY, présidente :

1855 Attendez. Je pense que votre question mériterait d'être clarifiée. Qu'est-ce que vous cherchez à savoir? S'il y a des types de fruits qu'on devrait évacuer de notre planification parce qu'ils sont difficiles à produire?

Mme SARAH BOIVIN CHABOT :

1860 Non, pas du tout.

Mme LOUISE ROY, présidente :

Non, c'est le contraire?

1865 **Mme SARAH BOIVIN CHABOT :**

1870 Ce sont des fruits qui sont difficiles à produire au Québec à cause des gels, à cause... mais Montréal est un microclimat où il y a beaucoup moins de gel au sol, beaucoup moins de gel pendant la période d'avril, mai, et où il serait possible à Montréal dans les cours d'école de planter de ces productions-là.

Mme LOUISE ROY, présidente :

1875 O.K., c'est l'inverse.

Mme SARAH BOIVIN CHABOT :

1880 Qui produisent des fruits et qui ne nécessitent pas nécessairement autant d'entretien qu'un jardin potager, maraîcher.

Mme LOUISE ROY, présidente :

1885 Madame De Courcy?

Mme DIANE DE COURCY :

1890 Oui, on a regardé ça. On a même fait quelques expériences autour de pommiers entre autres, qui se sont avérées désastreuses. Probablement parce qu'on ne sait pas faire ou on ne sait pas comment faire ou on ne sait pas bien faire. Mais une des conséquences, c'était des cours d'école vandalisées. Ça a été ça la conséquence. Entre autres, il y a eu des vols d'arbres fruitiers. Après ça, quand les fruits ont été mûrs, prêts à être cueillis, ben, les enfants n'ont pas eu l'occasion de les cueillir.

1895 Bref, il y a une éducation civique importante à faire, oui, bien sûr, auprès des enfants ou après des jeunes, mais aussi auprès des citoyens. Il faut que l'espace de la cour de

l'école, si on veut qu'elle soit utile et partagée avec les citoyens, soit quasiment un lieu sacré où on fait attention aux fruits de notre société que sont les enfants, mais aussi qu'on fasse attention à la production agricole en cour d'école.

1900 Et ça, je vous dirais que tant qu'on ne trouvera pas une façon de sécuriser la cour d'école selon ces questions que je vous pose, la Commission scolaire de Montréal, je ne parlerai pas pour les autres, va être assez résistante au fait de dire, attention à ce qu'on fait. Mais probablement que, je dirais que Carole Marcoux avait mis ça en place et ç'a été très efficace, les brigades écologiques – pas l'anti-émeute écologique – la brigade écologique peut
1905 être intéressante dans une communauté à cet égard-là en termes de protection. Alors, oui, c'est à envisager mais avec ces conditions-là.

Mme LOUISE ROY, présidente :

1910 Merci beaucoup. Oui?

Mme SARAH BOIVIN CHABOT :

1915 Il y a une partie de votre réponse qui m'amène à ma deuxième question. Je ne sais pas si c'est à vous deux que je dois la poser ou si ça s'adresse plus à Montréal, à la Ville de Montréal, puis je suis passée trop tard, mais l'agriculture urbaine est souvent le fait d'amateurs, souvent d'amateurs bien informés, mais ça demande des connaissances, ça demande des connaissances sur la fertilité des sols, sur le contrôle des ravageurs.

1920 Est-ce qu'il y a un programme, que ce soit à la Santé publique ou dans les commissions scolaires ou à la Ville de Montréal sur un véritable soutien technique? Est-ce que ça fait partie des discussions, un véritable soutien technique, soutien agronomique aux productions maraîchères végétales de Montréal?

1925

Mme LOUISE ROY, présidente :

On va les laisser répondre, mais je pense qu'Éric Duchemin éventuellement quand il viendra, il y a des choses qui se font dans les universités.

1930

Mme SARAH BOIVIN CHABOT :

Merci.

1935

Mme LOUISE ROY, présidente :

O.K. Monsieur Drouin? Madame De Courcy?

1940

M. LOUIS DROUIN :

On n'a pas du tout ce programme-là. On va même chercher du soutien pour faire notre propre projet à DSP, l'agriculture urbaine. Non, à ma connaissance...

1945

Mme LOUISE ROY, présidente :

Donc, ça reste à développer, mais peut-être les universités vont avoir des réponses à apporter là-dessus. Oui? Madame De Courcy?

1950

Mme DIANE DE COURCY :

En milieu scolaire, c'est la bonne volonté des gens, de certains spécialistes que nous avons et l'appui de l'École des métiers de l'horticulture aussi, parce que nous avons une école des métiers de l'horticulture qui donne un coup de main. Mais somme toute, je vous dirais, ça repose sur une personne présentement, puis elle est dans la salle.

1955 Et au niveau des ressources matérielles par exemple d'une commission scolaire qui est responsable des cours d'école, vous comprenez que les questions de contamination égalent dollars. Parce que, je vous donne un exemple, on vient au nord de Montréal pour ne pas la nommer même si elle est tristement nommée, Les Saints-Martyrs-Canadiens, mais les enfants vont très bien. Dans cette école-là, on a voulu justement préserver un très grand espace vert pour faire de l'agriculture urbaine, mais on a eu une très très mauvaise surprise.

1960 C'est qu'on a foré les sols pour être sûr qu'on était correct; on ne l'était pas. On ne l'était pas comme probablement la majorité des cours d'école d'ailleurs de l'Île de Montréal, disons-nous ça, là.

1965 Et pour refaire des travaux, des drains entre autres pour l'alimentation en eau et etc., la décontaminer, faire des bouts d'asphalte parce qu'il faut que les enfants jouent même si on n'aime pas ça, il faut que les enfants jouent, puis il faut qu'ils jouent aussi à du ballon et des affaires qui ne sont pas toujours possibles sur le gazon. Je ne vous parlerai pas de l'histoire des concierges autour de ça.

1970 Alors donc, ça...puis on préservait un grand espace. On l'a fait, on a réuni beaucoup d'argent pour ça avec des subventions aussi de Québec, etc., mais la facture totale c'est 750 000 \$. Écoutez... alors, il y a 250 cours d'école à la CSDM, en plus de toutes les écoles qu'il faut qui soient rénovées, puis etc. Alors, je vous dirais que là, collectivement, tantôt on n'en a pas parlé dans les questions de gouvernance, mais la gouvernance c'est aussi une

1975 affaire d'argent.

1980 Il va falloir qu'on se parle de ça. Ce n'est pas vrai que l'agriculture urbaine, il n'y aura pas sur le territoire de Montréal des incidences financières où là, la société civile, entre autres la communauté des gens d'affaires, un gars comme Ron Rayside, un homme d'affaires, il s'investit beaucoup, mais je ne crois pas qu'ici dans la salle, il y ait tant de gens que ça de la communauté des gens d'affaires ce matin en disant bravo l'agriculture urbaine, puis on va faire une contribution citoyenne en termes d'éthique sociale, de responsabilité sociétale. Je ne pense pas qu'on soit là.

1985 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

J'ai beaucoup de gens qui veulent intervenir, alors, je vous demanderais d'aller rapidement dans vos commentaires, d'accord.

1990 **Mme DIANE DE COURCY :**

Oui, je m'excuse.

1995 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

Je vais fermer la période de questions. D'accord. Encore une fois, je pense qu'on va avoir la présence de, peut-être pas madame De Courcy, mais madame Marcoux est là, alors, s'il y a d'autres questions dans le cours de l'après-midi.

2000 Alors, s'il vous plaît, ne plus revenir au micro parce qu'on n'aura plus le temps. Là, je suis rendue à madame. Oui?

Mme LUCIE COSSETTE :

2005 Bonjour. Mon nom, c'est Lucie Cossette, je suis historienne. Je m'intéresse beaucoup à la Ville de Montréal surtout en tant que piétonne. Je me pose la question, la santé publique – je me questionne présentement parce que peut-être que je me trompe – avec les deux grands chantiers d'hôpitaux universitaires qui se font actuellement, est-ce qu'ils ont pensé à aménager des toits verts ou des espaces en agriculture urbaine sur leur site?

2010 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

Monsieur Drouin, savez-vous ça? Êtes-vous au courant?

2015

M. LOUIS DROUIN :

Je suis au courant des deux chantiers, mais je n'ai aucune idée, moi, de... Les plans et devis sont développés par une société...

2020

Mme LOUISE ROY, présidente :

Monsieur Hodder ou Madame Bertrand? Je pense qu'il pourrait y avoir un complément d'information ici.

2025

Mme LISE BERTRAND :

On sait que le Centre universitaire de santé McGill.

2030

M. LOUIS DROUIN :

Ils ont prévu?

PERSONNE NON IDENTIFIÉE (DANS LA SALLE) :

2035

Madame, dans le micro.

Mme LOUISE ROY, présidente :

2040

Pourriez-vous répéter, Monsieur Drouin?

M. LOUIS DROUIN :

2045

Le CUSM a prévu dans ces plans et devis des jardins communautaires, 9 jardins.

Mme LUCIE COSSETTE :

Merci. J'ai une petite autre question très courte.

2050

Mme LOUISE ROY, présidente :

Rapidement.

2055

Mme LUCIE COSSETTE :

Est-ce que c'est possible aussi de cultiver peut-être sur des toits ou sur des serres des nouveaux légumes qu'on ne pouvait pas faire avant vu les changements climatiques, comme l'avocat qui est très bon pour la santé supposément? Est-ce que c'est possible? S'il y en a qui peuvent répondre à ça.

2060

Mme LOUISE ROY, présidente :

Mon Dieu, ça prendrait un horticulteur. Quelqu'un peut répondre à ça? Oui, Madame, allez-y.

2065

Mme SARAH BOIVIN CHABOT :

Il y a des changements climatiques, c'est vrai, mais il reste encore du gel l'hiver, ça descend toujours à -25; l'avocat n'a jamais résisté. Il y a certains légumes qu'on peut produire, des plantes annuelles, mais il n'y a pas de plantes pérennes de ce genre-là qu'on peut cultiver au Québec.

2070

Mme LOUISE ROY, présidente :

À cause des écarts de température.

2075

Mme SARAH BOIVIN CHABOT :

À cause du gel.

2080

Mme LOUISE ROY, présidente :

Du gel. Merci beaucoup. Madame?

2085

Mme SANDRA SIMBERT :

Oui, bonsoir! Bon matin, bonjour! parce qu'on va être là jusqu'à 5 heures, donc je dis tout en même temps. Mon nom est Sandra Simbert, née à Montréal, citoyenne d'Ahuntsic-Cartierville depuis 1986.

2090

Donc, je prends plusieurs chapeaux. Je suis une jeune professionnelle en aménagement du territoire en design urbain; j'ai aussi fait des interventions de soutien et d'apprentissage scolaire dans les écoles. Alors, c'est à ce titre – et j'ai travaillé aussi dans le réseau de la santé en prévention – donc, j'ai une question pour le docteur Drouin et pour madame De Courcy.

2095

La question à docteur Drouin, c'est : Quels sont les critères par exemple pour éviter justement de passer à côté la prévention d'un site contaminé et toute la logistique que ça exige de recommencer?

2100

Et madame De Courcy, ma question, c'est : Puisqu'il y a des cours de la citoyenneté dans les écoles et que c'est un consensus, comment on pourrait intégrer l'agriculture urbaine pour que l'élève se perçoive comme citoyen dans un lien d'écosystème urbain?

Donc, ce sont mes deux questions.

2105 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

Monsieur Drouin?

2110 **M. LOUIS DROUIN :**

2115 En fait, la façon qu'on aborde le dossier, c'est avec une analyse de risque qui est une procédure qui est basée d'une part sur la caractérisation de la contamination dans les sols; il y a différents produits qui peuvent expliquer la contamination et chaque produit a son profil toxicologique. Donc, c'est à partir des concentrations qu'on peut émettre, je dirais, définir le niveau de risque et à partir de là, on a des critères de gestion pour réduire. Donc, je ne peux pas répondre spécifiquement, ça dépend de l'état de la contamination du sol.

2120 On pourrait vous donner la méthode, on a des toxicologues à la DSP qui font ce travail-là quotidiennement sur demande entre autres pour le dossier des jardins communautaires.

Mme LOUISE ROY, présidente :

2125 Sur le cours à la citoyenneté, Madame De Courcy?

Mme DIANE DE COURCY :

2130 Le programme d'éducation à la citoyenneté évoque un certain nombre – évoque je dis bien – un certain nombre de responsabilités de citoyen du type que vous mettez de l'avant, mais jamais avec la profondeur nécessaire. Je privilégie personnellement l'approche de l'introduction d'un cours d'économie familiale revisité, revisité, pour atteindre ces aspects-là, puis plus largement, préparer les jeunes citoyens à quand ils seront adolescents ou même petits, à d'abord être sensibilisés, bon, etc., et éventuellement cultiver leur lopin de balcon à Montréal ou de terre.

2135

Mme LOUISE ROY, présidente :

Monsieur Hodder, vous aviez quelque chose à dire tout à l'heure sur l'autre question, je vous ai coupé, sur la formation, est-ce que la Ville offre des programmes?

2140

M. DANIEL HODDER :

En fait, Daniel Groulx en a parlé tantôt. Le Jardin botanique vraiment est vraiment l'autorité à la ville en ce qui concerne l'horticulture urbaine. Je pense qu'ils ont un nombre de programmes autour de ce thème et je pense que c'est vraiment eux les spécialistes de ces questions-là.

2145

Mme LOUISE ROY, présidente :

Merci. Alors, Madame, je vais prendre votre question et ensuite monsieur Vanier. On va les prendre tous les deux, puis ça va donner la chance à nos panélistes de répondre aux deux en même temps. Allez, Madame. Identifiez-vous, s'il vous plaît.

2150

Mme MADELEINE DAVID :

Oui. Madeleine David, chargé de projet en agriculture urbaine dans Hochelaga-Maisonneuve et donc, ça va avec mon collègue, monsieur Vanier, qui est citoyen qui avait aidé à l'écoquartier l'été dernier. En fait, ma question s'adresse à madame De Courcy. Quand vous parlez des moisissures problématiques, des moisissures dans les écoles, à l'occasion du mini-colloque en éducation relative à l'environnement qui a été tenu un peu plus tôt cet hiver, ç'avait été soulevé un petit peu la question et moi je me demandais par rapport au projet de compostage dans les écoles ou de vermicompostage, ceux qui étaient déjà en cours et les nouveaux projets qui seraient mis en œuvre avec différents organismes communautaires, c'était quoi l'impact là-dessus? Est-ce que vous pourriez nous éclairer un peu plus à ce sujet-là?

2155

2160

2165

Mme DIANE DE COURCY :

Oui.

2170

Mme LOUISE ROY, présidente :

Vous ne répondez pas tout de suite, Madame De Courcy, s'il vous plaît, on va prendre la question de monsieur Vanier aussi.

2175

M. DANIEL VANIER :

Moi, ça va être dans le domaine de l'environnement au niveau d'un enjeu de santé public en environnement. On sait qu'à Montréal, il y a la présence d'axes routiers importants et il y aurait plusieurs projets qui pourraient envisageables de jardins communautaires ou collectifs à proximité de ces axes routiers importants.

2180

Je pense entre autres à toute la question de la contamination de certains produits maraîchers qui peut être faite par les émissions entre autres des camions, et tout ça, à cause du diesel et de certaines substances très gentilles cancérigènes qu'ils émettent. Donc, est-ce que c'est une légende urbaine, est-ce qu'on pourrait faire des jardins à proximité de certains axes routiers? Je pose la question à monsieur Drouin, ou c'est une légende urbaine?

2185

Mme LOUISE ROY, présidente :

Merci beaucoup. Très claire. Alors, Madame De Courcy peut-être?

2190

Mme DIANE DE COURCY :

Pour les projets de compostage présents et à venir, il y en aura, mais il faut qu'il y ait un niveau de sécurité plus élevé dans les méthodes choisies, puis dans le positionnement de ces bacs ou autrement, ce qu'on n'avait pas comme préoccupation lors des premiers projets

2195

2200 de compostage dans les écoles. Alors, pas de problème. Mais là, on va être très exigeant sur le plan de la volatilité, les endroits, bon, etc. C'est là où ça va se passer et on va travailler évidemment en collaboration avec ceux et celles qui font ces projets-là dans les écoles.

Mme MADELEINE DAVID :

2205 Est-ce qu'il y a des études qui sont faites en ce moment? Est-ce qu'il y a une réglementation qui est en train d'être mise en place?

Mme DIANE DE COURCY :

Oui.

2210 **Mme MADELEINE DAVID :**

On va être au courant de ça quand exactement?

2215 **Mme DIANE DE COURCY :**

2220 Je me risque moins dans les échéanciers, mais je vous dirais que dans le programme *La qualité de l'air intérieur*, c'est une petite partie qui dit qu'il faut qu'on soit au clair dans les règles de sécurité, entre guillemets, pour la qualité de l'air intérieur et c'est là que ça va se passer. Je dirais dans les environs d'un an.

2225 D'ici là, quand on a des projets, on y va à la pièce avec les projets, puis on a tout à apprendre parce que la question des moisissures, docteur Drouin est en mesure mieux que moi d'en parler, mais c'est une science qui est jeune et donc, on apprend en même temps avec vous.

Mme LOUISE ROY, présidente :

Donc, la réglementation, les règlements s'en viennent. Il faudra que vous surveilliez. Docteur Drouin, sur les jardins à proximité des axes routiers?

2230

M. LOUIS DROUIN :

Non.

2235

Mme LOUISE ROY, présidente :

Non, quoi? Pas de jardins?

2240

M. LOUIS DROUIN :

Bien, je pense que vous êtes tous au courant. C'est qu'on a déjà produit plusieurs études sur l'impact, le fait de vivre le long des axes routiers avec importante circulation. On pense au réseau supérieur montréalais. Il y a beaucoup de contamination qui vient, comme vous le dites, des émissions camions, automobiles et on ne peut pas imaginer, nous, voir des enfants ou des personnes âgées ou même des personnes adultes qui jardinent 5 heures, 6 heures, 8 heures le long d'une autoroute.

2245

On a produit un avis de santé publique là-dessus au ministère des Transports, entre autres dans l'enjeu de l'échangeur Turcot où on prévoyait y installer à 15 mètres de l'endroit où le volume de circulation est le plus élevé au Québec. On ne peut pas accepter ça.

2250

Mme LOUISE ROY, présidente :

Bon. Réponse claire aussi. Madame, votre question, avec celle de Gaëlle aussi. Oui?

2255

Mme CHRISTIANE :

Alors, bonjour!

2260 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

Bonjour!

2265 **Mme CHRISTIANE :**

Je m'appelle Christiane, j'habite à Pointe-Claire, puis vous parlez des programmes dans les écoles primaires, puis je voulais savoir s'il y avait des programmes dans les cégeps, puis qu'est-ce que c'est?

2270 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

Des programmes d'agriculture urbaine?

2275 **Mme CHRISTIANE :**

Oui, oui.

Mme LOUISE ROY, présidente :

2280 D'accord. Gaëlle?

Mme GAËLLE JANVIER :

2285 Moi, j'ai deux questions. Il y en a une à madame De Courcy. - Excusez-moi, Gaëlle Janvier. Ça fait quelques années qu'on travaille à bien des écoles de la CSDM, mais aussi

justement des cégeps, à développer des projets et puis, oui, il y a une manière de créer de la continuité dans les écoles. Le problème, c'est qu'il n'y a pas de soutien pour ça.

2290 Donc, les professeurs sont intéressés, il y a de l'espace, mais il n'y a vraiment pas l'argent pour monter ce système de mobilisation pour créer des projets pérennes. Donc, c'est vraiment juste, je pense, à ce niveau-là. Il pourrait y avoir des vergers, il pourrait avoir des potagers qui pourraient intégrer les étudiants, la communauté. C'est vraiment juste un appui, une première ou une deuxième année à cette communauté-là qui n'est pas là.

2295 Une autre vue générale, c'est en fait qu'on voit beaucoup de projets qui sont appuyés par la municipalité et d'autres institutions, mais j'aimerais juste spécifier que ces projets-là sont ponctuels. Donc, ces organisations sont encore présentes, sont encore en train de travailler dans une mobilisation continue, puis une sensibilisation continue et puis il y a beaucoup de ces projets-là, il faut le dire, qui sont appuyés par une centaine de bénévoles, par des
2300 employés souvent très mal payés avec une situation de travail très précaire et puis c'est eux qui mettent sur pied ces projets-là et puis ensuite, ils tentent de continuer cette sensibilisation qui est ponctuelle au niveau du financement.

2305 Donc, si effectivement on veut des changements réels, est-ce qu'on peut supposer un financement continu de ces initiatives-là qui ont été présentées aujourd'hui?

Mme LOUISE ROY, présidente :

2310 O.K. Ça c'est très intéressant. Alors, Madame De Courcy, sur les programmes dans les cégeps et universités, êtes-vous au courant?

Mme DIANE DE COURCY :

2315 Oui, bien oui, on suit un peu. Donc, oui, primaire, secondaire, université et collégial, il y a de ce type d'initiative. On ne parlera pas de programme, on va parler d'initiative pour aller dans le sens de votre intervention. Et c'est là, c'est vrai, c'est là que le bât blesse. C'est ce

que je voulais vous dire tantôt. Des *pop up*, il y en aura partout des initiatives, mais s'il n'y a pas quelque chose qui est concerté, organisé, financé, ça ne deviendra pas un mode de vie, ça va devenir un loisir intéressant. Et ça, ce n'est pas pareil.

2320

À mon avis, quand on travaille sur le plan de développement du système alimentaire équitable et durable pour la collectivité montréalaise, je suis certaine que le docteur Drouin quand il dit, il faut miser là-dessus en terme de gouvernance, c'est ça que ça implique dans un plan d'action éventuel. C'est de donner, de se doter collectivement, faire des choix pour avoir du financement qui va tenir la route et tenir les projets, tenir les potagers, tenir ce qu'il faut faire.

2325

Mme LOUISE ROY, présidente :

Est-ce qu'il faut comprendre que dans toutes ces initiatives qui sont entreprises actuellement, que ce soit le plan dont vous avez parlé ensemble ou des initiatives à la CRE aussi, cet aspect du financement est très présent?

2330

Mme DIANE DE COURCY :

Ah, ben oui.

2335

Mme LOUISE ROY, présidente :

Donc, il y a déjà des organismes qui chapeautent des interventions majeures à Montréal...

2340

Mme DIANE DE COURCY :

Tout à fait.

2345

Mme LOUISE ROY, présidente :

...qui vont se préoccuper de ça.

2350 **Mme DIANE DE COURCY :**

Et même dans le cas de la Commission scolaire de Montréal, de l'argent scolaire qui est transformé en argent alimentaire. Et ce n'est pas nécessairement une bonne affaire. C'est une bonne affaire pour les projets, mais ce n'est pas une bonne affaire ce qu'on fait là. C'est parce qu'il faut y croire sinon... Ça n'existe pas ce financement-là dans d'autres institutions publiques.

2355

Mme LOUISE ROY, présidente :

2360 Monsieur Drouin, avez-vous quelque chose à rajouter?

M. LOUIS DROUIN :

2365 Enfin, vous soulevez une bonne question, le financement récurrent versus la pérennité d'une initiative dans un quartier. Nous on trame sur la pérennisation. C'est le défi. C'est la raison pour laquelle si on prend les 17 initiatives que nous finançons, ça fait 5 ans, mais on a une évaluation actuellement qui est en cours pour regarder l'ensemble des éléments ou des... qu'est-ce qui fait qu'une initiative devient pérenne ou pas et quels sont les éléments.

2370 Parce que si on prend l'exemple d'un marché public qui a émergé dans un quartier et qui après 5 ans réussit à aller chercher... parce que là, on parle question d'économie sociale en milieu de pauvreté, le pari qu'on se donne, mais il n'y a rien encore qui est prouvé, mais c'est ce qu'on se donne comme pari, est-ce qu'on peut réussir à rendre ça pérenne économiquement, socialement?

2375

2380 Monsieur Morales nous a dit qu'aux États-Unis, il y avait beaucoup de ces initiatives qui sont devenues économiquement rentables. Moi, c'est là-dessus. Ça me fait penser au programme au Bangladesh du micro-crédit où on a réussi en donnant un coup de pouce, pas continuellement pendant 20 ans, 3, 4, 5 ans. Moi, c'est ça, c'est un peu le sens du programme qu'on a développé en 2007.

2385 Donc moi, c'est ce défi-là. Est-ce qu'une communauté locale en milieu défavorisé peut réussir? Là, c'est l'aspect économique. On a beaucoup travaillé sur le social, l'environnemental, mais à mon avis maintenant, c'est le défi économique.

Mme LOUISE ROY, présidente :

Auquel il faut s'attaquer.

2390 **M. LOUIS DROUIN :**

Oui.

Mme LOUISE ROY, présidente :

2395 Merci.

Mme GAËLLE JANVIER :

2400 Juste rajouter une chose.

Mme LOUISE ROY, présidente :

2405 Rapidement.

Mme GAËLLE JANVIER :

2410 En fait, il y a des impacts qui sont autres que économiques. Donc, une survie économique d'un projet, je pense que ce n'est pas la seule à évaluer et vous avez d'ailleurs mentionné toutes les répercussions à long terme sur la santé où également on sauve énormément d'argent.

M. LOUIS DROUIN :

2415 Oui.

Mme LOUISE ROY, présidente :

2420 Madame et monsieur. Madame?

Mme SHANE JOHNSTON :

2425 Oui, Shane Johnston, écologiste, enseignante, Club populaire de Pointe-Saint-Charles et Enviro-Pointe. J'avais des questions par rapport au compostage et vous avez répondu, mais je me dis par rapport à la contamination du sol, c'est plutôt un commentaire, elle est dans les baquets carrément. C'est vraiment sauter par-dessus tous ces problèmes et investir directement des baquets.

2430 Ma deuxième question, c'est très difficile à cerner. C'est pour le docteur. C'est par rapport à toutes ces autoroutes qui vont être ramenées au niveau du sol et ça a un lien directement et indirectement avec la santé – on parle de santé publique – et ça affecte aussi les jardins. Alors, qu'est-ce que vous voyez comme impact de ces autoroutes au niveau du sol pour les jardins et la santé des gens qu'on essaie d'aider en leur donnant des jardins possible pour une meilleure santé? Je vois un conflit ici d'intérêts.

2435 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

O.K. Monsieur, on va prendre votre question en même temps.

2440 **M. DANIEL ROCHEFORT :**

Moi, c'est Daniel Rochefort, un citoyen d'Ahuntsic impliqué dans la communauté en développement durable, puis j'initie un projet qui s'appelle *Troc ton jardin* dont vous avez entendu parler.

2445 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

Oui.

2450 **M. DANIEL ROCHEFORT :**

Puis moi, ma question, c'est que dans le cadre du chantier alimentaire d'Ahuntsic-Cartierville, on a soulevé une piste de solutions à long terme qui pourrait être la création, un peu à l'image des programmes sports-études dans les écoles qui sont très populaires, la création d'un programme serres-études ou éco-études. Est-ce que c'est dans les cartons de la CSDM ou bien comment on part un tel projet?

2455 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

Oh!

2460 **Mme DIANE DE COURCY :**

C'est même en cours.

2465 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

Attendez, là, on va commencer par monsieur Drouin, première question.

2470 **M. LOUIS DROUIN :**

En fait ce que vous parlez, est-ce que c'est... parce qu'à ma connaissance, l'autoroute 15 du côté de Turcot qui... Champlain. Moi, ce que je répondais à monsieur Vanier, on ne peut pas mettre un jardin à 5 pieds d'une autoroute. Pour nous, on a produit notre avis au ministère des Transports. C'est *niet*.

2475

Mais ce qu'on propose, ce qu'on a vu dans la littérature, c'est le pouvoir extrêmement filtrant d'une ceinture verte à proximité d'une autoroute. Moi, je pense qu'il faut d'abord faire ça avant de faire du développement résidentiel ou de jardin. Les Américains en Californie, le *Public Health Department* a toujours proposé une ceinture de 150 pieds de l'autoroute, verte. C'est une façon de mitiger la problématique.

2480

Mme LOUISE ROY, présidente :

Merci. Alors, le programme serres-études, Madame De Courcy?

2485

Mme DIANE DE COURCY :

En fait, c'est un programme plus élaboré que ça. Ça va se dérouler... la première école primaire à la CSDM, c'est l'école Jean-Baptiste-Meilleur qui est situé dans le quartier centre-sud, un quartier dont les familles ont un revenu très modeste, vous le savez.

2490

C'est la première école culinaire. De saines habitudes de vie alimentaires, de saines habitudes alimentaires, qui est mis en place. Le projet a maintenant 2 ans, depuis la dernière année d'une façon encore plus importante. Alors, tous les enfants, et c'est inclus au cursus scolaire, ils travaillent autour de toute la chaîne alimentaire et de surcroît, leurs parents sont intégrés dans le projet à partir d'une épicerie communautaire et de potager. Club d'achats

2495

aussi. Alors, c'est un projet magnifique qui va pouvoir inspirer Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville très certainement.

Mme LOUISE ROY, présidente :

2500

Merci, Madame De Courcy. Dernière question.

M. DANIEL ROCHEFORT :

2505

Je me demandais seulement pour initier un tel projet, c'est quoi les étapes? Par où on part? D'où on part?

Mme LOUISE ROY, présidente :

2510

Rapidement parce qu'on va perdre notre prochaine étape.

Mme DIANE DE COURCY :

2515

Vous m'appellerez. 596-6021.

Mme LOUISE ROY, présidente :

Merci, Madame De Courcy. Oui?

2520

M. VINCENT GALARNEAU :

Oui, bonjour! Vincent Galarneau de *Vivre en ville*, conseiller environnement-verdissement-agriculture urbaine. Donc, la mission de *Vivre en ville* : Améliorer la qualité des milieux de vie par un aménagement durable du territoire.

2525

Écoutez, moi ma question, elle aurait pu s'adresser à madame De Courcy puisqu'on travaille notamment des projets de cour d'école, mais je me concentrerai en fait sur les constats qui ont été dégagés de l'étude sur l'accessibilité aux fruits et légumes.

2530 On a un constat assez évident que les fruits et légumes sont inaccessibles dans certains quartiers à distance de marche. Est-ce que certaines mesures ont été mises en place ou actions en partenariat avec les arrondissements ou avec la Ville pour favoriser l'établissement de commerces de proximité ou de points de chute d'aliments régionaux dans ces quartiers particuliers?

2535

Mme LOUISE ROY, présidente :

Monsieur Drouin?

2540

M. LOUIS DROUIN :

En fait, notre rôle, c'est de faire connaître les problématiques. C'est ce qu'on fait.

2545

M. VINCENT GALARNEAU :

Oui, j'imagine que ce n'est pas vous qui va mettre en place, mais...

2550

M. LOUIS DROUIN :

Et on s'attend à ce que les communautés localement récupèrent ça, puis poussent l'agenda. On n'a pas un programme, nous, structuré pour obliger les arrondissements... On donne, puis on leur dit que si c'est accessible, distance de marche, c'est une bonne affaire pour la santé publique, pouvez-vous le faire, s'il vous plaît.

Mme LOUISE ROY, présidente :

2555

Monsieur Hodder, vous avez une petite information à donner?

M. DANIEL HODDER :

2560

Ce que je peux simplement dire, c'est que dans le cadre du plan de planification urbaine, cette information qui nous est transmise pourrait certainement servir comme un axe d'analyse, être intégré dans la réflexion. Mais de dire qu'on a un programme... si on en a un, je ne suis pas au courant. Je ne pense pas.

2565

Mme LOUISE ROY, présidente :

Actuellement, c'est plus le fait d'organismes communautaires, je pense.

M. DANIEL HODDER :

2570

C'est ça.

Mme LOUISE ROY, présidente :

2575

Madame De Courcy?

Mme DIANE DE COURCY :

2580

Les tables de concertation de quartier auxquelles vous faisiez allusion et que la Santé publique supporte ont entre autres mis en place dans plusieurs tables des chantiers alimentaires... Oui, Monsieur Rochefort, c'est vous. Bon.

2585 Alors, ce chantier-là dont il parle, il émane d'une table de concertation locale qui s'appelle *Solidarité Ahuntsic* et dans ce contexte-là, c'est à travers ce chantier-là que les préoccupations qu'on voit ont été mises de l'avant.

2590 Pour le milieu scolaire, nous à la CSDM, on s'est beaucoup approprié cette étude-là et la cartographie de Lise, ce qui a permis de favoriser des marchés publics dans certaines cours d'école dans des secteurs donnés à des moments donnés. Il y a une fille qui a travaillé là-dessus, une femme qui a travaillé là-dessus et qui est la précurseur des marchés publics saisonniers, ici, elle est dans la salle, c'est elle qui a travaillé aux premières initiatives qui aujourd'hui... puis on a oublié qu'on a commencé à vouloir travailler ça dans les cours d'école et là, je vais y aller le plus vite possible.

2595 Je veux juste vous parler d'une petite affaire. Il y a une réglementation à Montréal qui date de l'époque du maire Drapeau qui fait en sorte que les marchés ambulants, et avoir des kiosques, vous savez ça, hein, vous savez ça qu'on ne peut pas le faire sauf sur autorisation, etc. Alors, nous à la CSDM dans la perspective d'aider des familles, on a beaucoup favorisé cette affaire. C'est Josée Belleau qui est là; elle a fait ça les marchés saisonniers, qui a tenu ça; allez la voir, elle connaît bien ça.

2600 **Mme LOUISE ROY, présidente :**

2605 Alors, Josée, vous êtes priée de vous lever, s'il vous plaît. Voilà. Si vous voulez bien, on va remercier immédiatement tout de suite nos deux panelistes; ç'a été fort intéressant.

2610 J'invite tout de suite monsieur Éric Duchemin et monsieur Christopher Bryant à s'approcher. On va aller voir ce qui se passe ailleurs dans d'autres villes modèles concernant les pratiques de développement durable.

Alors, pendant qu'ils s'installent, je vous les présente. C'est monsieur Duchemin qui va parler en premier. Alors, je pense qu'il est connu aussi de la plupart d'entre vous, Éric Duchemin, professeur associé à l'Institut des sciences de l'environnement à l'Université du

2615 Québec à Montréal. Il est aussi l'animateur du réseau agri-urbain et le coordonnateur de l'école d'été sur l'agriculture urbaine qui se tient à Montréal depuis 2009.

2620 Alors, tantôt il y avait des questions sur : Est-ce qu'il existe un endroit où on peut acquérir de la formation? Je pense qu'Éric Duchemin, que ce soit pendant son exposé ou ailleurs, il pourrait vous donner des informations là-dessus. Peut-être aussi monsieur Christopher Bryant. - On va commencer avec Éric dans un premier temps.

M. ÉRIC DUCHEMIN :

2625 Bonjour, bon matin! Mon mandat, c'était de parler des villes modèles. Alors, casse-tête. Les gens qui travaillent en agriculture urbaine savent que c'est toujours un peu compliqué. On a toujours des modèles ailleurs, mais est-ce qu'on a des villes modèles? C'est une grande question. Puis quelles villes dont on doit parler?

2630 On aurait pu parler de Londres avec le développer des vergers urbains; on parlait d'arbres fruitiers tout à l'heure et effectivement, Londres développe des vergers urbains. On peut parler de Berlin, on peut parler de Paris puisque 2012 pour Paris, c'est l'année de l'agriculture urbaine. Donc, ils font énormément de développement en agriculture urbaine et ils essaient de développer aussi des toits verts puisque Paris est exceptionnellement dense, mais ils ont énormément de toits. Ils ont des espaces sur les toits. Ils essaient de développer
2635 ça.

2640 Donc, à fait partie des réflexions, mais je me disais, bon, c'est l'Europe. On va rester en Amérique, on va essayer de parler de l'Amérique et on va essayer de faire un constat de ce qui nous entoure chez nos amis américains particulièrement.

Mais qu'est-ce qu'une ville modèle? Comment on va déterminer la ville modèle? Premièrement, il faut savoir que la ville est composée de bâtiments. Il y a une structure, une typologie, une façon que les rues sont dessinées, une typologie, une structure, une orientation des rues qui n'est pas toujours favorable à l'agriculture urbaine. Pour ceux qui la pratique,

2645 vous savez souvent qu'on se dit pourquoi ils ont fait la rue dans ce sens-là. Ce serait bien dans un autre sens, on aurait plus d'ensoleillement puisque nos maisons font de l'ombre souvent dans nos jardins.

2650 Mais bon, la ville n'a pas été développée nécessairement avec cette vision-là, mais donc, il faut vivre avec des bâtiments, structures, bien entendu populations, individus ou communautés, on en a déjà parlé ce matin, c'est très important, le paysage, la ville est aussi un paysage, c'est une ambiance, c'est un lieu de vie et bien entendu les questions d'environnement.

2655 Donc, c'est un peu tout des éléments qui peuvent faire qu'une ville, si on regarde les projets qui existent dans une ville, s'ils répondent à ces différents éléments-là, ça peut être une ville modèle, une ville qui pourrait donner ça. Je ne sais pas si elle est modèle, elle est belle, beaucoup de vert, mais il n'y a pas grand monde dedans. Mais, bon, c'est une image, une viabilité urbaine.

2660 Donc, j'ai continué ma réflexion sur qu'est-ce qu'une ville modèle avant de vous présenter des cas. Bien entendu, ce qu'on regarde dans les villes modèles, quand on identifie des villes, c'est toujours des villes où il y a des projets, énormément de projets. Il y a le maire de Curitiba au Brésil qui disait que souvent la ville viable, c'est beaucoup une action par acupuncture. Donc, c'est des points, des petits projets éparpillés un peu partout.

2665 L'agriculture urbaine, c'est un peu ça. Il y a beaucoup de villes qui ont beaucoup de projets diversifiés de différents types de projets; ils ne sont pas tous homogènes, une très grande diversité, une vision large aussi de ce qu'est l'agriculture urbaine.

2670 C'est des acteurs, c'est du monde, c'est des organisations qui sont structurées, qui ont une réflexion intégratrice de l'agriculture urbaine dans le développement de la ville et dans le système alimentaire. Donc, dans deux éléments. C'est aussi une organisation structurelle; donc, ça veut dire qu'il y a une organisation qui va supporter l'ensemble du développement de

2675 l'agriculture urbaine avec une vision bien entendu sociale, communautaire, économique, environnementale.

Point 4, c'est présence d'éléments sociopolitiques et financiers. On en a parlé tantôt. On disait que c'est bien, il y a plein d'acteurs qui veulent développer des choses, mais souvent
2680 le soutien financier n'est pas là. On ne réussit pas à partir pendant quelques années nos projets pour qu'après ça, ils peuvent vivre tout seul.

Donc, 4 critères. Donc, une ville modèle devrait peut-être remplir ces 4 critères-là et je ne pense pas que ça existe. Souvent on remplit un des critères, mais pas tous. Mais j'essaie
2685 de voir, est-ce que c'est vers ça par exemple que Montréal pourrait se diriger? Peut-être que Montréal, on verra à la fin de la présentation, peut-être que Montréal a une partie de la réponse.

Je pense aussi qu'il faut reconnaître, et c'est très important qu'on parle de villes modèles ou de modèle qu'on voudrait appliquer à un endroit. C'est pour reconnaître la diversité des approches d'agriculture urbaine, la diversité aussi des structures politiques de municipalités selon la région qu'on se trouve. Au Canada par exemple, les structures politiques ne sont pas du tout les mêmes. Donc, c'est le deuxième point.
2690

Donc, exemples. Et là, je me suis creusé la tête aussi pour ne pas toujours prendre les mêmes choses. On parle souvent des mêmes villes. Là, j'ai pris New-York. En général New-York, ce n'est pas une ville qu'on développe comme un modèle. Pourtant, il y a beaucoup d'agriculture urbaine à New-York et je pense qu'il y a des exemples très très très intéressants comme le *Added Value Community Farm* dans le *Red Hook* qui a commencé à développer voici plusieurs - près de 10 ans, je crois – un jardin sur de l'asphalte. À cette époque-là, ça devait être les premiers à le faire. Ils se sont tout simplement dit qu'il y avait de l'espace sous utilisé. C'était une aire de jeux qui était été peu utilisée et ils ont décidé d'en faire un grand jardin.
2700

2705 Autre développement beaucoup plus récent, ils se sont associés avec le parc sur le *Governors Island* pour développer une ferme de, je pense que c'est 3 acres, sur le *Governors Island* pour faire de l'agriculture urbaine en lien avec toutes les questions de conservation du parc sur cette île-là.

2710 Encore New-York, qu'est-ce qui se développe? Les toits. Donc, c'est la ferme d'un acre à Brooklyn sur un toit qui produit, vous voyez la belle photo, ça produit énormément. Ça fournit un marché. Donc, il y a la mise en marché. Et après ça, il y a *Hell's Kitchen Rooftop Farm* aussi à Manhattan qui a développé. Donc, on développe les toits à New-York.

2715 J'ai mis Toronto en bas parce que Toronto a développé quand même une réglementation intéressante qui oblige les nouveaux bâtiments industriels à avoir un toit vert. Donc, élément intéressant de réflexion, on va voir qu'à New-York, ils n'ont pas fait ça.

2720 Autre chose intéressant pour un exemple quand on prend New-York, j'ai pris cet exemple-là, c'est très intégrateur, c'est vraiment l'utilisation de structures industrielles et là, c'est le *High Line*, structure industrielle qui parcourt la ville pour en faire un espace vert. Ce n'est pas un espace productif, à ma connaissance, il n'y a pas de jardin à ce niveau-là, mais on pourrait imaginer facilement aussi des trames vertes comme ça qui traversent la ville en utilisant des choses qui existent déjà à travers la ville. Donc, je pense que c'est un porteur de réflexion intéressant.

2730 Les cours arrière. Je parlais de diversité des projets, on parle des jardins communautaires, jardins collectifs, mais il ne faut pas oublier que beaucoup beaucoup de citoyens ont leur propre jardin à Montréal, donc, des jardins individuels, des jardins individuels qui peuvent être sous utilisés qu'on peut aussi mettre ensemble en commun pour faire de la mise en marché par la suite. Il faut comprendre qu'à New-York, c'est possible de faire de la mise en marché à partir des jardins individuels ou des jardins sur les toits, ce qui n'est pas toujours le cas partout. Et il y a un exemple à Toronto aussi, un petit programme qui existe à Toronto qui part et qui va dans le même sens.

2735

2740 New-York a aussi une vision. Il y a des gens, je ne sais pas si c'est la Ville... non, je parle trop vite, ce n'est pas New-York a une vision, la communauté new-yorkaise a une vision de développement et je pense que c'est important pour une ville modèle, c'est de voir vers où on veut aller, qu'est-ce qu'on veut développer. Donc, ici, c'est à Brooklyn, les projets à l'échelle de quartier ou à Manhattan, vraiment un grand projet aussi au niveau de quartier développement.

2745 Donc, on a vraiment, je trouve à ce niveau-là, on a différents éléments. Lorsqu'on regarde la réalité, par exemple au niveau de la réglementation, New-York, je ne pourrais pas dire que c'est un bel exemple puisque, oui, ils ont un programme de jardins communautaires, le *Green Thumb program*. Donc, il y a un support. Ils ont une réflexion sur les poules, les animaux de ferme, traditionnellement des poules, et tout récemment sur les abeilles, mais c'est de la réglementation. Il n'y a pas particulièrement de soutien à l'agriculture urbaine ou de vision intégratrice plus globale.

2750 Chicago, la même chose. Chicago, beaucoup de projets, beaucoup d'actions. On a ici un projet communautaire qui peut se déplacer, qui s'est déjà déplacé plusieurs fois puisqu'ils utilisent les espaces vacants sous utilisés, mais qui peuvent être demandés par la Ville ou par les propriétaires. Donc, ils ont développé un jardin qui se déplace. Donc, ça aide. Donc, ils sont là pendant un certain temps, ils peuvent se déplacer relativement rapidement et l'utilisation encore dans les parcs, vous voyez un jardin, c'est ouvert, c'est dans un parc, c'est accessible à tout le monde, mais les gens peuvent profiter de faire un potager.

2760 Qu'est-ce qu'il y a d'intéressait pour New-York au niveau des structures politiques? Déjà, il y a vraiment une organisation sociale, communautaire à Chicago. Il y a vraiment une rencontre aussi avec les membres de ces organisations-là avec les leaders, les responsables politiques de la Ville. Donc, il y a des lieux de rencontre, des lieux de discussion, ce qui était un très bon point. Donc, on peut parler d'agriculture urbaine.

2765 Et aussi à Chicago, il y a vraiment une volonté d'inclure l'agriculture urbaine dans le système alimentaire. Donc, de l'inclure d'une manière beaucoup plus large qu'uniquement

avec des points d'intervention ou de manière individuelle. Donc, on a vraiment une volonté d'inclure ça dans un système beaucoup plus large, donc, de questionner peut-être aussi ce système-là. Et c'est aussi dans le plan régional de développement de la ville de Chicago. Et à la fin, Chicago a aussi une volonté d'utilisation des espaces vacants et des toits, d'inciter l'utilisation de ces espaces-là pour l'agriculture urbaine.

2770

Détroit, ce n'est pas un exemple que je prends souvent parce que Détroit est comme l'exemple que personne ne veut avoir pour sa ville, la ville qui passe de 2.5 millions d'habitants à 800 000 habitants, ce n'est pas vraiment ce que je pense que les élus ou les maires d'une ville voudrait avoir, mais en même temps, je trouve que c'est un exemple parce que c'est aussi une ville qui utilise un moment peut-être peu heureux de sa vie pour rêver une nouvelle vie et vraiment une mobilisation citoyenne pour re-revoir la ville et je pense que ça, c'est un bel exemple. Et c'est à suivre de voir ce qui va se passer parce qu'il y a vraiment un brassage d'idées incroyables à ce niveau-là.

2775

2780

Ce qui est aussi intéressant dans ce cas-là, c'est que la réglementation au niveau des fermes, au niveau agricole, rentre en contradiction avec la volonté de développement de la ville de l'agriculture urbaine. Donc là, on a quelque chose de super intéressant. On a une volonté de développer l'agriculture en mode urbain, mais qui arrive en contradiction avec le plan, le *Michigan Right Farm Act*, donc avec les fermes en fin de compte, avec le développement plus traditionnel.

2785

Et c'est une réflexion, je pense, que toute ville doit avoir. C'est comment cette agriculture urbaine qui est en développement vient en complémentarité avec ce qui existe déjà au niveau du système alimentaire au niveau des fermes biologiques entre autres plus particulièrement parce que l'agriculture urbaine rentre plus dans ce créneau. Comment ça arrive en compétition ou pas ou en complémentarité avec des agriculteurs qui sont en périphérie. Mais je pense que Christopher va plus aborder cette question-là après moi.

2790

2795

Dans d'autres questions après ça, la question culturelle et là, j'ai pris Tokyo. Tokyo est une ville agricole par excellence. Vous savez qu'il y a une porcherie dans le centre-ville de

2800

Tokyo et il y a aussi des bâtiments comme Pasona qui était une grande agence de placement de ressources humaines qui a développé une ferme à l'intérieur de ses bureaux pour ses employés. Donc, c'est des exemples.

2805

Ça nous dirige après ça vers les *Vertical Farming*, donc les fermes verticales - on pourra en parler longuement une autre fois – qui après ça nous amènent dans une autre dimension de l'agriculture urbaine. Mais c'est très culturel pour un Tokyoïte. Ce n'est pas une aberration d'aller chercher sa laitue en hydroponique à l'intérieur de son bureau.

2810

Autre chose, et on parlait de *Red Hook*, voici un exemple – et ça c'est tout récent – c'est le *Solefood* à Vancouver qui va développer son ancien stationnement de l'Expo universel, l'expo de Vancouver, va développer ce stationnement, 2 acres, une ferme de 2 acres en bac. Hein, des exemples intéressants.

2815

Mais je ne veux pas vous laisser, je vous parle toujours, on parle toujours des exemples d'ailleurs, mais Montréal dans tout cela? Montréal dans tout cela, et là, vous avez un petit portrait de ce qui existe à Montréal comme ferme. Ce portail est disponible sur internet.

2820

Donc, nous avons des jardins individuels, nous avons de jardins partagés, du monde qui partagent leur jardin. Il y a des jardins collectifs bien entendu qui sont très dynamiques. Il y a des jardins communautaires qui est le programme de la ville dans le début des années 70 et qui est arrivé à maturité et depuis la fin des années 90, les jardins collectifs sont arrivés pour prendre en charge le reste du développement.

2825

Il y a des jardins institutionnels qui apparaissent. Bien entendu, il y a des fermes, des producteurs, il y a des ruchers depuis un certain temps. On est rendu quand même à près de 8 ruchers pour 30 ruches à Montréal et l'apiculture urbaine se développe à grands pas.

Mais si on regarde avec les fameux 4 critères que j'avais mis à l'initial dans la réflexion, c'est le point 1 : Projet diversifié, c'est en noir parce qu'on l'a bien atteint; on a beaucoup de monde dedans, donc c'est foncé. Des acteurs structurés, je pense que

2830 l'événement aujourd'hui montre qu'il y a des acteurs structurés avec une réflexion intégratrice d'agriculture urbaine à Montréal.

2835 Présence d'éléments sociopolitique et financier, on en a certains. On a le programme des jardins communautaires qui reçoit un soutien. Il y a des projets qui reçoivent – monsieur Drouin parlait de certains projets dans les quartiers, Quartier 21, qui reçoivent du soutien – mais je pense qu'on peut encore faire plus. Il y a l'intervention de Gaëlle Janvier, l'alternative vient dans ce sens-là et il n'y a pas nécessairement toujours l'argent et peut-être pas la structure des éléments sociopolitiques, donc, un endroit de concertation qui existe dans une volonté de planification du territoire.

2840 Et le point 3 qui est peut-être le point le plus faible à Montréal actuellement à mon point de vue, c'est une organisation structurelle intégratrice qui existe dans d'autres endroits. À Toronto, c'est le *Food Policy Council* qui touche beaucoup plus que l'agriculture urbaine. Donc, je ne sais pas si c'est vers ça nécessairement qu'on doit tendre, mais il manque un endroit, un lieu de convergence, de discussion pour vraiment voir ce qu'on veut comme agriculture urbaine.

2850 Ce que j'ai mis à la fin, c'est l'agriculture urbaine est en friche, parce que si vous me demandez quelle est l'organisation structurelle qu'on devrait développer, est-ce qu'il y a un exemple à travers le monde? Il n'y en a pas d'exemple. Il y a plein de petites tentatives, mais il n'y a pas d'exemple sur lequel on peut s'appuyer et peut-être la chance que nous avons actuellement, c'est de pouvoir développer ce modèle-là qui va être suivi par les autres comme le modèle des jardins communautaires de Montréal est un modèle à l'extérieur de Montréal pour la majorité des grandes villes.

2855 Il y a beaucoup de monde qui se sont appuyés sur ce modèle pour le développer comme les jardins collectifs sont aussi devenus des modèles pour le développement de l'agriculture urbaine dans plusieurs villes à travers le monde.

2860 Bien entendu, des structures politiques différentes demandent des approches différenciées, et je pense qu'à ce niveau-là, il faut innover et oser.

Mme LOUISE ROY, présidente :

2865 Merci beaucoup, Monsieur Duchemin. Maintenant, je vais céder la parole à monsieur Christopher Bryant. Deux mots pour vous dire qu'il est actuellement professeur titulaire et directeur du laboratoire de développement durable et dynamique territorial du département de géographie de l'Université de Montréal. Monsieur Bryant.

M. CHRISTOPHER BRYANT :

2870 Merci beaucoup. Je voudrais d'abord remercier les organisateurs de ce colloque pour m'avoir invité. Il y a seulement deux choses que je vais vous dire sur la région de Montréal.

2875 Premièrement, c'est une photo prise sur la Rive-Sud pas loin du pont Mercier. Donc, difficilement accessible aujourd'hui depuis quelques mois. Et simplement pour vous dire que j'ai quand même travaillé dans la région de Montréal depuis 22 ans et donc, la dernière chose que j'ai faite c'était de publier une synthèse de la situation dans la région de Montréal dans l'agriculture périurbaine dans le contexte mondial de la recherche dans ce domaine avec le panorama des régions du Québec l'année passée pour l'Institut de la statistique du Québec.

2880 Il faut aussi que je vous dise que je travaille sur l'agriculture périurbaine depuis 45 ans en France, en Angleterre, en Ontario, au Québec, au Japon, en Corée du Sud; donc, dans pas mal de pays. Donc, je vais vous dire quelques points de plus là-dessus.

2885 Ensuite ce que je veux faire aujourd'hui, ce qu'on m'a demandé de faire, c'est d'explorer les liens entre l'urbain et le périurbain et comment le périurbain pourrait être relié à l'urbain par l'agriculture.

2890 Ce que je vais faire, je vais quand même faire quelques points de départ comme introduction. On va parler de l'intégration du périurbain et l'urbain par l'entremise des fonctions appuyées par l'agriculture périurbaine; donc, on va parler de ces différentes fonctions, les transformations et puis je vais vous présenter quelques exemples. Des exemples, pas du Québec, des exemples de l'Ontario et aussi de la France. J'ai simplement choisi les exemples où j'avais des bonnes photos.

2895 Point de départ. D'abord, je sais que c'est très facile, moi, je le fais continuellement, je parle de l'agriculture périurbaine ou de l'agriculture urbaine, mais en effet, c'est une erreur parce qu'on devrait parler DES agricultures périurbaines et DES agricultures urbaines comme on fait dans la littérature depuis un bon 17, 18 ans, et comme je fais aussi depuis ce temps-là.

2900 C'est très important de simplement identifier le fait qu'il y a en effet beaucoup de différentes situations dans les deux camps parce que si on veut intervenir, disons, par nos gouvernements, nos agences ou nos communautés, il faut reconnaître qu'il y a des différences. Non seulement des différences entre territoires, mais des différences entre les structures et les systèmes de production. Et si on ne tient pas compte de ça, on est voué à l'écher. C'est sûr et certain.

2910 Donc, il est très important également de noter qu'il y a un chevauchement entre l'urbain et le périurbain en terme surtout d'agriculture et si on regarde par exemple à Laval, c'est quelque chose au Québec évidemment, on a dans la Ville de Laval des territoires agricoles qui sont là depuis longtemps, o.k., même avant que la ville soit créée.

2915 Quand on parle en Europe présentement de l'agriculture urbaine, on intègre l'agriculture périurbaine. Je suis dans un projet présentement en Europe qui implique 11 pays, la dernière fois que je les ai comptés, sur l'agriculture urbaine. Et c'est de l'agriculture urbaine et périurbaine.

Donc, il faut comprendre qu'il y a l'hétérogénéité de l'espace, il y a des systèmes de production très différents dans l'agriculture dans l'urbain et le périurbain, les motivations des

2920 producteurs entre guillemets peuvent être très très différentes. On peut générer un revenu satisfaisant par exemple aussi bien dans le milieu urbain que le milieu périurbain. Il y a des gens, des producteurs qui visent l'intégration de l'urbain et le périurbain. Ils ont une conscience sociale, les producteurs qui veulent fournir des produits pour la société urbaine et pour les gens les plus défavorisés. Ils ne cherchent pas à maximiser leurs bénéfices.

2925

Il y a tellement de différences dans les rapports entre les producteurs et le marché ou le consommateur. On ne peut pas comprendre, on ne peut pas intervenir si on ne comprend pas cette très grande différenciation et hétérogénéité. Et pareillement dans les consommations. Pas tout le monde qui évolue de la même façon. Pas tous les espaces de production qui évoluent de la même façon.

2930

Donc, il y a deux façons de voir le périurbain et l'urbain reliés entre eux. D'abord, on peut regarder que du point de vue du périurbain, c'est-à-dire à l'extérieur principalement des agglomérations, mais il y en a également à l'intérieur des agglomérations, des fonctions non agricoles qui sont appuyées par les agricultures périurbaines qui sont en demande par les résidents de la ville, par les citoyens. Et ce, dans un contexte qu'on appelle depuis les années 60 la ville régionale – en anglais, the *regional city* – qui a été utilisé largement dans la littérature anglo-saxonne depuis les années 60.

2935

2940

Une autre façon de voir, c'est de regarder les liens qui existent entre les fonctions de production agricole, alimentaire et la ville et les interactions en terme de produits consommateurs dans les deux sens, le consommateur qui vient sur place pour acheter et aussi pour expérimenter d'autres fonctions de l'espace de production et aussi des producteurs qui vont livrer ou qui vont vendre de différentes façons leurs productions aux résidents de la ville.

2945

Dans les deux cas, il y a des interactions entre l'agriculture périurbaine et l'urbain en termes de personnes, de produits et de service. - Ça, je vais sauter là-dessus rapidement. C'est la notion de la ville dispersée, ce que les Français commencent à parler de ville éclatée, mais c'est vraiment une ville régionale, c'est-à-dire les éléments de la ville peuvent être

2950

dispersées jusqu'à même une centaine de kilomètres au moins autour d'une grande métropole.

2955 Donc, deux façons de voir les fonctions. Il y a les 4 « P ». C'est des termes anglais, des fonctions appuyées par les agricultures périurbaines et urbaines et aussi, on peut voir ces mêmes fonctions, mais liées directement aux trois composantes principales du développement durable, l'économie, la société et l'environnement. Mais ça revient à la même chose, c'est juste deux façons différentes de les voir.

2960 Donc, les 4 « P », c'est : *place, play, production, protection*, en termes d'un groupement de catégorisation des fonctions urbaines. Les premières, c'est des fonctions qui dépendent beaucoup de la localisation du périurbain. Donc, il y a certains types de produits agricoles de production agricole qui dépendent fortement de la proximité au marché, aux consommateurs urbains.

2965 Il y a des fonctions de loisir et de tourisme qui peuvent être marchandes, c'est-à-dire que directement ou même indirectement, les producteurs alimentaires vont pouvoir bénéficier de l'arrivée des gens pour soit acheter des produits chez eux et bénéficier de certains aspects disons intéressants, touristiques même, et puis il y a des fonctions qui sont de loisirs et
2970 touristiques qui sont non marchands.

2975 Puis il y a des fonctions qui s'appuient sur les ressources localisées dans les territoires ruraux, périurbains, mais aussi en partie dans l'urbain en particulier par exemple l'agriculture évidemment parce que la plupart... ou dans un rayon d'environ 80 kilomètres autour de toutes les grandes villes au Canada, on a une très très grande proportion de la valeur de la production de l'agriculture.

2980 Mais il y a d'autres ressources également comme par exemple dans certaines parties du monde, le granulat, l'accès à des ressources sable et gravier qui existent dans certaines juridictions tout près des grandes villes. Donc, ça pose des problèmes énormes de concurrence entre agriculture, développement résidentiel, exploitation de la ressource minière

comme sable et gravier dans le sud-ouest de l'Ontario par exemple. Et puis, il y a des fonctions de protection, principalement des fonctions non marchandes, des terres agricoles, des paysages, la ressource hydrique et ainsi de suite.

2985

Donc, en termes de développement durable, on va avoir à peu près les mêmes choses rapidement. Économie. Production de produits alimentaires, certains types d'activités touristiques et de loisirs. Société. Interaction entre le rural et l'agriculture. L'éducation. Intégration à l'emploi, insertion sociale si vous voulez. Intégration des gens, des jeunes, des immigrants. Et environnement. Donc, la protection des ressources, des paysages patrimoniaux de l'eau.

2990

Donc, en termes de transformation également, nous avons... il n'y a pas un cheminement, une évolution unique de ces différents types de structure de production, ni en agriculture urbaine, ni en agriculture périurbaine si on veut les deux extrémités. Il y a beaucoup autour de Montréal, autour de Paris, autour de Londres, autour de Toronto, il y a des espaces agricoles en développement traditionnel. Ils poursuivent plus ou moins la même évolution qu'on va trouver dans les régions agricoles beaucoup plus lointaines.

2995

Mais en même temps, il y a des paysages agricoles en adaptation. C'est-à-dire que là où les gens se sont adaptés au marché à côté, au marché à proximité et on ne peut pas l'inventer par la réglementation. Ça vient du bas, c'est l'initiative locale, l'initiative familiale qui compte avant tout. Et moi je connais des régions, par exemple autour de Paris, où si on regarde uniquement les textes en urbanisme, il ne devrait pas y avoir de l'agriculture, mais il y en a et les gens sont très prospères. Et pourquoi? Parce qu'ils ont su comment s'adapter et ils ont inventé différentes façons d'utiliser le peu de ressources qui leur restent.

3000

3005

Et puis il y a des paysages agricoles en dégénérescence. Ça, c'est un terme qui m'a été suggéré par des collègues français il y a longtemps, mais ça veut dire qu'il y a un problème de déclin de l'agriculture, de déstructuration dans le périurbain comme ça peut arriver dans le milieu urbain également. Mais ce n'est pas uniquement à cause de la proximité urbaine. Ça peut être à cause de toutes sortes de raisons. Toutes sortes de facteurs et

3010

processus qui ont une influence sur la fiabilité non seulement économique, mais aussi sociale de différents systèmes de production.

3015

Je pense qu'on va passer aux exemples. Ah, voilà! J'ai choisi trois exemples. Un premier, c'est la ceinture verte d'Ottawa et le *Royal Equestrian Centre*. Je vais simplement passer 2, 3 minutes sur chacun. La ville de Brampton à l'ouest de Toronto, une multitude d'exploitations agricoles spécialisées et la plaine de Versailles et en particulier la ferme de Gally.

3020

La ceinture verte d'Ottawa, c'est intéressant comme quelqu'un a déjà mentionné aujourd'hui. C'est la plus grande ceinture verte au monde dans le domaine public. Et la ceinture verte de Toronto, c'est la plus grande ceinture verte au monde, mais qui n'est pas dans le domaine public. C'est énorme. Encore savoir comment ils vont le gérer, ça c'est autre chose.

3025

O.K. Donc, Ottawa. La ceinture verte d'Ottawa, c'est dans le domaine public. Ça devrait être très positif, mais en effet, la superficie agricole utilisée dans la ceinture verte d'Ottawa est beaucoup moins grande aujourd'hui qu'elle était à la fin des années 50 en partie parce que nos gouvernements souvent ont peu de compréhension de comment gérer la terre qui leur appartient s'il faut compter sur d'autres personnes pour exploiter la terre.

3030

Donc, ici, c'est quelque chose de très intéressant. C'est une entreprise d'élevage à temps partiel dans le sens que la propriétaire de l'entreprise, pas des terres, travaille pour le gouvernement fédéral et sa fille et *boyfriend* gèrent tout ça. C'est très intéressant en termes de multifonctionnalités et intégration avec le milieu urbain. C'est une zone de loisir parce qu'il y a élevage; on peut aller payer pour monter à cheval. Il y a une intégration avec les jeunes de la ville, mais aussi du voisinage dans le sens que les jeunes peuvent venir faire du bénévolat pour aider les gens qui montent à cheval, mais en retour, ils peuvent bénéficier des chevaux et monter à cheval gratuitement. Donc, c'est très intéressant. Il y a aussi des liens avec des exploitations avoisinantes; on achète du foin par exemple. C'est juste un petit exemple, mais un exemple que j'ai trouvé qui était très intéressant.

3035

3040

3045 Exploitation agricole dans la Ville de Brampton, et ça devrait être l'agriculture urbaine, mais c'est un mélange. Donc, ce qui veut dire qu'en effet, il y a ce chevauchement. C'est à côté de Mississauga qui a connu un des taux d'augmentation de population la plus grande depuis 50 ans au Canada. Chaque fois qu'on monte à l'hôtel de ville au cinquième étage d'un gros bâtiment, à l'horizon tout ce qu'on voit, ce sont des grues.

3050 Donc, à Brampton et dans la même municipalité régionale, c'est beaucoup moins grand comme ville, mais il y a un marché agricole pour des fermiers. Il y a beaucoup de fermes d'auto-cueillette; cette pratique remonte très loin dans le monde anglo-saxon et aussi aux États-Unis. *Achetez local* et ils intègrent souvent des loisirs, des fonctions de loisirs sur la ferme, il y a des animaux de ferme pour qu'on puisse amener les enfants et nous allons
3055 trouver le même type de structure en France et en Angleterre.

Ici, - puis je vais terminer avec la ferme de Gally sur la plaine de Versailles – il y a un peu plus de 20 ans, j'avais à aller faire une présentation en Nouvelle-Zélande sur le périurbain et donc, je me suis dit je sais qu'il y a beaucoup de fermes par ici à Brampton, je vais aller voir
3060 si je peux prendre des photos. J'étais une sorte d'autoroute, je n'allais pas trop vite, mais assez vite juste au cas où il y a de la police dans la salle, et donc, je passe en auto et je vois cette pancarte et je dis, tiens, c'est chouette! Ça doit indiquer les lotissements résidentiels. Donc, je fais demi-tour, je reviens et qu'est-ce que je vois? C'est un territoire des producteurs à Brampton avec les points de vente, le point de vente, et ça existe toujours. Et il y en a plus.

3065 Donc, les fermes de Gally, parce qu'il y en a plus d'une. C'est très intéressant. C'est devenu une ferme emblématique. C'est connu à travers le monde, du moins occidental. Ça existe dans un paysage patrimonial et un territoire agricole de grandes cultures avec un réseau d'exploitation spécialisé dans la vente de produits locaux et de l'auto-cueillette. Il y a
3070 aussi de la grande culture. Moi, j'y suis allé la première fois en 1968 quand j'étais en train de faire des enquêtes auprès des agriculteurs autour de Paris et j'ai rencontré un des gérants de l'entreprise aujourd'hui, mais je l'ai rencontré quand lui, il avait 4 ans et j'ai rencontré son père qui maintenant a pris sa retraite. Donc, je l'ai rencontré quand il avait 16 ans, 17 ans, quand il

3075 a terminé ses études au collège et l'année passée, je suis allé passer la nuit chez lui avant de faire une présentation.

3080 Cette ferme, c'est à l'origine une ferme de grandes cultures, puis avec une petite diversification parce qu'ils avaient une grande famille, ils pensaient que peut-être les enfants allaient poursuivre, mais même 300 hectares de grande culture, ce n'est pas assez pour faire vivre, je pense, 5 familles éventuellement. Donc, ils ont commencé à faire de l'auto-cueillette, l'achat et la vente de produits locaux, la vente de certains produits aux entreprises dans l'agglomération.

3085 Ils ont monté toutes sortes d'entreprises additionnelles éventuellement pour les différents enfants. Ils vont sur les marchés locaux. Il y a de l'auto-cueillette dans les champs, il y a des serres. Ils montent des ateliers pour les élèves et les instituteurs dans la région, sur la cuisine, sur toutes sortes de choses. Et pourquoi? À cause de la réglementation. C'est à cause de l'initiative de cette famille et de l'ensemble des enfants qui sont impliqués aujourd'hui dans ça.

3090 Ils ont des fermes pédagogiques dans l'Île de France, la région parisienne. Ils donnent des conseils et ils vendent des plantes évidemment aux jardiniers également. Et ça se poursuit. Et l'exploitant que je connais le mieux, il joue un rôle très important dans la conservation des paysages patrimoniaux du plateau de Versailles parce qu'il faut voir que la plaine de Versailles est juste à côté du Château de Versailles et une partie de la terre de la ferme de Gally se trouve sur les terres du Château de Versailles, donc, de l'État.

3100 Ça, c'était une photo que j'ai prise en 1968. Auto-cueillette. 40 hectares de fraises. Ce n'est quand même pas rien. Mais ils avaient la volonté de rencontrer les consommateurs. Ça les intéressait. J'ai rencontré un de leurs voisins à la même époque et le voisin avait dit : « Ben, moi, je suis très content, j'ai 400 hectares, j'ai un employé. On cultive ces terres de grandes cultures. Je n'ai absolument aucune envie de devenir, de mener une épicerie comme les voisins à la ferme de Gally. » Parce que même à l'époque, ils avaient mis 10 000 mètres

3105 carrés en serres, en toutes sortes de choses comme ça. Et patrimoniaux, ça indique... ça, c'est les bâtiments de ferme.

3110 En conclusion, l'intérêt pour l'agriculture périurbaine explose depuis 25 ans. Quand j'ai commencé dans ce domaine, mon directeur de thèse temporairement à Paris m'a dit : « C'est intéressant ce que vous voulez faire, mon cher Bryant, mais ce n'est pas important. Non, ce n'est pas important. C'est ici aujourd'hui, demain, ça va être parti. » Et pendant les prochains 15 ans, je suis retourné faire des enquêtes auprès des mêmes exploitants ou leurs enfants à trois reprises et les fermes sont toujours là.

3115 Donc, il y a des projets de recherche et de réflexions innovantes dans le COSTAU d'agriculture urbaine dont je vous ai parlé tantôt. Il y en a un autre à Reims sur l'urbanisme, l'intégration de l'agriculture vivante dans les zones périurbaines. Il y a au Japon, même au Japon il y a 4 ans, l'association des agriculteurs du Japon m'ont demandé l'autorisation de faire traduire un livre que j'ai écrit il y a 20 ans sur l'agriculture périurbaine en japonais pour leurs agriculteurs.

3120 Donc, l'aménagement est bien, c'est sûr et certain. Je ne suis pas contre du tout, mais on ne peut jamais sous estimer le besoin d'accompagnement d'une gestion et d'un aménagement du développement plus nuancé. Simplement faire des plans d'urbanisme, des schémas d'aménagement, je ne dis pas que ça ne sert à rien, mais ça ne nous aide pas si on
3125 n'a pas tous les autres éléments.

3130 C'est comme les réserves agricoles de la Commission de la protection du territoire agricole. Ce n'est aucune garantie que l'agriculture va rester. Il faut des gens. Les gens sont les plus importants. Et donc, il faut tenir compte, comme je vous ai dit tantôt, de la complexité des transformations des territoires agricoles périurbains, les différents types d'agriculture, aussi bien en milieu périurbain qu'urbain et l'importance des producteurs et leurs familles dans la construction des rapports entre le périurbain et l'urbain. Et voilà.

Mme LOUISE ROY, présidente :

3135 Merci infiniment, Monsieur Bryant. Malheureusement compte tenu de l'heure, on ne
pourra pas poser de questions. Cependant, je vous inviterais ceux qui veulent poser des
questions à vous approcher de la table. Je sais que monsieur Duchemin doit partir à 1 heure,
monsieur Bryant pourrait peut-être rester un peu, mais on va libérer les gens pour que vous
puissiez aller manger. Retour à 2 heures. - 30 secondes. Ceux qui veulent aller voir le jardin
3140 sur le toit, à compter d'une heure, il y a des gens qui vont vous attendre. Alors, vous avez le
parcours dans votre programme.

Et j'inviterais les membres du GTAU à venir ici en avant pour une photo de famille.
Alors, on se revoit à 2 heures, s'il vous plaît. Merci. Ceux qui veulent poser des questions à
3145 nos panelistes, avancez-vous vers l'avant.

PAUSE... REPRISE

Mme LOUISE ROY, présidente :

3150 Alors, écoutez, ce qu'on a voulu faire cet après-midi dans le cadre du colloque, c'est
vraiment de vous permettre d'aller plus loin dans l'échange d'informations et la prise de
connaissance, si je peux prendre ces mots-là, de ce qui se fait dans différents milieux à
Montréal en matière d'agriculture urbaine.

3155 Donc, vous avez dans chacune des salles deux ateliers, deux panels qui vont se
dérouler et qui, d'après nous, peuvent avoir certains liens entre eux et donc, vous êtes invités
à la fois à questionner les panelistes, mais aussi à échanger avec eux, l'objectif étant de
permettre d'identifier des problèmes, permettre d'identifier des perspectives, mais aussi vous
3160 permettre d'identifier des maillages possible.

Alors, on a l'après-midi là-dessus. Vous revenez ici en plénière rapidement pour que
je puisse vous donner quelques idées sur la suite des choses et ça va compléter notre

3165 programme du colloque. On se rend compte jusqu'à ce stade-ci après la matinée, je vous avoue, de la soif d'informations. Je trouve que c'est jusqu'à un certain point, c'est un peu moche qu'on ne puisse pas donner plus de temps aux questions.

3170 Ce matin, on n'a pas pu donner plus de temps aux questions, on sentait qu'il y avait encore beaucoup de questions. Évidemment l'agriculture urbaine, c'est peut-être un sujet qui va avoir à revenir dans le cadre de consultations publiques ou dans le cadre de projet et donc, on aura l'occasion d'en parler plus, mais cet après-midi, n'hésitez pas à essayer de faire cet échange-là, ce contact-là.

3175 J'identifie tout de suite les deux animateurs qui vont travailler avec vous dans les salles. Judy Gold – veux-tu te lever Judy? Alors, Judy va travailler ici. C'est ce que vous retrouvez... quand je dis ici, c'est la salle A identifiée dans votre programme. Donc, la salle A est la salle 519 et donc il va y avoir des présentations sur des expériences communautaires et des expériences universitaires. Michel Séguin. Michel Séguin va travailler dans la salle, l'autre salle à l'autre bout, la salle 521 où on va s'attaquer à des projets de production commerciale et
3180 des projets concernant l'agriculture et le paysage urbain.

On se revoit à 14 heures. Alors, vous vous séparez selon votre bon plaisir.

SUSPENSION...LUNCH

3185 **Mme JUDY GOLD, présidente des ateliers :**

Bonjour et bienvenue! Je m'appelle Judy Gold, je suis commissaire à l'Office de consultation publique de Montréal et j'ai le plaisir de présider l'atelier de cet après-midi.

3190 Alors, l'atelier de cet après-midi est divisé en deux parties. La première partie porte sur l'agriculture urbaine et des expériences communautaires et la deuxième partie porte sur l'agriculture urbaine et des expériences universitaires. Nos panelistes vont nous faire une présentation à tour de rôle. Ensuite, je vous inviterai à prendre la parole et échanger avec les panelistes et entre vous.

3195 Alors, on passe tout de suite à nos présentations. Je vous présente notre premier paneliste, Tim Murphy de Santropol Roulant. Monsieur Murphy est diplômé de l'École de l'environnement de l'Université McGill, il a un intérêt marqué pour la justice sociale et environnementale et ses forces incluent l'animation de groupes et le jardin écologique.
3200 Monsieur Murphy travaille à titre de directeur du développement durable et de l'agriculture urbaine au Santropol Roulant depuis 2006. Il est aussi auteur et rédacteur du livre *Journey to the Tar Sands* publié aux éditions *Lorimer*. Monsieur Murphy, la parole est à vous.

M. TIMOTHY MURPHY :

3205 Bonjour tout le monde! C'est ça, je travaille au Santropol, je m'appelle Tim, puis juste un peu sur le Roulant - on appelle ça le Roulant communément – puis au Santropol, on préconise une vision de changement social axé sur des points de vue novateurs dans les domaines de l'engagement des jeunes, des systèmes alimentaires urbains et des soins à la
3210 communauté.

On essaie d'utiliser la nourriture comme véhicule pour créer la confiance et bâtir les ponts entre les cultures et les générations dans une ville qui compte un taux d'isolation parmi les plus élevés au pays surtout parmi les personnes âgées. Et on fait tout cela grâce à une
3215 approche novatrice en matière de popote roulante.

À la base, c'était ça le Santropol. En 1995, ç'a été fondé comme une popote roulante, fondé et surtout géré par des jeunes. L'idée, c'était d'encourager les jeunes à jouer un rôle actif au sein de leur communauté. Puis c'est toujours ça, mais c'est sûr qu'au cours des 17 ans, ça a beaucoup évolué.

3220

Ça fait qu'aujourd'hui, relativement à l'agriculture urbaine et à son lien avec la sécurité alimentaire et l'intégration sociale, la grande question qu'on a tendance à se poser c'est comment appuyer une agriculture bio locale et la subsistance de fermes familiales et de petits projets comme ça tout en assurant qu'une telle alimentation saine demeure accessible à tous, peu importe le statut socioéconomique, le degré de mobilité ou le degré d'autonomie. Et comment on fait ça? En assurant une participation intergénérationnelle dans la démarche.

3225

Ça fait que ça, c'est chez nous. Je dirais que ce qu'on a réalisé, c'est que le prix de la bouffe est sous évaluée. Les petites fermes arrivent à peine, et entre-temps au Canada, le pourcentage du revenu familial consacré à l'alimentation est parmi les plus bas du monde. Ça fait qu'il y a certaines personnes qui pourraient payer plus cher pour la nourriture, mais il y en a d'autres qui peuvent à peine se payer un brocoli pour mettre sur le *Kraft Dinner* de leurs enfants.

3230

Ça fait qu'il y a vraiment un écart, puis on se demande comment on peut faire pour réconcilier les deux réalités apparemment contradictoires. Ça fait que ce qu'on essaie de faire, on est déménagé il y a 2 ans dans un nouveau bâtiment, ça fait qu'on essaie vraiment de passer de simple popote roulante de quartier à quelque chose de plus gros, plus holistique, un vrai carrefour alimentaire qui crée un lien entre la prestation de services et l'inclusion sociale, mais dans le cadre d'un cycle alimentaire urbain durable. Et sûrement l'agriculture urbaine en fait partie.

3235

3240

Ça fait que pour arriver, on a développé plusieurs projets. Je vais parler plutôt du programme d'agriculture urbaine, mais dans ce programme-là, on a développé plusieurs projets. Ça fait que c'est ça. On est passé de simples jardiniers à disons fermiers urbains.

3245

Ça fait que nos jardins ont beaucoup agrandi. Ça fait qu'on a deux jardins, les photos ne sont pas dans le bon ordre, mais...

3250 Je passe à la deuxième photo. L'été dernier, on a inauguré des nouveaux jardins sur le toit de nos nouveaux locaux sur la rue Roy. Ici, on voit ça un peu comme un centre de démonstration. Il y a 5 types d'agriculture urbaine en évidence, que ce soit le jardinage en bac, un toit vert potager ici, une serre sur le toit aussi, surtout pour les semis au printemps et sinon, des cultures grimpantes sur le poteau du bâtiment et deux ruches dans le cadre d'un projet d'apiculture urbaine.

3255 Et sinon, notre deuxième jardin, c'est un partenariat avec l'Université McGill, un jardin qu'on a commencé à jardiner il y a à peu près 7, 8 ans avec l'aide de Alternatives, un partenariat qu'on avait créé avec Alternatives, et on a déménagé le jardin en 2007 à l'Université McGill. Ça fait que maintenant, c'est en partenariat avec l'École d'architecture et là
3260 aussi, on a à peu près 300 jardins, réserve d'eau et à peu près 2 500 pieds carrés de genre de plates bandes style toit vert ou toit vert potager. Dans ce jardin-là, on travaille... on a à peu près 30 variétés de légumes, des vivaces, des fines herbes, des arbres fruitiers. On travaille surtout avec des bénévoles, ça fait qu'il y a à peu près 15 bénévoles par semaine qui viennent nous aider dans nos deux jardins.

3265 Pour parler des jardins à McGill, je vais le mentionner comme une force. C'est que c'est un exemple d'un partenariat communautaire et institutionnel vraiment à suivre, à répéter, parce que les institutions, que ce soit des universités ou des hôpitaux ou un hôtel de ville, souvent ils ont les ressources physiques et techniques nécessaires à la réalisation d'un projet
3270 semblable, mais ce que les groupes communautaires peuvent amener c'est la volonté, le savoir faire et les ressources humaines. Ça fait que je trouve que l'exemple de McGill, c'est un bon exemple de comment ces deux secteurs-là peuvent travailler ensemble. On appelle ça le Jardin du Roulant de *Edible Campus*.

3275 À quoi servent les légumes? Entre autres d'abord, on donnait les légumes à la popote roulante; on continue à donner une grosse proportion des légumes à la cuisine pour la popote

roulante qui l'utilise parce que c'est non seulement d'être autonome - on sert des gens en perte d'autonomie – mais être autonome, c'est de pouvoir choisir ce qui entre dans nos repas. Ça fait qu'on voulait porter soin à la qualité des aliments qui rentraient dans les repas pour les personnes en perte d'autonomie.

Mais sinon, on a développé d'autres programmes avec des plus gros jardins, des plus grosses récoltes. On a développé des nouveaux programmes, entre autres un programme de paniers frais. On s'est dit que... vous connaissez sûrement les paniers ASC, les paniers d'agriculture supportés par la communauté, on a pris le modèle, mais on l'a adapté un peu à notre clientèle.

Ça fait qu'on s'est dit surtout que pour les personnes âgées et les personnes en perte d'autonomie, ça ne marchait ce modèle-là, imaginez-vous de recevoir un panier où vous n'avez aucun mot à dire dans le contenu. Ça fait que si vous avez une contre-indication à des légumes verts parce que vous êtes sur un certain médicament, puis un panier d'un fermier, ça a souvent des légumes verts et ça ne marche pas pour vous. Souvent il faut aller le chercher, ça fait que si vous êtes en perte de mobilité, de se rendre à un point de chute... ou encore pire, d'avoir à naviguer dans un gros *Provigo*, ça ne marche pas.

Ça fait qu'on a réalisé qu'il y avait plusieurs trucs qui rendaient le panier frais moins accessible à certaines populations. Ça fait que dans nos paniers, surtout auprès des clients, on leur demande ce qu'ils peuvent et ne peuvent pas manger, on fait la livraison à domicile, on va même aller jusqu'au point de couper des carottes, couper des légumes. On va enlever certains légumes si les gens n'ont pas de cuisine pour cuisiner certains légumes chez eux; on va juste leur envoyer des laitues, tomates, ça leur fait plaisir. Ça fait qu'il y a ça.

Il y a aussi l'idée que certaines personnes ne peuvent pas se payer – ça c'est une de nos clientes qui reçoit juste laitues, tomates, elle habite en résidence - ça fait qu'il y a l'idée aussi que certaines personnes ne se paieraient pas un panier de légumes à cause du prix. Ça fait qu'il y a une perception que c'est trop cher. Ça fait que ce qu'on a demandé à la communauté, on vend un panier à 22 \$, la valeur du panier est 22 \$, on leur demande de

3310 payer 32 \$, ça fait qu'il y a un excédent de prix, et ça nous permet de subventionner un montant équivalent de légumes. Ça fait que l'autre moitié de nos légumes, on les distribue à prix réduit. Ça fait que ça vient augmenter la participation, puis à date, ça marche très bien. Ça fait qu'on demande à ceux qui peuvent se le payer d'être un peu solidaire avec ceux qui peuvent moins se le payer.

3315 Et sinon, on a commencé à faire des marchés de quartier avec nos légumes. Ça fait que l'agriculture urbaine, on voulait voir si ça ne pouvait pas aussi dépasser l'idée de – dans les groupes communautaires, on voit souvent ça comme une œuvre de charité, mais on voulait être auto suffisant au point de vue financier. Ça fait qu'on voulait vendre une partie de notre récolte pour payer le programme. Parce qu'on est dépendant des subventions, puis d'une année à l'autre, on ne sait jamais ce qui va se passer.

3320 Ça fait qu'on fait deux marchés de quartier, un marché à la Petite Bourgogne qui est un quartier où l'idée était juste de changer l'alimentation des gens du quartier, ça fait que de vraiment offrir à plus bas prix les aliments, mais ils achetaient tout d'un producteur conventionnel. Ça fait qu'ils étaient contents de nous inviter à vendre nos légumes qui ne sont pas certifiés biologiques, mais qui sont cultivés selon les méthodes écologiques. Ça fait qu'on vend des légumes au marché de la Petite Bourgogne.

3330 Puis aussi depuis l'été passé, dans le quartier sur le coin Milton-Sainte-Famille dans le quartier Milton Park. C'est le Plateau qui nous a demandé de faire ça. Je ne sais pas si vous avez remarqué, mais ils se sont mis à agrandir les trottoirs; ils appellent ça des saillies de trottoirs, puis ils voulaient animer, *Projet Montréal* voulait redonner la place publique, les rues aux gens, et enlever un peu de place aux voitures, ça fait qu'ils ont dit : Est-ce que vous avez une idée pour animer ce coin-là? On a pensé à l'idée d'un marché Ça fait qu'on vend nos légumes de production urbaine à ce marché à chaque jeudi pendant l'été.

3335 Puis on invite aussi... en anglais, on a appelé ça un *pocket market*, dans plusieurs villes, on a le concept de *pocket market*, on a traduit ça comme *mini-marché*, mais c'est l'idée que les groupes communautaires peuvent servir d'intermédiaires. Les fermiers souvent d'aller

3340 à un marché par semaine, c'est beaucoup, deux marchés, c'est presque la limite et trois marchés, ils n'ont pas le temps, mais des fois, ils ont la production pour le faire. Ça fait que les groupes communautaires peuvent jouer l'intermédiaire et distribuer la récolte comme ça.

3345 Ça fait qu'on vend beaucoup de nos propres légumes, mais aussi on travaille avec certains fermiers pour vendre un peu de leur récolte. Et la beauté chez nous, c'est que nous on n'a jamais de perte parce que quand il y a des surplus au marché, on le ramène à la cuisine.

3350 Ça fait que ça c'est la Petite Bourgogne. Ça c'est le mini-marché. À la Petite Bourgogne, tout est vendu à prix réduit. C'est une des places où on peut distribuer des légumes pas chers parce que le quartier est dit un peu plus défavorisé. Mais Milton Park, c'est un peu plus mixte, ça fait qu'on ne savait pas quoi faire. Ça fait que ce qu'on a fait, on offre une carte-coupon; ça fait que pour 10 \$, on peut acheter une carte, mais ça vaut 20 \$ en fruits et légumes. Ça fait qu'à chaque fois qu'on dépense 1 \$ au marché, on poinçonne un trou dans la carte. Ça fait que c'est la solution pour rendre accessible les légumes à ce marché-là
3355 qui est dans un quartier un peu plus mixte.

3360 Sinon, il y a une grosse partie qui retourne à la popote roulante, ça fait qu'on jardine pour la popote, c'est sûr. C'est l'idée, comme j'ai dit tantôt, d'être autonome, c'est de pouvoir choisir ce qui rentre dans ce qu'on consomme. Ça fait que si on n'a jamais mangé des petits pois, ce n'est pas à 95 ans qu'il y a quelqu'un qui va nous dire de manger des petits pois. Ça fait qu'on est beaucoup à l'écoute des clients. Ça fait qu'on adapte nos repas et on est fier de pouvoir y mettre nos propres légumes.

3365 Je vais parler d'un autre projet qui est excitant. Pour nous, c'est nouveau. Puisque ça fait quand même maintenant 7, 8 ans qu'on parle d'agriculture urbaine, puis je pense qu'on a fait un bon travail de faire connaître ça parmi nos membres, on voulait ramener ça au début, puis dire aux gens : Oui, l'agriculture urbaine a beaucoup de potentiel et il y a beaucoup de choses à faire, mais il ne faut pas oublier qu'à la fin de la journée, ça va être les fermiers qui vont continuer à produire la grande partie de notre alimentation, ça fait que est-ce qu'on ne

3370 peut pas repenser ces terres-là en périurbains, les terres en marge de la ville pour réorienter la production pour alimenter les villes et non prendre ces terres-là pour, je ne sais pas, faire des champs de maïs pour envoyer ça je ne sais pas trop où?

3375 Ça fait qu'on a créé un projet qui s'appelle *Entre grange et gratte-ciel*. On s'est associé à un fermier qui travaillait dans l'ouest de l'île, à Senneville. On sous loue un acre de terre sur la ferme *Zéphyr* pour faire la production pour les programmes dont je viens de parler. Et aussi, il y a tout un aspect éducation/échange. Ça fait que pour nous, c'est une possibilité pour que les jeunes fermiers, la relève agricole, aient la chance de s'embarquer là-dedans, de voir c'est quoi non seulement travailler sur une ferme, de faire les mauvaises herbes, puis le travail comme ça, mais de gérer une ferme.

3380

On a un mentor qui travaille sur la ferme avec nous, mais ça va être des jeunes qui ont un peu d'expérience en agriculture, mais qui vont avoir la possibilité de maintenant travailler à gérer une petite ferme et aussi la possibilité d'amener des stagiaires pour qui c'est la première expérience sur une ferme. Sinon aussi de travailler avec des groupes de jeunes qui peut-être n'ont jamais mis les pieds sur une ferme, des jeunes un peu défavorisés. Ça fait qu'on va faire des visites comme ça. Puis de connecter les deux mondes de l'agriculture urbaine et périurbaine.

3385

3390 Et sinon finalement, évidemment, de reconnaître que ces terres-là dans l'ouest de l'île, c'est vraiment des joyaux et je pense que la plupart des gens ne reconnaissent même pas qu'elles existent, puis si on n'y fait pas attention, elles pourraient facilement disparaître. Ça fait que c'est très important de les mettre en valeur et de s'en servir aussi. Ça fait que de créer des modèles intéressants à répéter.

3395

Ça, c'est des photos de la ferme. C'est une carte de nos sites de production. Sinon, des petits projets plus innovateurs qu'on fait. On a commencé l'apiculture l'année passée. Ça fait qu'on a 4 ruches, 2 sur le toit au Santropol, puis 2 à l'Université McGill. C'est encore l'idée de reconnaître les abeilles comme des polinisateurs pour nos jardins en ville, mais aussi de créer des nouveaux apiculteurs parce que c'est une pratique qui se perd. Il y a de moins en

3400

moins de gens qui savent faire l'apiculture, ça fait qu'on est en train de former des jeunes à faire un métier super important. Entre autres, c'est ça les objectifs de ce projet-là. On offre des ateliers, bien sûr.

3405 Un nouveau projet qui nous est venu aussi par... un truc qu'on remarque, c'est qu'il y a
- bien, vous le savez tous, vous êtes là – mais il y a un engouement pour cette question-là en
ce moment, puis nous on arrive à peine à suivre; les gens nous arrivent avec des idées
merveilleuses, puis des fois, on n'a pas la capacité à l'intérieur de notre organisme. Comme
3410 quand on parle de perspective d'avenir, si c'était juste de reconnaître qu'il y a des centres
comme le nôtre, ce serait important d'avoir plus d'appui parce que nous on en suit plus. La
population est super intéressée à ça, mais...

3415 Ça c'est l'idée d'un projet où des gens de la communauté nous sont arrivés avec un
projet. On n'avait pas les ressources pour genre engager un *staff* pour faire ça, mais on leur a
dit, si vous voulez, on a des ressources, comme on a l'espace, on a de l'équipement. Vous
pouvez... Ça fait que c'est un projet d'arbres fruitiers où ils identifient des propriétaires
d'arbres fruitiers qui ne prennent pas le temps de faire la récolte ou qui n'ont pas la possibilité
de faire la récolte et eux, ils trouvent les bénévoles pour aller récolter les fruits, et là, ils font le
3420 partage : un tiers de fruits vont aux bénévoles qui les ont cueillis, un tiers est retourné aux
propriétaires d'arbres et l'autre tiers, ça revient au Santropol ou à un autre organisme
semblable.

3425 Finalement, juste pour dire que, c'est ça, on se trouve vraiment à jongler à un côté
productif. On a essayé de démontrer jusqu'à quel point on peut produire en ville et d'une
façon importante, significative, mais aussi on va toujours avoir un aspect d'éduquer parce que
je pense que le plus important, c'est de créer des espaces, un genre de porte d'entrée pour les
gens qui veulent se lancer dans le monde de la production agricole, puis leur permettre de
rencontrer d'autres gens qui ont des idées semblables, qui ont des intérêts semblables pour
3430 pouvoir voir se multiplier les projets un peu partout, parce que si tu arrives, imagine que tu
arrives en ville, tu ne connais personne, mais tu as ces intérêts-là, où tu vas pour rencontrer
d'autres gens?

3435 Ça fait que ces centres comme le nôtre, je pense que c'est important. Ça fait qu'on a aussi tout un aspect éducatif. On donne une série d'ateliers, des activités, on travaille avec des camps de jour et ça, ça demeure un aspect important, puis je pense que dans le communautaire, c'est vraiment ce qu'on fait. Nous, on a consulté nos membres pour préparer un mémoire et ce qu'ils nous ont dit, c'est que deux gros problèmes, c'était une question de perception que beaucoup souvent, ils vont dire, «ah, moi j'ai pas les habilités pour faire de l'agriculture ou bien «ah, ça c'est une activité de personnes retraitées» ou au contraire des personnes âgées qui pensent que c'est des trucs pour les jeunes idéalistes, mais c'est vraiment pour tout le monde. Puis c'est notre job de démystifier un peu ce monde-là.

3440 Sinon aussi de leur permettre d'identifier des opportunités ou des espaces parce que la plupart nous disent aussi «Je veux, mais où je peux jardiner?» Il n'y a plus de belles places. Les jardins communautaires sont pleins, puis les jardins collectifs sont très populaires et nous on a plein de... Ça fait que nous, notre job aussi, c'est de les aider à créer des nouveaux espaces et d'encourager la Ville à en créer. Parce qu'il y a certainement l'intérêt, mais des fois, c'est de mettre les ressources en place pour que ces gens-là puissent faire de l'agriculture urbaine. - Je vais arrêter là, je suis pas mal sûr que ça fait 10 minutes, puis on se parle tantôt.

3450 **Mme JUDY GOLD, présidente :**

3455 Merci beaucoup. On aura l'occasion de discuter avec monsieur Murphy tantôt. Notre prochaine paneliste est Magdoula Oudjit. Madame Oudjit est la coordonnatrice du réseau des Jardins collectifs de Villeray. Elle est ingénieure agronome et œuvre dans le milieu agricole depuis 22 ans. Depuis 2004, elle travaille pour le réseau des Jardins collectifs de Villeray où elle coordonne les différents programmes.

3460 **Mme MAGDOUDA OUDJIT :**

Bonjour! Je suis contente qu'il y ait beaucoup de monde qui s'intéresse à l'agriculture urbaine dans une grande métropole comme Montréal. Alors, nous, on est un réseau qui se

trouve au niveau d'un organisme communautaire, et ses activités touchent la sécurité alimentaire.

3465

Alors, nos objectifs à la maison de quartier, nos missions, c'est d'offrir aux résidents du quartier l'entraide pour subvenir à leurs besoins vers la fin du mois et on a des activités qui œuvrent ensemble afin de donner un réseau presque complet pour les résidents. Vers la fin du mois, ils peuvent acheter autre chose que la nourriture pour qu'ils puissent vivre aisément dans le quartier.

3470

Alors, à la maison de quartier, pour que les résidents puissent être à l'aise dans le quartier, y trouvent tout ce qu'ils veulent, alors la maison de quartier offre des cuisines collectives, elle offre l'activité de jardinage collectif, elle offre l'épicerie économique que dans certains quartiers, ils font les groupes d'achats. Nous on fait l'épicerie économique du fait que le quartier est très très pauvre, donc, les gens n'arrivaient pas à être dans les groupes d'achats. Donc, on a changé le système de groupes d'achats en épicerie économique. Les gens achètent par rapport à l'épicerie à l'extérieur, à 70% de rabais.

3475

On fait le parrainage des arbres fruitiers et on a des jardins balcons et on a tout ce qui peut aider les gens, les dîners populaires, soupers populaires, les dîners communautaires et aussi la banque alimentaire du quartier. C'est nous qui essayons de travailler dans ce domaine-là.

3480

Pour le côté jardin collectif, on a dans le quartier 13 jardins collectifs. On a une superficie de 1 777 mètres carrés et on a une production moyenne annuelle de 2 152 kilos et on a à peu près 500 kilos qu'on donne à la banque alimentaire de Villeray et on donne aussi pour des fêtes du quartier et aussi pour les dîners et les soupers qui se font dans le quartier.

3485

Et tous nos plants sont produits dans nos écoles du quartier et on a 10 serres intérieures qu'on produit les plants. Lorsqu'on dit « les serres », ce n'est pas les serres qui sont connues, des serres, des grandes serres commerciales. On a des serres pédagogiques

3490

dans les écoles parce qu'avec la loi de la commission scolaire, il ne faut pas qu'on dépasse certaine luminosité pour la sécurité des enfants.

3495

Alors, on a 6 écoles primaires qui sont avec nous dans le programme : 3 écoles primaires et 3 écoles secondaires. On a l'École secondaire Joseph-Charbonneau qui est vraiment avec les handicapés lourds et on a l'École Henri-Julien, c'est une école spécialisée des décrocheurs et on a l'École Georges-Vanier qui est une école polyvalente du quartier, et les 3 écoles primaires sont des écoles normales, il n'y a pas une spécificité particulière.

3500

Alors, l'École Joseph-Charbonneau et l'École Henri-Julien, ç'a été l'objectif parce que ce sont deux écoles qui sont jumelées parce que les décrocheurs peuvent aider beaucoup les personnes qui sont à mobilité réduite afin de réaliser un projet en commun pour dire, surtout l'autre objectif pour les décrocheurs pour qu'ils puissent voir d'autres personnes qui vivent des problèmes très lourds, que leur problème à eux, il suffit juste d'un petit effort et il peut être régler facilement.

3505

On a deux organismes communautaires qui sont avec nous pour la production des serres. On a le bureau de la communauté haïtienne avec les aînés, parce que c'est un projet qu'ils veulent faire avec l'intergénérationnel entre les jeunes et les personnes âgées pour qu'ils puissent mémoriser ou faire rassembler leur culture qu'ils ont laissée en Haïti, essayer de faire quelque chose avec leurs jeunes pour qu'ils n'oublient pas leur culture. Et on a un centre de plusieurs organismes qui nous offrent leurs lieux pour qu'on puisse produire nos plants.

3510

3515

Et on a deux CPE qui travaillent avec nous pour production de plants, c'est le CPE Mamie Soleil à Saint-Marc. La première année, on a commencé seulement avec un seul CPE et lorsque le projet a donné de très très bons résultats et les enfants, ils ont introduit dans leurs assiettes quelques légumes qu'ils ne voulaient même pas manger, mais grâce à la production de plants à l'intérieur, après les avoir fait à l'extérieur, les enfants en définitive, ils ont goûté et ils ont aimé le légume, donc, ils l'ont introduit dans leur alimentation.

3520

Et dans notre réseau, à part les jardins collectifs que nous on appelle les jardins conventionnels, on a les plantations d'arbres fruitiers. On fait le système parrainage. On est, je pense les premiers qu'on est dans le programme de développement durable de Montréal, de la Ville de Montréal, on a planté 120 arbres fruitiers et 60 arbustes à Villeray et sur le territoire de Montréal, on a planté 57 arbres fruitiers et on a jusqu'à maintenant une centaine de parrains qui nous ont aidés, qui ont parrainé les arbres. Les parrains n'ont pas le droit aux fruits, ils ont juste le droit à goûter le fruit, mais ils n'ont pas le droit à la récolte; la récolte est utilisée par les gens qui font l'entretien, qui font la taille, qui font l'arrosage. Ce sont eux qui bénéficient de cette récolte-là et une partie aussi, elle est donnée à la banque alimentaire de Villeray.

Dans notre projet avec Alternatives, on a introduit le projet des jardins-balcons. La première année, on a commencé avec une terrasse d'un organisme, Patro Le Prévost. Après, on a vu qu'il y a beaucoup de personnes qui étaient intéressées, alors, on a fait le projet de faire des balcon individuels. Pour les aménager, on a pu aider 180 balcon actuellement et on est techniquement... parce qu'on ne peut pas maintenant financer le projet, mais on a la technique qu'on donne à des personnes. On a à peu près une centaine de personnes qui nous appellent chaque année pour les plants et aussi pour le suivi de leur balcon.

Alors ça, c'est un type de matériel qu'on a. Alors, les gros bacs, c'est des bacs alternatifs, nous on les appelle « bac alternatif » pour faire la différence et la petite chaudière, c'est nous qui l'avons construit dans notre quartier du fait que les résidents ne peuvent pas acheter ces bacs-là. Donc, on a dit qu'il faut que les gens puissent produire leur matériel pour qu'ils puissent les utiliser à la maison. Donc, on a introduit les chaudières. Alors, tout ce qui est à l'intérieur, c'est recyclé, même le... C'est le système que... je ne sais pas si vous connaissez les bacs alternatifs, c'est presque le même système à part le tube qui est au milieu. C'est avec les pots de yogourt qu'on utilise à l'intérieur troué pour que l'eau puisse monter en haut et tout le matériel est recyclé. Actuellement chaque année, on a une vingtaine de personnes qui viennent pour qu'on puisse leur faire une formation pour produire ces chaudières-là pour faire les balcon chez eux.

3555 Alors ça, c'est un modèle d'un jardin de terrasse de la Maison des grands-parents. Ça, c'est les aînés qui font avec nous le projet. Eux, ils ont deux objectifs. L'objectif, c'est d'embellir leur terrasse et faire des activités avec les petits et les adolescents, et nous, c'est un objectif de la sécurité alimentaire parce qu'il y a des personnes qui utilisent les légumes pour la cuisine collective de la Maison des grands-parents.

3560 Ça, c'est l'école Marie-Favery. Notre objectif dans cette école-là, parce que les écoles du quartier qu'on a, qu'on travaille avec eux, il y a des écoles qu'on a enlevé l'asphalte pour mettre le jardin dans la cour d'école. Alors, pour ce terrain-là, on a dit, on a fait un autre objectif parce qu'il est situé vraiment entre plusieurs HLM et plusieurs maisons individuelles, c'est pour leur dire que même si vous n'avez pas un terrain, la terre, vous pouvez produire des
3565 légumes. Ce jardin-là, on a fait le système hydroponique avec les chaudières et les bacs alternatifs et le système traditionnel avec des bacs de recyclage et on a fait de la terre, et tout ça, et on produit.

3570 Donc, c'est un jardin qu'après deux ans de l'installation de ce jardin, on a eu une trentaine de personnes qui sont venues pour faire la même chose dans leur cour arrière parce qu'ils n'avaient que de l'asphalte. Donc, on a comme extrapolé le système dans ces cours arrière.

3575 Et dans notre quartier, on a commencé entre 2003 et 2006, on a eu 7 privés, mais actuellement, on a un seul privé avec qui on travaille, on a pris sa cour arrière pour la simple raison, pour les privés, nous on demande 3 ans que le privé ne demande pas son terrain parce que le privé lorsqu'il le donne, c'est automatiquement, il appartient au réseau; il ne lui appartient pas, la cour. Donc, du fait qu'on a vu après... donc, depuis 2003, que l'agriculture urbaine c'est un investissement. Toute agriculture c'est un investissement. Donc,
3580 automatiquement, tu ne peux pas investir et vers la fin, la personne, elle va rendre le terrain, soit si c'est un locataire ou un propriétaire qui vend la maison et tout ce que tu as investi, c'est perdu. Parce que nous, c'est des jardiniers qui sont du quartier autour qui sont dans ce jardin-là. Donc, tout le travail a été fait et, dans un sens, il est perdu.

3585 Alors, c'est à cause de ça que maintenant, chaque année, on prend un privé pour lui
montrer le système collectif de jardinage collectif qu'il peut faire avec ses voisins, parce que
s'il ne peut pas jardiner seul, il va le faire avec les voisins, mais on ne peut pas aller au-delà
de 3 ans parce que c'est un investissement. Nous, notre objectif pour les privés, c'est que ce
3590 sera plusieurs privés qui vont faire les jardins dans leur cour arrière avec le système collectif,
avec un petit social; ils vont faire un petit social entre les voisins pour jardiner ensemble.

 Alors, nous, tous nos terrains sont dans les écoles privés... dans les écoles du quartier
et nos objectifs avec les écoles, on est introduit dans les écoles avec le programme l'Estime
de soi. La première année, on est rentré par le programme Estime de soi, mais actuellement,
3595 on est dans les écoles par le programme de verdissement des cours d'école. Mais
malheureusement, la Commission scolaire n'a pas ajouté; elle a fouillé dans ses casiers et elle
a trouvé qu'il y a des règlements, que ce n'est pas facile de rentrer dans les écoles.

 Donc, il y a beaucoup de règlements que la Commission scolaire, elle m'a appelée
3600 l'année passée, ils ne savaient pas quoi faire avec mes jardins parce qu'on est là. Donc, ils ne
pouvaient pas nous mettre dehors, mais ils nous ont envoyé un écrit qu'on ne peut pas ouvrir
des nouveaux jardins dans les écoles. Il y a toute une démarche surtout d'analyse de sol, tous
les machins chouettes que nous, les organismes communautaires, on n'a pas assez de
budget pour satisfaire la demande de la Commission scolaire.

3605 Donc, actuellement, je suis obligée de rester dans les écoles seulement, je ne peux
pas ouvrir les autres. J'espère que la Commission scolaire va voir dans ces lois-là pour qu'elle
puisse régler un peu les problèmes pour qu'on puisse rentrer partout et faire les jardins sans
problème.

3610 Alors, le travail qu'on fait exactement avec les élèves, nous on n'est pas des
spécialistes, des intervenants particuliers, alors, on fait seulement le défi et le renforcement
positif qu'on fait pour les enfants. Et c'est avec l'aide des professeurs de l'école et les
intervenants de l'école.

3615

3620 Alors ça, c'est quelques exemples de nos jardins, les productions qu'on a. On a un programme de... tous nos jardins, on a un programme de compost, compostage, qui sont installés dans tous nos jardins et aussi actuellement, on est avec le projet de Centre communautaire de compostage Tournesol qui a ramené des nouveaux composteurs, qu'on est comme pilote pour cette année et si ça marche très bien, ils vont être généralisés dans tous les jardins.

3625 Alors, les contraintes réellement dans notre réseau c'est le financement qui n'est pas permanent et la Ville de Montréal jusqu'à maintenant, 3 années successives, je demande au moins d'ouvrir des jardins dans les parcs, parce qu'on a des grands parcs à Villeray qu'on peut utiliser facilement des bacs surélevés, parce que dans Villeray, on a des bacs surélevés, on a des jardins conventionnels, mais la Ville de Montréal n'a pas accepté de faire les jardins même avec des bacs dans les parcs.

3630 Suggestion, j'aimerais bien que la Ville de Montréal prenne les jardins collectifs ou tout autre agriculture dans le Plan de développement durable, que maintenant, actuellement, il est *loisir* parce que moi je suis dans la partie Villeray qu'on est dans la partie *loisir*, donc, ils peuvent nous dire « Ah, on arrête le programme » facilement. Et aussi, même s'il est dans le programme de développement durable, qu'il soit parmi les programmes prioritaires, c'est-à-dire comme l'agriculture urbaine va devenir... s'il y a une route à faire, c'est exactement la même chose, c'est une obligation pour la Ville qu'elle laisse là où sont installés les légumes; on aimerait bien qu'ils n'y touchent pas, que ça soit une priorité de la Ville. Aussi, il y aura des lois qui vont, c'est-à-dire protéger tout ce qui est relations avec les légumes qui sont plantés ou qui vont être plantés dans son territoire. C'est tout. Merci beaucoup.

3640 **Mme JUDY GOLD, présidente :**

3645 Merci beaucoup. Notre troisième paneliste, Gaëlle Janvier. Madame Janvier est chargée de projet des Jardins sur les toits Alternatives. Elle a poursuivi ses études en design de l'environnement, en urbanisme et en gestion de projets internationaux et possède une expérience pratique en horticulture écologique.

Depuis 2007, madame Janvier a travaillé chez Alternatives à plusieurs reprises où elle a contribué activement au projet des Jardins sur les toits, une initiative qui encourage la participation citoyenne dans le développement de nouveaux espaces verts comestibles et communautaires. Madame Janvier a coordonné et participé à des projets de sécurité alimentaire dans divers pays africains et latino-américains durant les dernières années. Madame Janvier.

Mme GAËLLE JANVIER :

Bonjour! Merci aux deux autres panelistes que je connais bien. Il y a des choses qu'ils ont déjà parlé. Moi, je vais essayer de me concentrer sur les besoins qu'ont les groupes communautaires pour développer des projets. Je vais faire un court historique de notre réflexion personnelle qui a commencé en 2002.

Alors, voilà. Ça, c'est une œuvre de Bangsby qui explique très bien où on en est rendu en fait dans la communauté. Alors, on a commencé avec 4 jeunes militants qui voulaient prouver ou développer des nouveaux espaces dans la communauté, puis ils ne voulaient plus d'excuses, donc que le site ne soit plus une limite au développement de l'agriculture urbaine. Donc, on a essayé toutes sortes de choses dont l'hydroponie simplifiée dans toutes sortes de bacs comme vous pouvez le voir, sur les balcons, dans des tubes, dans des cannes, etc.

Parallèlement à cette recherche-là, on travaillait aussi sur un site, parce que comme l'a bien expliqué madame, ce que nous on fait, c'est qu'on explore des nouvelles façons d'interagir avec le cadre bâti, l'environnement urbain, les cycles alimentaires, mais surtout, on encourage la participation citoyenne dans le développement de ces nouveaux espaces-là. Donc, c'est bien beau avoir une technique, mais il faut surtout des jardiniers.

Donc, cette recherche-là a été fait parallèlement avec des jardiniers, des bénévoles. Donc, là était vraiment ce partenariat avec le Santropol Roulant qui eux amenaient tous ces bénévoles formidables, puis qui essayaient les différentes techniques, puis on s'est arrêté à

3680 une qui marchait particulièrement bien, la *Trousse prêt à pousser* ou bac alternatif comme
disait Magdoua. Elle l'a expliqué quelque peu. En gros, ce n'est pas un système
d'hydroponie, l'hydroponie demande une dépendance extérieure à des engrais de synthèse,
3685 donc aussi une dépendance au pétrole. Alors, ici ce qu'on a, c'est donc moitié compost,
moitié terreau d'empotage. Donc, on arrive à revaloriser le compost qui est produit en ville.
Donc, on arrive à fermer des cycles. On a une réserve d'eau et puis, en gros, si j'arrive à
l'expliquer en 30 secondes, il y a de la terre qui est contenue dans le double fond, sur les
3685 côtés si vous pouvez voir, et puis ça va être absorbé par capillarité vers le haut, un peu
comme une éponge. Donc, il va y avoir un environnement hydrique constant.

3690 Les plantes potagères sont extrêmement exigeantes, donc, en ayant un contenant
comme celui-là, on arrive à avoir une bonne production. On va arroser directement dans le
tube, donc, c'est pour ça qu'on a un tube, pour ne pas venir compacter le sol puis ne pas
lessiver les nutriments. Donc, suite à toutes ces recherches-là, on a trouvé que ce bac-là était
le plus facile à utiliser, le plus productif, mais surtout il permettait d'être construit avec des
matériaux récupérés.

3695 Donc, les premières années, on ne voulait pas en produire. Donc là maintenant, on en
produit, vous pouvez venir en acheter à nos bureaux, mais l'objectif premier toujours dans le
renforcement des capacités locales, c'est que les gens les produisent eux-mêmes. Mais on
comprend qu'il y a des gens occupés ou paresseux, c'est à vous de décider, et puis, bon, on a
décidé peut-être d'en fabriquer; comme ça, ceux qui avaient plus d'argent et moins de temps
3700 pourraient aussi pratiquer l'agriculture urbaine hors sol.

3705 Jusqu'à maintenant, je dirais qu'on en a vendu environ 5 000-6 000, donc à Montréal,
aussi sur des toits à Toronto, au-dessus des restaurants surtout, dans des jardins
démonstratifs sur les toits, puis on en a produit avec des matériaux récupérés, environ 1 000.
Donc, environ 2 000 seaux qui ont été récupérés et puis d'innombrables pancartes électorales.
On a donné aussi énormément d'ateliers et puis on a surtout enseigné à d'autres groupes
communautaires à donner des ateliers. Donc, maintenant, je pense qu'on est peut-être une
vingtaine, trentaine de groupes communautaires qui donnons ces ateliers-là à chaque année.

3710 Donc, juste pour rappeler, parce que je pense qu'on ne l'a pas nécessairement
mentionné au courant de la journée, l'agriculture urbaine, la spécificité, c'est en fait que c'est
une agriculture urbaine qui est intégrée dans le tissu urbain. Donc, on a des ressources dans
la communauté. Ici, il y a des gens, il y a de la pluie qui d'ailleurs contamine avec le
ruissellement des eaux de pluie, qu'on doit ensuite payer très cher pour décontaminer. Ben,
pas décontaminer, mais pour filtrer. On a énormément de déchets organiques. On a des
3715 espaces sous utilisés. Et puis on a beaucoup de plantes qu'on peut utiliser pour faire des
purins, des fertilisants. Tout cela, en fait, il faut juste les reconnecter, puis là est la difficulté,
comme on a parlé ce matin. À quel département on le donne? Tout le monde travaille en silo.
Il faut que tout le monde travaille conjointement. Donc, des tables de concertation sur ces
enjeux-là, c'est essentiel.

3720 Alors, nous ce qu'on fait, on travaille surtout, on appuie des partenaires dans les
diverses étapes de développement de jardins urbains afin d'assurer leur pérennité et leur
appropriation par la communauté. Donc, nous-mêmes on n'a pas de jardin. Ce qu'on va faire,
c'est toujours travailler avec des partenaires et parfois on va *paire* différents partenaires qui
3725 ont peut-être moins l'habitude de travailler ensemble.

 Par exemple, bon, si je peux donner l'exemple du Santropol Roulant, on va travailler
avec les universités, une popote roulante qui est le Santropol. Donc, évidemment, on fait tout
ça ensemble, ce n'est pas attribué seulement à notre activité. On va voir les gens avec qui on
3730 a travaillé, mais je voudrais surtout qu'on voie les étapes de développement de projet pour que
peut-être ça vous inspire aux besoins que ces projets-là ont.

 Donc, effectivement, il y a des groupes qui veulent faire des projets d'agriculture
urbaine, mais ils se sentent insécures, comme l'a rapporté Tim. Ils ne sont pas certains de par
où commencer, puis habituellement, ils ont beaucoup de connaissances, mais il leur manque
3735 certains bouts. Donc, c'est juste de leur donner cette petite poussée. Puis je pense que le
mandat que nous avons est extrêmement important. C'est un mandat de service-conseil, puis
ce matin, il y a un agronome qui venait dire, est-ce qu'il y a un centre où quelqu'un peut
appeler pour avoir des services d'agronomie? Est-ce qu'il y a un centre qu'on peut appeler

3740 pour avoir des services au niveau de gestion de projets et puis de montage de projets d'agriculture urbaine? Ben, je dirais que non. Au niveau de la Ville, il n'y en a pas. Nous, on occupe ce rôle-là, mais est-ce que c'est vraiment le rôle d'un groupe communautaire? Mais est-ce que c'est le rôle de la Ville? On peut se le demander.

3745 Donc, un projet d'agriculture urbaine, c'est beaucoup plus complexe qu'on peut le penser parce qu'il peut y avoir une diversité d'acteurs, de produits, l'échelle peut être aussi très variable, l'espace, les types de techniques aussi et puis le motif même. Si on choisit quelques éléments, tout ça, ça va nous faire notre projet d'agriculture urbaine d'où la diversité de tous les projets qu'on retrouve sur le terrain. Habituellement, c'est comme un *patchage*, un
3750 petit puzzle de tous ces concepts-là ensemble.

 Donc, ce qu'on fait avec nos partenaires. Ce qu'on va commencer par faire, c'est la formulation du projet. Ça, le plus possible, on va essayer de le faire avec la communauté. Donc, le plus on a de temps avec la communauté, le plus ces gens, cette collectivité-là
3755 développe le projet autour de leurs besoins. Donc, ce n'est pas venir bombarder une idée, mais c'est vraiment de eux la développer pour répondre à leurs besoins.

 Donc, quels sont les besoins? Qui veut être inclus là-dedans? Évidemment les objectifs, donc, les objectifs, on peut parler de sécurité alimentaire, on peut parler de loisir, on
3760 peut parler d'embellissement du territoire. Et puis évaluer les ressources institutionnelles et communautaires disponibles. Habituellement, on a énormément de choses dans la communauté, puis ça aide d'avoir un intervenant pour venir les cibler parce qu'il a peut-être une meilleure connaissance du terrain.

3765 Ensuite, établir une structure de gestion très compliquée. Les jardins communautaires sont assez simples, chacun fait ses choses. Les jardins collectifs ont tous des systèmes de fonctionnement très différents et c'est par ces constructions collectives qu'on arrive à avoir tous les autres bénéfices de l'agriculture urbaine qui est autre que de la production.

3770 Puis ensuite, définir un budget, qui est souvent nul, mais, bon... Aménagement, là
réside aussi beaucoup de l'aide qu'on donne aux groupes. Identification du site. Donc, il y a
des groupes qui veulent faire des projets, mais qui n'ont pas nécessairement un site pour le
faire. Donc, les institutions sont une place formidable pour le faire et puis elles sont souvent
très permissives après quelque temps. Il y a aussi tous les règlements municipaux en lien
3775 avec ça, les facteurs environnementaux, climatiques et l'accès et la sécurité.

Donc, sur les toits, même si on s'appelle Projet des jardins sur les toits, on conseille
rarement les gens de faire les projets sur les toits, puis on leur demande de regarder autour
d'eux. Il y a des cours d'école qui voulaient... il y a des écoles qui me demandaient de faire
3780 des serres sur le toit, puis il y avait, je ne sais pas, 10 mètres carrés de gazon avec des côtes
en gazon, puis je disais : « Pourquoi vous ne le faites pas là? Ça ne va absolument rien vous
coûter. » Alors, on est aussi dans ces idées-là d'essayer d'aller vers la simplicité. Il y a
extrêmement de terrains qu'on peut utiliser à très faible coût en ce moment à Montréal. Il faut
être créatif.

3785 Ensuite, le plan d'aménagement, toujours en aménageant selon les besoins de la
communauté, donc du hors sol, en sol, pour des personnes handicapées, en perte
d'autonomie. Donc, identifier les éléments souhaités. Donc là, on a parlé du compost, mais
aussi de la récupération des eaux de pluie, extrêmement important. Il y a aussi des toilettes
3790 de compost, qui est, je pense illégal sur le terrain à Montréal. Il y a aussi de l'apiculture et
autres éléments qu'on pourrait vouloir. Il faut déterminer l'emplacement de ces différents
usages, puis il y a des places où c'est illégal.

3795 Par exemple au Cégep du Vieux-Montréal, on ne peut pas faire de compost. Il y a
aussi énormément d'arrondissements où on ne peut pas faire d'apiculture. Donc, aussi il faut
garder en tête pour revenir aux règlements municipaux.

3800 Puis dessiner le plan du site et le plan horticole. Trop souvent, on doit le faire...
souvent on demande à un horticulteur de le faire. Le mieux, ce serait de former la collectivité
à le faire eux-mêmes pour qu'eux puissent continuer, utiliser ces connaissances dans l'avenir.

Ensuite, utiliser, choisir la technique appropriée, puis on va construire tout ça et là encore, on a besoin d'aide au moins pour la première année ou peut-être pour la deuxième année. Une fois qu'on offre ce soutien-là, c'est des gens qui vont être ensuite autonomes dans l'avenir ou qui vont avoir besoin d'un soutien ponctuel.

3805

Donc, la coordination du projet. En fait, nous on est des coordonnateurs de projets. Qu'est-ce qu'on fait? On fait énormément de choses, on est très occupés. Souvent on va mobiliser la communauté autour du processus justement de design, autour de tous les processus décisionnels qui sont venus antérieurement. Ça, ça va créer tout cet aspect de... ça va fomentier la collectivité. Ça va aussi sortir les gens de l'isolation. Et puis on va donc déterminer les horaires de jardinage, etc.

3810

Le but aussi du jardin, c'est le transfert de connaissances. C'est des jardins démonstratifs souvent des jardins collectifs, puis c'est dans le but de multiplier les initiatives. Donc, on va donner des formations, on va faire un entretien, des animations, des sessions de jardinage. Quel genre d'ateliers? Bon, ça c'est les ateliers de base que devrait suivre un citoyen pour devenir un jardinier.

3815

Qu'est-ce qu'on a besoin à Montréal? On n'a pas nécessairement besoin d'espace, on peut en trouver, c'est possible. On a besoin peut-être de l'argent pour monter ces espaces-là, mais on a surtout besoin des jardiniers. Puis pour former des jardiniers, c'est un travail continu et ce n'est pas des projets ponctuels qui peuvent créer des jardiniers; c'est vraiment un travail à long terme.

3820

Pour plus d'informations, vous pouvez lire le guide *Pour réaliser son jardin alimentaire sur le toit* qui est un peu un résumé de ce que je viens de vous présenter. Il y a aussi énormément de projets *Carrot City*, moins dans la gestion de projet, mais vous explique toutes sortes de projets qui pourraient vous inspirer à participer à la consultation. Sinon, ça c'est des projets avec lesquels... les partenaires avec lesquels on a travaillé dans les dernières années.

3825

3830

Ça, je vais juste vous les passer rapidement, c'est certain... Ça c'est le jardin du Roulant en 2007, personnes âgées. On a des écoles. C'est notre projet aussi à Haïti avec 300 familles.

3835 Donc, ma conclusion, ce serait que l'agriculture urbaine peut avoir énormément de bénéfiques pour la communauté et je pense qu'on l'a mentionné ce matin et on le mentionne continuellement, mais pour se faire, il faut donner le soutien approprié et puis c'est surtout au niveau social qu'il faut le faire. Et puis le soutien social peut nous rapporter économiquement, donc, je vois qu'il y a beaucoup de gens qui sont allés au panel économique, mais en fait, il faut se rappeler qu'en améliorant les conditions de vie, en améliorant l'environnement urbain, on sauve énormément de coûts à la communauté, puis on crée des sociétés en santé. Voilà.

Mme JUDY GOLD, présidente :

3845 Merci beaucoup, Madame Janvier. Merci à nos trois panelistes. On passe maintenant à la période de questions et de commentaires. Je vous invite à vous approcher des micros. Je vous invite à poser des questions aux panelistes et aussi à partager avec nous vos réflexions, votre expérience, vos souhaits et vos projets d'avenir.

3850 Est-ce que quelqu'un veut... Oui. J'aimerais vous rappeler qu'on est particulièrement intéressé à connaître les problèmes et les obstacles que vous avez rencontrés et que vous rencontrez dans la pratique de l'agriculture urbaine et on est aussi particulièrement intéressé à connaître vos opinions sur les perspectives d'avenir.

3855 Alors, Madame, pouvez-vous vous identifier, s'il vous plaît?

Mme MARIE MARCIL :

3860 Oui, mon nom est Marie Marcil. Je cultive moi-même ma terrasse depuis plus de 25 ans et j'ai donc dû inventer ce système de boîtes et m'installer dedans avec le *gun tacker* et tout ça, et j'entrais dans mes boîtes. Donc, elles étaient plus grosses que moi. Et j'ai fait des

expériences qui se sont avérées plus ou moins bonnes : des fois, je mettais beaucoup trop de terre, mes boîtes étaient hautes comme ça, enfin...

3865 Je n'avais aucune aide à l'époque, ça n'existait pas. Je suis en plus franc nord et mon balcon a 50 pieds comme ça, mais je suis franc nord, c'est-à-dire que le soleil se lève là et je vois un peu l'ouest le soir. Donc, j'ai fait des essais qui... ç'a été terrible. On m'avait dit : pense pas de faire de tomates, oublie ça, tu n'as pas de soleil. Pense pas de faire ci... Et c'est le contraire. C'est ce qu'on m'a dit que je ne réussirais pas que j'ai réussi et l'inverse.

3870 Je me suis installée avec mes petites semences de radis comme je faisais lorsque j'étais enfant et mes carottes et j'avais un feuillage fantastique. Des radis comme ça, c'était magnifique et lorsqu'on tirait, on avait un cure-dent. Ça, ç'a été les débuts. Je me suis aperçue, personne ne pouvait m'expliquer pourquoi, j'ai pensé, j'ignore encore si j'ai raison, mais j'ai pensé que parce qu'il n'y avait pas de soleil, la synthèse ne se faisait pas jusqu'à la racine. Est-ce que c'est ça? En tout cas, pas de carottes, pas de radis, pas de navets, pas de rien, de légumes racines. On oublie ça. Pas de légumes d'hiver, sauf le chou.

3880 Donc, je me suis embarqué avec des tomates, succès parfait, mais il s'agit à ce moment-là qu'elles soient déjà poussées. On va les faire planter chez un voisin qui lui a du soleil et dès que les tomates arrivent, je vais les chercher et là, j'ai des tomates jusqu'au mois d'octobre. Et la même chose avec les poivrons, les concombres, les aubergines, enfin tout ce que vous voulez qui est légume... les petits pois, pas de problème, tout ce qui est légume dans les airs. Je vous le dis pour éviter ce problème-là que moi j'ai eu.

3885 Par contre, des bacs, j'en ai fait et ce ne serait pas par paresse que je n'en ferais pas, mais c'est mon âge. Je me vois mal à 70 ans embarquer encore comme je le faisais avec mon *gun tacker*. J'oublie ça disons.

3890 Je voulais savoir où on peut trouver des bacs maintenant si toutefois je veux renouveler mon cheptel de bacs? Ils ont 4 petits trous, hein, c'est pour ça que je me permets d'appeler ça un cheptel, ils ont 4 petites pattes en dessous.

Mme GAËLLE JANVIER :

3895 Merci pour le témoignage. Justement, ça témoigne que peut-être c'est utile d'avoir un appui aux citoyens qui désirent développer de l'agriculture urbaine. Mais les bacs sont disponibles à notre bureau, donc sur du Parc et Pins, puis ils sont aussi disponibles à la Coop de la Maison verte à NDG pour les gens qui sont plus disponibles la fin de semaine.

3900 **Mme MARIE MARCIL :**

C'est combien?

Mme GAËLLE JANVIER :

3905

C'est 40 \$.

Mme MARIE MARCIL :

3910

Et c'est grand comme?

Mme GAËLLE JANVIER :

3915 C'est grand comme un bac de recyclage et puis c'est produit au Québec d'où le coût un peu plus élevé avec des matériaux récupérés à 50%, puis protection UV.

Mme MARIE MARCIL :

3920 Ce que je prenais me revenait aussi cher parce qu'il fallait que j'achète le bois, puis l'isolant, puis le géotextile. Tout ça revenait aussi cher.

Mme GAËLLE JANVIER :

Je le dis pour les plaintes au niveau du coût. Comme ça, on peut l'éviter tout de suite.

3925 **Mme JUDY GOLD, présidente :**

Alors, merci beaucoup. Merci. Madame?

Mme SABINE COURSIER :

3930

Sabine Coursier de la Ville de Montréal. Moi, c'est plus un commentaire. Déjà bravo et merci pour vos présentations. Parce que je connaissais déjà vos organismes, mais j'ai encore appris sur vos projets, votre dynamisme et puis les belles initiatives que vous menez.

3935

Je voulais juste faire un petit commentaire par rapport aux conseils horticoles. La question a déjà été posée ce matin, mais je voulais souligner à nouveau que le Jardin botanique a une équipe de préposés aux renseignements horticoles. Donc, ils peuvent répondre à toutes sortes de questions si vous avez des problèmes avec vos tomates ou vos courgettes ou autres. C'est sûr que ça va être des questions vraiment de nature horticole et ce n'est pas du tout le même rôle que joue Alternatives plus par rapport à des projets dans leur ensemble, mais c'est quand même utile de la savoir. Ça peut intéresser beaucoup de gens. Alors, merci.

3940

Mme GAËLLE JANVIER :

3945

Il y a aussi les animateurs aussi dans les quartiers qui peuvent être pratiques. Dans les jardins communautaires, il y en a parfois où il y a des animateurs très compétents. Il faut le dire.

Mme SABINE COURSIER :

3950

Qui offrent des conseils aussi.

Mme GAËLLE JANVIER :

3955

Oui, oui.

Mme SABINE COURSIER :

3960

Ils sont disponibles. Merci.

Mme JUDY GOLD, présidente :

Merci. Oui.

3965

Mme LORRAINE :

Bonjour! Je m'appelle Lorraine. Cette année, je travaille avec Action Communautaire à NDG et aussi en partenariat avec la Commission Scolaire English-Montréal. Je commence un nouveau jardin dans une école à NDG, St Monica, c'est une école primaire.

3970

Alors, j'étais juste curieuse avec madame Oudjit si vous pouvez expliquer un peu plus vos jardins à vos écoles.

Mme MAGDOUDA OUDJIT :

3975

Alors, nous, ça fait depuis 2004 qu'on est rentré dans les écoles dans le quartier. À ce moment-là, la Commission scolaire ne regardait pas ses lois à la lettre parce qu'il y avait... elle a lancé, elle a lancé le programme de verdissement d'écoles, l'École verte Bertram, je ne sais

3980 pas quoi, *Evergreen*, toute une armada de prestige. Donc, à ce moment, elle ne regardait pas ses lois.

3985 Actuellement, il y a l'École Saint-Barthelemy, l'école qui n'est pas internationale, régulier, ils voulaient faire le jardin dans l'école, et comme dans le quartier, ils nous appellent, nous on se déplace, on voit le terrain s'il est adapté ou non. On lance la procédure normale. Eux lorsqu'ils ont lancé la procédure, la Commission scolaire de Montréal - je ne sais pas NDG, c'est qui le commissaire, comment il est, nous - le commissaire est avec nous, il nous a aidé à fond, mais pour ce problème-là, la Commission scolaire a sorti deux lois. Il y a une loi pour le terrain, il y a une loi pour le building, la structure à l'extérieur qui ne nous permet pas de faire un jardin. Sur ces lois, c'est la Commission scolaire qui peut répondre.

3990 Alors, ils nous ont répondu : « Vous n'avez pas le droit de faire le jardin. » Moi j'appelle le monsieur, j'ai oublié son nom, j'ai dit : « Regarde Tu dis que je n'ai pas le droit. Il y a quelque chose qui cloche parce que j'en ai déjà. » J'ai trois écoles qu'on est actuellement... on est dedans, trois primaires et trois secondaires et j'en ai deux qui sont autonomes maintenant. « Alors la loi, pourquoi c'est maintenant que ça paraît? » Il s'est informé, il m'a envoyé un écrit : « Oui, c'est vrai, vous êtes dans les écoles, on ne peut pas vous faire sortir, mais vous ne pouvez pas faire d'autres nouveaux parce qu'il y a deux règlements qui existaient. » Ce n'est pas que c'est nouveau le règlement. Ils existaient, mais ils ne les ont pas appliqués.

4000 **Mme LORRAINE :**

O.K.

4005 **Mme MAGDOUDA OUDJIT :**

À cause qu'à ce moment-là, il y avait toute l'école verte, le verdissement, les arbres partout. Même la Ville de Montréal, on est rentré avec la Ville de Montréal pour les arbres fruitiers parce que le prestige, à ce moment-là, il y avait, je ne sais pas, le maire Tremblay a

4010 même parrainé un arbre. Donc, ils ont passé la loi et on est rentré. Donc, ça dépend du moment qu'on fait le projet. Alors, actuellement avec la Commission scolaire... dans votre zone peut-être parce que ça fait longtemps qu'ils voulaient faire l'école, donc, qu'ils ont répondu positif maintenant.

4015 **Mme LORRAINE :**

Oui. Pour mon école, ce n'est pas avec la Commission scolaire de Montréal, c'est la Commission Scolaire English-Montréal, alors, c'est peut-être des lois...

4020 **Mme MAGDOUDA OUDJIT :**

Peut-être que c'est différent. Moi je parle de Commission scolaire de Montréal. Pas d'autres. Parce que les autres, je ne sais pas. C'est Montréal que je...

4025 **Mme LORRAINE :**

Donc, pour les jardins qui existent déjà, est-ce que c'est vous et votre organisme qui coordonné le jardin? Comment ça fonctionne?

4030 **Mme MAGDOUDA OUDJIT :**

On est les responsables directs de ces jardins. Donc, c'est nous qui parlons avec la direction, comment on va le faire, avec les professeurs qui sont avec nous dans le projet, plus nous on a des adultes qui sont dans le jardin. Le jardin de l'école, s'il n'y a pas d'adultes, s'il n'y a pas de jardiniers, ça ne marche pas parce que l'école s'arrête en juin et on a deux mois où il n'y a rien du tout, automatiquement, ça ne marche pas.

4035
4040 Donc, nous, les jardiniers, ils sont dans l'école et l'école... c'est-à-dire que ce n'est pas une interdiction, c'est le projet qui était dès le départ, à partir de fin avril, les jardiniers adultes du quartier vont être dans le jardin.

Mme LORRAINE :

Donc, ça change comme un jardin communautaire, un jardin collectif pendant les mois d'été?

4045

Mme MAGDOUDA OUDJIT :

C'est un jardin collectif.

4050

Mme LORRAINE :

O.K.

Mme MAGDOUDA OUDJIT :

4055

C'est un jardin collectif et la collaboration, elle est faite comme ça avec l'école. C'est-à-dire que l'école, elle sait que même... On a une année qu'il y a une école qu'on n'avait pas d'enfant qui travaillait avec nous, mais on était autorisé de rentrer dans l'école à faire le jardin avec les adultes parce que nous on n'a pas de terrain. Donc, ç'a été la convention entre l'école.

4060

C'est-à-dire que nous, notre objectif, c'est de produire des légumes. Les jardiniers produisent des légumes pour manger et l'école, c'est un outil pédagogique. Et les gens qui veulent voir comment on travaille avec les élèves, on a un document qu'on a fait qui s'appelle *Éducation via le jardinage* qui est publié sur le site de l'UQÀM et en même temps à la Bibliothèque Nationale. Vous allez voir la procédure, comment on fait.

4065

Mais nous, c'est un programme scolaire, pas parascolaire : il y a un professeur qui travaille avec nous durant la classe. On fait un programme selon ses objectifs parce qu'il y a des professeurs qui veulent travailler la langue, d'autres qui veulent travailler le comportement, d'autres qui veulent travailler les sciences. Donc nous, on répond à l'objectif du professeur.

4070

Mais on a nos adultes qui sont dans le jardin, qui travaillent énormément, mais c'est nous qui finançons à 100%. L'école, ils nous donnent juste le terrain.

4075 **Mme LORRAINE :**

O.K.

4080 **Mme MAGDOUDA OUDJIT :**

Je le dis, mais je les remercie beaucoup parce qu'on a l'électricité qu'on utilise pendant l'hiver, l'eau, parce que si je vais payer le terrain, l'électricité, tout ça, ça va revenir trop cher. C'est ça la collaboration qu'on a. On a la classe, parce que l'école, on commence en février, on finit en juin et on les reprend en septembre et on finit à la mi-novembre. Donc, mai... c'est-à-dire qu'ils ne paient rien du tout, mais aussi ils nous autorisent à utiliser les lieux comme j'ai dit, à 100%. Je le dis vraiment, je les remercie à 100%.

4085 **Mme LORRAINE :**

4090 Si je peux me permettre une question...

Mme MARIE MARCIL :

4095 À propos de cette fameuse loi, je sais qu'il y a une cinquantaine d'années, il y avait une loi qui a passé dans certaines commissions scolaires, Verdun, Longueuil, etc. Ça s'appelait *Parc École*. Je suis sûre qu'on pourrait aller chercher cette vieille loi pour pouvoir utiliser les terrains de l'école parce que cette vieille loi permettait à l'intégration, ça s'appelait *Parc Ecole*, c'est le président de la Commission scolaire de Verdun qui avait inventé ça et on pouvait utiliser les terrains scolaires en dehors des heures scolaires, donc, les activités, l'eau, etc., et il fallait que ce soit sur le plan paroissial. C'était tridimensionnel, c'est-à-dire les jeux, 4100 ça aurait pu servir à la plantation, et il fallait que la commission scolaire et le curé de la

paroisse, je crois, à l'époque, mais peut-être que ça a changé à ce moment-là, mais je crois qu'on pourrait peut-être aller chercher cette vieille loi de *Parc École*.

4105 **Mme MAGDOUDA OUDJIT :**

J'aimerais bien.

4110 **Mme JUDY GOLD, présidente :**

Merci beaucoup. Oui?

4115 **Mme SARAH FRÉCHETTE :**

Bonjour!

Mme JUDY GOLD, présidente :

4120 Bonjour!

Mme SARAH FRÉCHETTE :

4125 Bonjour! Mon nom est Sarah Fréchette. Je suis zoologiste et technicienne en architecture, puis dans le fond ma passion, c'est l'habitation écologique. Justement je m'appête à faire un projet d'apiculture urbaine sur un toit commercial à Montréal cet été dans quelques semaines. Ma question, c'est vraiment une question générale. Donc, ceux qui veulent participer à la réponse, c'est ouvert à vous.

4130 Dans le fond, je me demandais avec, dans le fond, au Québec, on a quand même une saison d'agriculture et de récolte qui est assez courte et je me demandais si, soit vous faites quelque chose ou encore vous encouragez la population à faire quelque chose pour conserver

4135 les aliments pour avoir une saison d'alimentation et d'autonomie alimentaire plus longue pour pouvoir passer les mois d'hiver où est-ce que les produits frais ne sont pas nécessairement disponibles? Si vous faites quelque chose ou encouragez quelque chose à ce sujet-là?

M. TIMOTHY MURPHY :

4140 Oui. Je dirais que ça commence d'abord comme par le choix des cultures aussi. Il y a plusieurs cultures qui poussent très bien au début, au printemps et plus tard à l'automne. Ça fait qu'on peut manger frais plus tard qu'on pense et plus tôt qu'on pense, mais sinon, c'est sûr qu'on fait beaucoup de transformation. Au Santropol en tout cas, on a la cuisine pour le faire, ça fait qu'on en profite, la chambre froide et tout ça.

4145 Même dans le choix de ce qu'on va planter comme par exemple, on sait que probablement qu'on aura... avec notre projet de ferme, on va avoir des surplus, mais ce qu'on plante en trop, c'est des cultures qui se gardent bien, des patates, des légumes racines surtout qui se gardent très bien dans un sous-sol.

4150 Il n'y a rien de nouveau, tout a déjà été fait. Il y a des gens qui vivaient très bien, ben, très bien... qui vivaient de leur propre production. On a juste à regarder un peu en arrière pour voir ce qui est possible. C'est à encourager. Le problème, c'est que les gens ont oublié comment faire beaucoup de ces trucs-là, mettre des choses en conserve, et tout ça. Ça fait qu'une des choses que le communautaire peut faire, c'est d'enseigner aux gens comment faire.

4155

Mme MAGDOUDA OUDJIT :

4160 Alors nous dans Villeray, on a des ateliers qu'on donne au mois d'octobre en ce qui concerne la conservation des légumes. Alors, on le fait pour les fines herbes, pour les conserver, on le fait aussi pour les légumes. C'est avec les animateurs de cuisine collective qu'on fait cet atelier chaque année parce que nous on récolte jusqu'à la fin octobre, jusqu'à la première semaine de novembre. Donc, on fait ces ateliers pour que les gens puissent

4165 conserver leurs légumes longtemps. Et il y a des jardiniers qui sont vraiment... je pense que c'est des spécialistes dans la conservation.

Mme GAËLLE JANVIER :

4170 La majorité des projets qui donnent des ateliers, qui sont animés, ont des projets de conservation alimentaire à la fin de la saison. Puis la conservation aussi des semences qui est un autre enjeu, mais...

Mme JUDY GOLD, présidente :

4175 Merci. Monsieur Wees?

M. DAVID WEES :

4180 Bonjour! David Wees, Université McGill. Ma question en fait, c'est pour les trois panelistes. Ce matin, madame De Courcy avait parlé un petit peu de certains des problèmes à planter des arbres fruitiers dans des cours d'école. Elle disait entre autres les problèmes de vandalisme. Je me demandais, puis c'est une question pour les trois panelistes : Est-ce que d'après vous, c'est vraiment un problème? Si oui, qu'est-ce qu'on peut faire pour réduire les problèmes de vandalisme dans les jardins plus ou moins publics?

4185

Mme MAGDOUDA OUDJIT :

4190 Alors, vous avez posé la question pour les arbres fruitiers dans les écoles et le vandalisme. Alors, pour ce qui est concerne la plantation des arbres fruitiers dans les écoles, la Commission scolaire nous a dit que le moment de la production, il a les fruits qui tombent par terre et tout ça. Après, nous on a répondu : « Nous, on a des jardiniers qui sont là pour récolter parce qu'on a une banque alimentaire qui va prendre ces fruits-là. » Mais elle a évoqué, parce qu'à l'École Jeanne-Mance qui se trouve au centre-ville, l'école secondaire, alors, je ne sais pas l'organisme communautaire qui est dans ce quartier-là, elle n'a pas sa

4195 part des choses, donc automatiquement, la Commission scolaire l'a interdit parce qu'il y avait une erreur d'un organisme dans une école.

Donc, ils permettent les petits fruits, parce qu'il y a des oiseaux qui vont manger, donc, c'est sûr que ça ne va pas tomber par terre, mais les fruits, comme on dit, les pommes, les
4200 poires, et tout ça, ils les ont interdit, mais c'est-à-dire, eux, ils disent: « On a interdit. » Mais on a demandé un règlement définitif, ils ne l'ont pas comme règlement, mais c'est une protection pour la cour d'école.

Pour le vandalisme, nous ce qu'on fait dans notre quartier, les premières années, c'est
4205 normal. Lorsque tu ouvres un jardin ou tu plantes un arbre, automatiquement c'est nouveau : donc, tous les gens viennent. Mais nous à Villeray, on ne l'appelle pas vandalisme parce qu'ils ne cassent pas. Donc, ils vont prendre, mais chaque année, c'est la même chose. On s'est rendu compte après la troisième année : rien n'est touché, ni le jardin, ni l'arbre. On dirait que les gens, c'est rentré dans leurs habitudes. Ah, en définitive, ça appartient... parce qu'ils
4210 voient qu'il y a des groupes qui sont là; ce n'est pas une personne, c'est des groupes de personnes qui sont là pour cette culture-là, automatiquement, ils arrêtent.

Nous, c'est ce qu'on vit dans notre quartier. Je ne sais pas dans les autres, mais dans notre quartier, ils arrêtent, ils arrêtent carrément de prendre. Des fois lorsqu'ils nous trouvent
4215 dans le jardin avec le groupe, ils viennent. « Ah, c'est vous. Vous faites ça comment? Comment on peut rentrer? Comment intégrer le groupe? » On leur explique et après, ils deviennent avec le groupe.

Mais on essaie de... Et on n'écrit pas des affiches parce qu'une année, on a... on ne
4220 sait pas, on a dit, on va essayer. On a écrit une affiche « Ça appartient à un organisme... » et tout le machin chouette d'écriture bien faite. La réponse des gens du quartier qui étaient autour de notre jardin? Ils ont enlevé la plaque, ils l'ont mise par terre, ils l'ont piétinée et ils ont cassé une tomate, juste un plant de tomates, pas plus pour nous dire qu'on ne leur fait pas confiance à ces gens-là.

4225

Eux, ils nous ont dit d'une autre manière. « Vous nous faites pas confiance, on vous fait pas confiance. » Lorsqu'on a enlevé la plaque, il n'y avait aucun problème.

Mme GAËLLE JANVIER :

4230

Moi, j'ai bien aimé l'intervention de madame De Courcy parce que comme elle mentionnait, c'est qu'il n'y avait plus de fruits, donc c'était du vandalisme. Mais ça veut dire que les fruits sont allés quelque part. Donc, je ne vois pas vraiment où est l'enjeu?

4235

Donc, effectivement, les jeunes ne l'ont pas mangé. Donc, ça revient un peu à c'est quoi nos objectifs. Est-ce qu'on veut une amélioration des conditions de vie de la communauté? Est-ce que c'est ça nos objectifs ou est-ce qu'on veut absolument que ce soit les jeunes en septembre qui mangent les fruits?

4240

Si effectivement c'est les jeunes en septembre qui mangent les fruits, ben, on peut trouver des moyens. Effectivement après un certain nombre d'années, le projet est mieux connu, ce n'est d'ailleurs plus notre projet, c'est bien le projet de la communauté. Donc, c'est eux qui peuvent le gérer comme ils le veulent, mais en tout cas, je ne l'interprète pas comme étant du vandalisme en tant que tel.

4245

Mme JUDY GOLD, présidente :

Ça veut dire que la récolte appartient à qui? À la collectivité?

4250

Mme GAËLLE JANVIER :

À qu'est-ce qu'eux choisissent. C'est ça, ce n'est pas...

Mme JUDY GOLD, présidente :

4255

Oui.

Mme MAGDOUDA OUDJIT :

4260 La récolte en définitive, nous, dans notre quartier ce qu'on dit à nos jardiniers, la récolte appartient aux oiseaux, aux écureuils, à la marmotte, parce qu'il y a des jardins qui ont des marmottes, appartient aux adultes, aux enfants et aux gens qui sont autour. Parce que si quelqu'un passe et voit une belle tomate, ah, il dit... mais on sait qu'il va prendre une tomate, ce n'est pas grave parce qu'il y en a. Ce n'est pas une seule qui va manquer, mais ça appartient à tout le monde et en même temps, ça n'appartient à personne.

4265 C'est l'équilibre qu'on essaie d'appliquer aux gens, qu'on essaie d'inculquer aux gens. C'est le système inverse de la vie quotidienne. C'est chacun pour soi, mais dans les jardins collectifs, c'est l'inverse : c'est tout et pour tout le monde. On essaie de protéger ça, on essaie de faire de notre mieux pour que les gens vivent mieux dans ce système-là.

4270 **Mme JUDY GOLD, présidente :**

4275 Merci beaucoup. Ça ne vous dérange pas si on ne prend pas de pause? On va prendre encore deux interventions; par la suite, on va passer aux présentations des intervenants du milieu universitaire. Ça vous va? Oui?

Mme NELLY SANTAROSSA:

4280 Oui, bonjour! Merci pour vos présentations. Je suis Nelly Santarossa du MAMRO - du ministère des Affaires municipales des régions et de l'occupation du territoire. Je suis conseillère en aménagement, je travaille vraiment sur une autre échelle que vous, donc, j'ai trouvé ça très intéressant de voir au niveau local.

4285 Ce qui m'interpelle un peu plus par contre, c'est plus l'aspect réglementaire et depuis ce matin, on parle plutôt des contraintes. Moi, je me questionnais comme organisme, vous avez souvent à avoir des contraintes à différentes échelles, soit à l'échelle des commissions scolaires, soit au niveau municipal avec les arrondissements.

4290 De quelle façon vous voyez cet aspect-là ou de quelle façon, quelles sont vos façons de faire? Est-ce que vous avez avec le passé, différentes expériences, obtenu ce que vous vouliez à la base? Puis de quelle façon? Et des pistes que me vient souvent à l'esprit, c'est peut-être le manque d'information qu'on a à donner aux élus ou à ceux qui élaborent les règlements pour avoir une souplesse et peut-être répondre à des projets comme ça.

4295 Donc, je me demandais de quelle façon vous interpelez les arrondissements pour faire valoir votre projet, puis quelles seraient vos pistes de solution pour qu'à l'avenir, il y ait un peu plus d'ouverture ou en tout cas, une flexibilité dans la réglementation permettant les différents projets de voir le jour?

4300 **M. TIMOTHY MURPHY :**

4305 Selon notre expérience, c'est qu'il y a une différence dans ma tête entre ce qu'un organisme peut faire, puis ce qu'un individu auquel il va faire face. Comme pour nous on a les ressources, ça fait que, par exemple on a installé une serre sur notre toit. Ça a pris une dérogation pour que ce soit permis, mais nous on est un organisme avec accès, peut-être un peu plus d'accès à nos élus. Ça fait qu'on a pu arriver à ce point-là. Et aussi, on avait le temps de faire la recherche, de voir c'est quoi les règlements parce que ça peut être quand même compliqué de fouiller à travers tous les règlements. Tu ne sais pas où commencer, puis ça te prend quasiment un avocat, ensuite un ingénieur, ensuite... et finalement, tu laisses tomber.

4310 Ça fait que ça n'encourage pas vraiment les initiatives des individus, des citoyens. Pour un organisme, on réussit à quand même s'en sortir parce qu'on a un peu plus de temps, on est payé pour ça, puis comme je dis, on a peut-être un peu plus accès aux bonnes personnes, mais ce n'est pas évident parce que c'est compliqué.

4315 Il y a aussi sûrement, les règlements ont été mis en place pour certaines situations spécifiques, quelque chose qui est arrivé, ça fait qu'on a réagi avec un règlement, puis

4320 finalement des petits projets au niveau individuel, ça n'a pas du tout... il n'est pas nécessaire d'avoir les mêmes inquiétudes ou les mêmes règlements.

Ça fait que s'il pouvait y avoir plus de souplesse au niveau des règlements des élus pour des projets de différentes envergures parce que des petits projets souvent, d'installer une mini-serre temporaire dans sa cour arrière, ça ne devrait pas être compliqué, puis quand même c'est réglementé d'une certaine façon. Ça fait que ça décourage.

4325 Ou plutôt ce qui arrive, c'est que les gens le font d'une façon plus clandestine. Ils le font pareil, mais ils ne le font pas selon les règles.

Mme MAGDOUDA OUDJIT :

4330 Alors moi, j'ai une subvention de la Ville de Montréal, mais comment on a obtenu cette subvention? On est rentré par le biais de la lutte à la pauvreté. Donc, la lutte à la pauvreté, c'est large. Il y a de tout ce que tu veux à l'intérieur, il y a plusieurs projets.

4335 Alors nous, pour qu'on puisse avoir un peu de financement dans la lutte à la pauvreté, parce que nous dans notre quartier, on a à chaque cinq ans, on fait un forum, donc, pour faire la situation du quartier qui est prioritaire. Alors, c'est sorti de la sécurité alimentaire.

4340 Alors, la sécurité alimentaire, avant la Ville de Montréal, elle voyait juste la banque alimentaire et les cuisines collectives parce que ça ne touche pas les terrains, ça ne touche rien du tout. Alors, nous on a déposé le projet, mais ça a été refusé parce qu'on demandait des terrains publics. La première fois, on a vu des terrains publics et pour les terrains publics, c'est la Ville de Montréal : ils ont dit : « Non, les règlements... » Dans les règlements de la Ville de Montréal, il n'y a pas d'agriculture là. Tu ne fais pas de l'agriculture dans les lois.

4345 Alors nous pour détourner cette loi-là, on a demandé au commissaire du quartier au moins qu'il va nous autoriser à rentrer dans deux écoles qui sont de l'est de Villeray, c'est la plus pauvre zone du quartier. Alors, comme ça, donc on est rentré dans le social, donc, la lutte à la pauvreté. On est à l'intérieur parce que c'est une zone qui est très pauvre.

4350 Deuxième des choses, on n'est pas sur le terrain de la Ville de Montréal et troisième des choses, la mairesse de notre arrondissement, c'est elle qui est en train de pousser le dossier de sécurité alimentaire à la Ville de Montréal.

4355 Donc, c'est comme ça qu'on a pu rentrer. Ça n'a pas été facile comme ça. « Ah oui, c'est les Jardins? Ils vont produire des légumes? On donne de l'argent. » On a détourné un peu le règlement pour rentrer ailleurs pour avoir la subvention. C'est-à-dire qu'on est rentré par deux portes. La Commission scolaire nous a donné le terrain, donc on a évité la Ville et on est rentré par le programme de lutte à la pauvreté et dans une zone très pauvre du quartier que nous on a cru que ce serait plus facile. Parce que c'est quoi? On utilise un terrain : il donne de l'oxygène. La tomate, elle fait la même chose que l'arbre : elle donne de l'oxygène
4360 le jour. Donc, on est dans l'environnement, protection de l'environnement, mais en définitive, ça n'a pas été comme ça.

Mme JUDY GOLD, présidente :

4365 Il va falloir qu'on commence tout de suite le deuxième panel. Vous allez rester avec nous dans la salle? Alors, je vais vous donner une priorité de parole après les prochaines présentations. Est-ce que ça vous va? D'accord? Vous serez le premier à intervenir. Alors, je demande les prochains panelistes.

4370 Alors, nous avons trois panelistes qui nous présenterons leurs expériences en milieu universitaire. Madame Lauzon, j'imagine, va arriver... Voilà. Bonjour! Alors, notre premier paneliste, David Wees. Monsieur Wees est agronome et chargé de cours en horticulture au département des sciences végétales de l'Université McGill depuis 1988. C'est bien ça? Oui.

4375 Il enseigne l'horticulture urbaine, la culture en serre, la culture maraîchère, la culture des fruits et les botaniques. Il fait également de la recherche sur la patate douce et la camerise. Monsieur Wees.

M. DAVID WEES :

4380 Bon après-midi. J'ai une version imprimée pour ceux qui ne veulent pas prendre de notes comme les étudiants font, ou ne font pas. Alors, je vais passer assez rapidement sur quelques projets qui ont eu lieu à l'Université McGill qui touchent d'assez près l'agriculture urbaine. Je vais commencer peut-être par une question plus existentielle. C'est la grande question du développement durable, dans ce cas-ci traduit ou adaptée à cette situation ici.

4385 Est-ce qu'une université peut devenir autosuffisante, dans ce cas-ci, autosuffisante en nourriture? Et si oui, comment?

Une petite mise en scène. L'Université McGill, c'est quand même une grosse boîte, 34 000 étudiants, 6 000 employés et ça fait beaucoup de monde, mais surtout, ça fait beaucoup de monde à nourrir. Où est-ce que ces gens-là vont manger? Est-ce que c'est à la cafétéria? À la maison? Etc., etc. Alors, beaucoup des projets dont je vais parler touchent en partie cette question d'autosuffisance alimentaire.

4390

Autre point important. L'Université McGill comme la plupart des universités québécoises se situe au centre-ville, donc, très loin des terres agricoles. Par contre, les dernières terres agricoles sur l'Île de Montréal se trouvent surtout dans l'ouest de l'île, à Pierrefonds, Senneville et Sainte-Anne-de-Bellevue, et comme par hasard, une grande partie de ces terres agricoles appartiennent à l'Université McGill et en fait, c'est surtout en trois grandes parties qui sont distribuées presque complètement à l'ouest de l'Île de Montréal et c'est là où se trouve le plus beau campus, c'est-à-dire là où je travaille fondé en 1905 qui est le campus Macdonald où se trouve la faculté des sciences de l'agriculture et de l'environnement de l'Université McGill.

4395

4400

C'est quand même un endroit originalement rural et, en 1905, c'était vraiment des terres agricoles en milieu rural sauf qu'aujourd'hui, comme la plupart des terres agricoles dans la région se trouvent confrontées à l'influence de l'urbanisation, donc c'est des terres agricoles entrecoupées d'autoroutes majeures et entourées de développements résidentiels et industriels.

4405

4410 Alors, je vais me concentrer surtout sur cinq projets en agriculture urbaine. Le premier, *McGill Feeding McGill* ou *McGill qui nourrit McGill*. C'est simplement arrivé lorsque la main droite et la main gauche d'une même institution ont décidé de se parler, ce qui est souvent un problème dans une grosse boîte, et dans ce cas-ci la main droite, c'est le monsieur accroupi, monsieur Mike Bleho qui est le technicien du Centre de recherche horticole au campus Macdonald et qui est responsable de la production de fruits et légumes. Et la main gauche, 4415 c'est le monsieur en blanc, Oliver De Volpi qui est le chef cuisinier en charge des cafétérias des résidences de McGill au centre-ville. Lorsque ces deux messieurs se sont rencontrés, l'un a dit : « J'ai besoin de fruits et légumes frais pour nourrir du monde. » L'autre a dit : « Ben, j'en produits. » Alors ça, ça a commencé en 2008-2009 et, rendu en 2010, c'était rendu à un point où c'était quand même une production assez intéressante.

4420 En fait, le plus gros problème, le plus gros défi, ce n'est pas la production comme telle, mais plutôt comment faire que la nourriture se rende du point A, c'est-à-dire là où on la produit, au point B, c'est-à-dire là où on la consomme. C'est seulement 32 kilomètres, mais vous le savez sûrement que 32 kilomètres à l'heure de pointe, ce n'est pas évident. Mais on peut dire 4425 que grosso modo, ç'a quand même été un succès. Depuis 2010, on est capable de fournir à peu près dix tonnes de fruits et légumes frais par année aux cafétérias des résidences de McGill. Ça représente à peu près la moitié des besoins en fruits et légumes frais du mois d'août jusqu'au mois de novembre. C'est sûr qu'en janvier, février, ce n'est pas évident de fournir des tomates et des pommes, mais au moins à l'automne, c'est quand même une bonne 4430 proportion des besoins de fruits et légumes frais pour les cafétérias qui sont fournis par McGill même.

Aussi, depuis l'année passée, la ferme au campus Mcdonald est certifiée *Local Food Plus*. Ce n'est pas exactement une certification biologique, ça fait plus l'emphase sur la certification de production locale. Je crois que c'est la première ferme au Québec qui est 4435 certifiée *Local Food Plus* - je ne suis pas 100% sûr.

Deuxième projet. Ça s'appelle *Macdonald Student Ecological Garden*. C'est en fait un gros jardin collectif. Ça a commencé en 2009 et c'était vraiment une initiative d'un groupe

4440 d'étudiants qui voulaient mettre la main à la pâte, se salir les mains, et avaient comme désir de non seulement apprendre plus sur la culture des légumes, mais de produire des légumes pour une cuisine collective sur le campus.

4445 Alors, ils ont commencé par avoir une parcelle de terrain sur le campus Macdonald pour produire surtout des légumes. L'année passée, ils ont agrandi leur projet et maintenant, ils ont une parcelle en plus celle-là, un deuxième parcelle chez un producteur agricole avoisinant à Senneville. Alors, leur but, c'était au début de produire des légumes pour la cuisine collective, mais maintenant ils font aussi la vente de légumes au marché public de Sainte-Anne et une partie de légumes vont également aux banques alimentaires du West Island.

4450 Troisième projet, *McGill Farmer's Market*. *McGill Farmer's Market*, c'est tout simplement un marché de producteurs agricoles comme le Marché Jean-Talon, le Marché Atwater sauf qu'il se situe vraiment en plein centre-ville sur le campus. Alors, pourquoi ça? 4455 C'est drôle à dire, mais tantôt ou ce matin, on parlait un petit peu de désert alimentaire. Bon, c'est sûr que le centre-ville de Montréal, ce n'est pas un désert alimentaire, sauf qu'autour de McGill, il n'y a pas beaucoup d'épiceries; il y a beaucoup de restaurants, mais pas beaucoup d'épiceries.

4460 Alors ça c'est un autre projet, une initiative d'un groupe d'étudiants qui voulaient s'assurer que des étudiants de McGill puissent trouver une source de fruits et de légumes à prix raisonnable sans faire des kilomètres et des kilomètres en auto.

4465 Alors ça, ça a commencé en 2007-2008 à peu près. C'est très saisonnier, ça marche surtout au mois de septembre, mois d'octobre. Il y a des raisons logiques pour ça. C'est tout simplement qu'au mois de juillet, il n'y a pas beaucoup d'étudiants sur le campus, même s'il y a beaucoup de légumes et nouveauté cette année, ils vont offrir également la formule de légumes en panier, c'est-à-dire la formule ASC, agriculture soutenue par la communauté. Donc ça, c'est nouveau pour cette année.

4470

4475 Quatrième projet s'appelle *Campus Crops*. *Campus Crops*, c'est un petit peu le même système que le *Macdonald Student Ecological Garden*. C'est un projet de jardin collectif, encore une autre initiative d'un groupe d'étudiants. Dans ce cas-ci, c'est un groupe d'étudiants au centre-ville qui ont demandé la permission de cultiver des légumes dans certains terrains autour de certains édifices au centre-ville.

4480 Ils vont cultiver également certains légumes dans des contenants ou dans ce cas-ci comme vous voyez sur la photo, dans des sacs qui sont suspendus à des balcons. Encore, c'est sur le campus du centre-ville. Et les légumes qui sont produits dans ce cas-ci sont utilisés dans une autre cuisine collective qui s'appelle le *Midnight Kitchen* qui est à McGill au centre-ville. Donc, encore une autre initiative d'un groupe d'étudiants.

4485 Cinquième projet, le plus récent. C'est un projet... ou ça a commencé par être un projet d'aménagement paysager et en fait, c'est un autre projet d'étudiants qui est sorti d'un projet dans un cours et ces étudiants-là ont commencé par regarder à refaire l'aménagement paysager autour d'un édifice qui s'appelle *Thompson House*. C'est l'édifice où se trouve l'association étudiante des étudiants de 2^e et 3^e cycle, donc, les étudiants en maîtrise et doctorat. Les gens de l'association étudiante n'aimaient pas l'aménagement paysager qu'il y avait autour de l'édifice. Il faut dire que c'était juste du gazon vraiment en très mauvais état.

4490 Ils ont demandé à un groupe d'étudiants de refaire des plans d'aménagement paysager, mais ils ont dit : « En même temps, on ne veut pas juste des fleurs, on veut des plantes comestibles pour fournir la cafétéria qui se trouve à *Thompson House*. »

4495 Alors, dans le projet d'aménagement paysager, les étudiants ont inclus des fines herbes, des légumes et ils ont réussi même à réaliser une partie de ces travaux d'aménagement paysager l'été passé. Donc, les photos que vous voyez là, c'est de l'été 2011.

4500 Dans ces cinq projets, comme vous avez vu, il y a le côté alimentation. On produit des fruits, des légumes, des fines herbes, etc., mais on ne produit pas des légumes juste pour le plaisir de produire des légumes. Il y a toujours le volet éducation et l'autre affaire comme vous

avez vu, dans la plupart des projets, c'est vraiment venu, c'était des initiatives de divers groupes d'étudiants qui ont dit « On veut apprendre plus de choses sur comment l'alimentation marche. »

4505

Deux autres points qu'il faudrait soulever. Un, c'est ce que j'appelle l'institutionnalisation de l'agriculture urbaine. C'est comment on fait pour assurer la pérennité de tous ces projets, s'assurer que ça ne tombe pas à l'eau une fois que ce groupe d'étudiants soit parti.

4510

Une initiative encore qui vient d'un groupe d'étudiants, ça s'appelle le *Sustainability Projects Fund*. C'est en fait un mode de ramasser des fonds pour des projets de développement durable à l'université. C'est très très simple. À chaque session, chaque étudiant paye un supplément sur ses frais de 50 cents par crédit. Donc, ça veut dire que si je prends 15 crédits de cours cet automne, je paye un supplément de 7,50 \$ qui va dans un fonds. Une fois que ce fonds a été créé, on a demandé aux étudiants et aux employés de McGill de proposer des projets et de faire des demandes de financement. Or, les cinq projets que je vous ai présentés ont tous reçu à un moment donné du financement du *Sustainability Projects Fund*.

4520

L'autre point que j'ai marqué sur la diapo ici, c'est le *McGill Food Systems Project*. Ça a été tout simplement une analyse qui a été faite au niveau en partie administrative, mais en partie au niveau pédagogique de tout le système de procurement d'aliments à McGill. Autrement dit, vu qu'on doit nourrir du monde par les cafétérias, les résidences, même les machines distributrices, où est-ce qu'on va chercher ces aliments? Et est-ce qu'il y aurait moyen de favoriser certains types d'aliments, que ce soit des aliments de produits locaux ou biologiques ou équitables, etc.? Donc, c'était vraiment une grosse analyse de toute la politique d'achat de l'alimentation à l'Université.

4530

Je vais finir avec quelques défis pour l'agriculture urbaine dans le milieu éducatif. Premièrement, on se trouve, et ça, ça a été mentionné plus tôt, que l'éducation est un petit peu à contre-saison avec l'agriculture. Le gros de l'agriculture au Québec, d'été, puis le gros de

l'éducation, c'est l'automne et l'hiver. Bon, c'est sûr que le mois de septembre, il y a un certain chevauchement, mais ça pose quand même un petit peu un défi.

4535

Alors, ce qu'on a essayé de faire dans certains cas, c'est de prendre des techniques, ça, vous avez déjà vu ça, bon, les bacs, on en a parlé beaucoup, sauf que vu qu'on préfère ne pas faire des légumes en bac l'hiver à l'extérieur, dans ce cas-ci, on les a fait à l'intérieur en serre. Donc, c'est la même technologie, mais à l'intérieur.

4540

Même idée ici. C'est des toits verts miniatures que les étudiants ont construit et planté, sauf que ç'a été aménagé dans une serre au campus Macdonald. C'est les mêmes techniques que quand on cultive à l'extérieur, mais ça concorde mieux avec le cycle des cours.

4545

Deuxième point, c'est le fait que l'agriculture urbaine, c'est très très multidisciplinaire, ce qui est intéressant, sauf que ce n'est pas toujours évident de ramener tous les gens impliqués en agronomie, en urbanisme, en architecture, en ingénierie, etc., les amener tous autour d'une même table surtout dans une grosse boîte. On dit souvent que les universités évoluent à un rythme géologique.

4550

Troisième point. C'est sûr qu'il y a un intérêt grandissant pour l'agriculture urbaine. Tant mieux, mais en même temps, on voit qu'il y a une diminution des inscriptions dans les programmes d'études universitaires qui touchent l'agriculture. Ça, ce n'est pas seulement au Québec qu'on voit ça, mais partout en Amérique du Nord, en Europe, en Australie et dans beaucoup d'autres pays. Alors, ça me fait poser une grosse question. C'est qui seront les agronomes de demain qui seront là pour épauler les projets de développement en agriculture urbaine?

4555

4560

Pour ceux et celles qui veulent en savoir plus sur les projets que j'ai mentionnés, il y a toute une série de sites web. Comme j'ai dit, j'ai imprimé des copies qui sont ici avec moi, vous pourrez venir les voir tantôt. Et merci beaucoup.

Mme JUDY GOLD, présidente :

4565 Merci beaucoup. Peut-être vous pouvez nous donner une copie de ces liens, peut-être on va les mettre sur le site de l'Office de consultation publique de Montréal. Merci beaucoup.

4570 Notre deuxième paneliste est Jackie Martin. Madame Martin a obtenu un baccalauréat en *Human Environment* de l'Université Concordia en 2010. Ses expériences en agriculture urbaine incluent des stages auprès de *Alternatives* dans le cadre du projet des Jardins sur les toits, de *Culti-vert* pour le jardin sur le toit du Palais des congrès, ici même, et pour le *McKay Garden Project* sur le campus Concordia Sir-Georges-Williams. Elle est actuellement impliquée dans la gestion de cinq projets avec *Concordia Greenhouse et City Farm School*. Madame Martin va s'adresser à nous en anglais.

4575

Mme JACKIE MARTIN :

4580 Hello! I am currently working for Sustainable Concordia as the Greenhouse Coordinator, as well as the Co-coordinator of City Farm School. The Greenhouse at Concordia is not associated with any department or faculty. It's actually a community-run greenhouse that's run by myself and a group of students. At Concordia, we have a number of different agricultural projects that are going on right now. I'm gonna speak to you about three of them that I'm most involved with.

4585 The Concordia Greenhouse, which is at the downtown campus, it's on the thirteenth floor of the Hall Building. *Vert ta ville* is a project that produces seedlings, the City Farm School, I'll talk about that. Other projects include an industrial composter where all the food waste from the campus, both campuses, is collected and composted. There's a class in urban agriculture at Concordia, in the Geography Department. There is also a Food Politics class, a minor in sustainability, where there is a mandatory internship for everyone, and we've had ten students so far in turning with urban agriculture projects, and there is a bee keeping project starting at the Loyola Campus.

4590

4595 At the Concordia Greenhouse right now, how it runs is we have a number of different projects that are mostly student-run projects. *Four Seasons Growing* is a year-round growing experiment where we grow micro greens or sprouts. And this is one of the ways that we fund this project is that we grow these sprouts and we sell them to the local student-run cafes.

4600 *Aquaponics* is a system that merges using fish and hydroponics so the fish actually... the waste from the fish is what fertilizes the plants, they grown above them. The *Tea Atrium*, we grown a number of different herbs and medicinal teas, which are then available for students or staff to come and they can just spend time in the space and drink the teas. And we do vermicomposting, which is a worm composting project as well.

4605 All of these projects are student-run and volunteer-based. Our goal at the Greenhouse is to always be producing foods as well as teaching people and getting people involved in it and making sure that they are then going to have access to those foods on campus afterwards.

4610 Last year, we had a great interest, we had over 4 000 hours donated from volunteers to make these projects run. We gave more than 55 workshops and events, over 2 000 people have subscribed to us through Newsletter or Facebook, and we've had a lot of activity on our blog and from media. All this is just to show that there's an incredible interest at Concordia right now in urban agriculture. Our inboxes are overflowing and there's a lot of interest that we are actually having to turn people away at times to take on different, new projects.

4615 The second project that I was gonna to talk to you about is *Vert ta ville*. This is a large seedlings project, it's been going for three years now. Every year in the greenhouse we produce 10 000 vegetable seedlings, we do them all in an organic manner, even though we are not certified. How this project works is community groups or individual gardeners can sign up in
4620 February for what seedlings they would like and then it's like a swap equity program whereas we'll produce seedlings ans you get them for free if you donate some time, like time caring for the seedlings or maybe skills, you can do media relations, you can do posters. So it's a way to get a lot of seedlings to community organizations so they don't have to pay for them. And this year we have 15 different community partners who work and will be receiving free seedlings .

4625 And then the bigger project that I wanna to talk to you about is the Concordia
Greenhouse City Farm School. This project started last year as a five-day training program with
optional internships afterwards. The students come from all different parts of the community,
they are not all Concordia students, ans there's a pretty good age frames that happens with the
people that have inscribed.

4630 Last year, as I said, it was a five-day program with optional internships. We found out
that wasn't enough, the students wanted to be more involved in the gardens and wanted more
support throughout, so this year we changed the format, it's now eight-months long, it begins in
March and the students start... it begins in March and ends in October so they go through the
4635 entire growing season with us.

 There's two different streams, one in the green, I'm calling the City Farm interns with
seedling production. Those people are focussed mostly on learning horticulture skills so they
work in the greenhouse and they help to grown all the seedlings for *Vert ta ville* and learn about
4640 greenhouse growing in the winter.

 The second stream in the blue the *Eco-Leaders* and for that we're partnered with
Alternatives. These people are focussing for the first part on how to manage a project like how
do you mobilize volunteers, what do you need to do to mount a project, how do you set up
4645 relationships in the community.

 And then both of these groups come together, so we're a total of 24 students that starting
about the beginning of May, we have bi-weekly workshops for them at our garden at Loyola,
which I'll show you in a minute, and for these we've brought in extra teachers, we've brought in
4650 farmers, we've brought in *agronomes*, we've brought in other people who have worked in this
domain for years. And they're going to be giving a series of 13 workshops to these students so
they'll be a classroom component in the morning and then in the afternoon we work on the
garden, they're learning putting into practice what they've just learned.

4655 Then the next part of this project is that all of the interns have a garden that they are working on, to put in a minimum of eight hours a week working in this garden. The City Farm interns and The Green are working both on the Concordia campus, the Loyola City Farm, which is out in N.D.G., and the McKay Gardens, which is at the downtown campus. And the *Eco-Leaders* have a bit more responsibility, they are in pairs of two and they are solely responsible for
4660 gardens in schools or in youth centres and so they are mounting the whole projects on their own with support from us.

Yes, so this is the two streams. The seedling production, as you can see, there's a lot of seedlings and they learn everything from the very beginning: how to mix the soil, how to select
4665 your seeds, how to plan your rotation, and all of that in the greenhouse. In project management, it's... they get less horticulture experience at that time, but they're mounting the project, they're making the budgets, they're really doing everything.

Then, this is out of Loyola gardens where we have the horticulture workshops. We've brought... so far, we've had workshops on tools, workshops on garden design and we're gonna
4670 have our first workshop on fruit bushes and planting will be this Saturday.

So the Loyola City Farm, where the students are gonna be working, this is some pictures of it. What our intention is with this farm, we've been very fortunate, the University is giving us a
4675 pretty large piece of land to work with here. So we've set up four different types of gardens so far.

There is a garden in the front, you see the bigger in the bottom corner. That is like a polyculture garden with a lot of different varieties and run in a permaculture style so there's very
4680 little input, we just try to set it up and build on year after year.

In the top, with... it's a standard, like a traditional production beds, so there are just long rows own with greens and lettuces. Then in the larger picture is a tea garden. So that's all
4685 different types of herbs and soil and it's sort of a hybrid between the traditional tea garden and permaculture styles.

And then some of the students are also working at the downtown campus. This one has a number of different styles of gardens that they're working on. We have container gardens, ingrown gardens, raised bed gardens, and a green wall there. So there's a really good variety of experiences that they're gonna get working with this.

4690

It's also really interesting working here because it's very public, so it's not like working in a regular garden where you can make a mess, like you have to have it cleaned up all the time, and you have to be willing to talk to everybody that walks by basically and you're constantly on... you're constantly teaching what you've learned or explaining like that what you're spraying is organic and then how it works. It's a really interesting environment to work in and it actually gets us a lot of support for the University because we found the people most interested in it are administration and faculty.

4695

And then the *Eco-Leaders* are working in four youth centered gardens. So, as I said, their jobs are to mount the projects so they work with teachers or with staff of these youth centres or schools. Their target audience is youth between the ages of 9 to 16. So in these gardens the City Farm interns are setting up the gardens, designing the plans, getting all the materials and then teaching both the teachers and the students how to run the gardens so that after two years the teachers should be able to continue the projects on their own and our interns will move on to start new projects, hopefully.

4700

4705

Yes, at that's sort of my explanation for City Farm School. The reason why I wanted to talk about this project so much was because it was really answering a lot of the needs in terms of the problems and perspectives. We found that they've had a lot of demands and the interest is gone through the roof in the last couple of years for people who are interested, but we couldn't find enough people who had the skills to teach the people who wanted them. So we decided to create a training program to try basically train coworkers for ourselves. It worked. I was a City Farm intern last year, so.

4710

The other thing too is that in the University we're very fortunate a lot of the time, like we're given access to schools, there's maintenance staff, there's land that we can use. And so we're

4715

also trying to create spaces where other community organizations that don't have this can come in and use these spaces for teaching urban agriculture skills or teaching whatever skills they want, just to have communities, like to create... to change the University campus from a kind of isolated entity in the city to make it more of a community space for learning.

4720

The problems that we have, the biggest problems that we run into is continual financing. There's a lot of grants within the University that we can apply to, there's a lot of grants from the community, but there's no secure source of funding.

4725

One of the things that we found would make it easier is if we could sell our harvest, right now we donate all of it, but we're in an in-between size, we're less than an acre so we don't qualify as farm so we can't get insurance. And that really limits a lot of what we can do, so we can only... our food can only be donations, which would make things a lot easier for us if we could... if we could sell it, we could probably self-finance.

4730

One of the other things, and it also has to do with the size of our organization, is just getting materials is quite difficult. In the city we found we're big enough that buying retail, like for personal gardeners, is unfeasible, it's too expensive and it's a whole lot of bags, but we're not big enough to buy the quantities that farmers would.

4735

So one of the things that we've been talking about is if there could be some way for a number of organizations to form a coop together so that we could buy, buy soil, buy compost, buy fish emulsion, buy a number of these things on mass. It could... I feel like that could be something that would have great, great savings for everyone as well as it could allow us to do a lot more because we'd spend less time running around in taxis picking up... Yes, and that's it.

4740

Mme JUDY GOLD, présidente :

Merci beaucoup. Notre dernière paneliste est Annie-Claude Lauzon. Madame Lauzon est la coordonnatrice au CRAPAUD de l'UQÀM, présentement étudiante à la maîtrise en

4745

science de l'environnement à l'UQÀM. Elle s'intéresse grandement aux enjeux liés à l'écologie urbaine et à la participation citoyenne.

4750 Cet intérêt a motivé son implication au sein de divers projets environnementaux à caractère communautaire et citoyen. C'est dans ce sens qu'elle s'est engagée depuis près de trois ans dans les activités que mène le CRAPAUD. Cet engagement se traduit par la cogestion et une participation dans ses projets : jardins, ruchers, compostage, activités de sensibilisation entre autres. En parallèle, madame Lauzon débute cet été un projet de
4755 recherche portant sur la sécurité alimentaire en milieu urbain. Madame Lauzon?

Mme ANNIE-CLAUDE LAUZON :

4760 Bonjour tout le monde! Je suis vraiment contente d'être ici avec vous pour venir parler du Collectif de recherche en aménagement paysager et en agriculture urbaine durable, donc, l'acronyme pour le CRAPAUD. Le CRAPAUD entame cette année sa quatrième saison agricole, donc d'agriculture urbaine, de jardins collectifs et de toutes ses activités connexes.

4765 Donc, je vais commencer en parlant un peu de qui est le CRAPAUD, c'est quoi, c'est qui, comment ça fonctionne. Par la suite, je vais faire un portrait, dresser un portrait général de ses activités et de ses réalisations un peu dans l'optique de faire un état des lieux. Puis finalement, je vais finir en parlant des enjeux, perspectives, donc, comme on est avec des consultations publiques qui débutent et dont les activités sont déjà commencées.

4770 Donc, comme je disais, le CRAPAUD existe depuis 2009. Donc, ç'a été une fusion entre un groupe qui s'appelait *Verdi-Toit* qui faisait partie du *GRIP-UQÀM*, donc, le Groupe de recherche d'intérêts publics, et du groupe environnemental de l'*AESS* qui est l'Association étudiante des sciences.

4775 Le collectif regroupe des membres de la communauté universitaire, mais également des membres de la communauté montréalaise avoisinante. Quand je dis membres de la communauté universitaire, c'est aussi bien des professeurs que des étudiants et étudiantes.

On est là pourquoi? On existe pour... notre intérêt commun, c'est le développement d'initiatives en agriculture urbaine.

4780

Notre mission. Je vais vous la dire parce que tout au long des activités que je vais vous présenter, la mission transparaît à travers les activités qu'on mène. Donc, c'est de développer et promouvoir une agriculture plurielle, créative, viable et accessible par l'expérimentation, la pratique, la recherche, l'autogestion, la diffusion et l'action politique.

4785

Au niveau de l'autogestion, je tiens à dire qu'au niveau de notre organisation, on fonctionne de manière, donc, horizontale avec comme idée de développer conjointement des projets, donc, de mener une cogestion des différents projets, mais sans avoir nécessairement comme une structure verticale comme on est plus habitué dans différents organismes.

4790

Donc, je vais poursuivre avec une définition de l'agriculture urbaine qu'au CRAPAUD on s'est donnée. Encore une fois, c'est une définition qui vaut la peine d'être nommée parce que ça oriente dans le fond les différentes actions, activités qu'on mène.

4795

Pour nous, l'agriculture urbaine, c'est la production agricole, écologique, alternative et viable et c'est une initiative de résistance, de réintroduction et/ou de réappropriation du milieu urbain. Bon, ça peut paraître assez théorique tout ça, mais en gros qu'est-ce qu'on essaie de dire, c'est que pour nous, l'agriculture urbaine, il ne faut pas que ça crée des problèmes, d'autres problèmes écologiques ou environnementaux. Au contraire, il faut que ça réponde à

4800

des problèmes environnementaux. Alternative dans le sens qu'on est là en complémentarité clairement avec l'agriculture en milieu rural, mais ce qu'on souhaite en même temps à travers nos expérimentations en ville agricole, c'est vraiment de poser un regard critique sur le développement de la ville, un développement si on veut, un développement dominant qui est des fois axé beaucoup plus sur des intérêts financiers ou axés autour de la voiture ou qui a exclu pendant longtemps la nature de la ville.

4805

Donc, nous, c'est vraiment dans cet esprit critique qu'on développe nos projets, mais également avec un esprit critique par rapport au milieu agricole conventionnel qui engendre

4810 aussi plusieurs problèmes environnementaux. Donc, je ne vous les citerai pas maintenant, mais qu'on est de plus en plus conscient justement que ce soit à travers l'utilisation des pesticides ou à travers le coût environnemental du transport, etc.

4815 Donc, bref, aussi pourquoi est-ce qu'on est issue d'initiatives de résistance, réintroduction, réappropriation? Le CRAPAUD est né comme ça, donc, en voulant se réapproprier le campus. Donc, c'est l'idée de se réapproprier une cour intérieure qu'on avait avec plusieurs étudiants pour commencer à faire pousser des légumes.

4820 On la veut aussi plurielle, multifonctionnelle, car les objections de ses acteurs sont diversifiés et variés. Elle peut répondre aussi bien à des enjeux sociaux, environnementaux, politiques et économiques.

4825 Donc, le projet central du CRAPAUD, c'est les jardins urbains. Donc, ici on voit le plan de nos jardins au complexe des sciences. C'est intéressant parce que nous, on est situé au centre-ville de Montréal, donc, à côté du Quartier des spectacles. C'est un endroit qui est assez bien gardé étant donné que c'est à l'intérieur... c'est dans une cour intérieure. Donc, quand on est à l'extérieur, on voit pas nécessairement cet îlot-là qui existe, mais il est bel et bien là.

4830 Donc, on a plusieurs projets que je vais vous décrire un peu plus en détail, mais juste pour vous montrer le plan. On a des projets en sol, hors sol et aussi on a des projets liés à un camp de jour qu'il va y avoir cet été.

4835 Donc, au niveau de comment on a décidé de fonctionner cette année, comme je disais tantôt, la structure du CRAPAUD est assez horizontale, donc, assez organique si on veut entre tous ses membres. Donc, on a voulu faire des projets thématiques qui seraient portés par des membres du CRAPAUD. On a un jardin collectif, donc assez traditionnel où les jardiniers se rassemblent une ou deux fois par semaine pour cultiver ensemble, où il y a des ateliers qui sont donnés par des animateurs horticoles qui suivent les jardiniers qui jardinent dans les

4840 jardins collectifs tout au long de la saison. Puis à la fin, la récolte est partagée entre les jardiniers et jardinières.

4845 On a aussi un jardin des plantes médicinales où là, c'est plus des jardiniers et jardinières qui sont intéressés par ce type de savoir et de connaissance liés aux plantes médicinales. On a un jardin du design qui se veut plus expérimental. On a aussi jardin sous-bois champignon, jardin vertical. Donc, l'idée, c'est de faire grimper les plantations ou de construire des structures permettant de faire le jardinage à la verticale. Jardin hors sol et on a des espaces aussi prévus, comme je disais, pour le camp de jour.

4850 Au niveau des jardins hors sol, je veux dire qu'on utilise beaucoup les bacs à double fond donc qui donne une certaine autonomie au niveau de l'eau, des *smart pots*, comme on voit, les sacs en toile géotextile. Aussi des *éco-box* qui sont faites à partir de palettes de bois récupérées.

4855 Pour nous, l'agriculture urbaine demande le compostage. C'est indispensable étant donné que c'est un intrant important pour une culture qui respecte l'environnemental. Donc, pour l'instant notre projet de compost par contre est en redéfinition, mais on trouve ça primordial de le réinstaurer. On a été obligé de l'arrêter parce qu'on a eu un problème particulier, mais on aimerait repenser à une manière de réintroduire le compostage à l'UQÀM.

4860 Sinon l'année dernière, on a commencé un projet de ruches. On a accueilli deux ruches sur la terrasse de la serre de l'UQÀM. Cette année, le rucher grossit, on va avoir six ruches avec un exemple de ruche *Top-bar* qui est une ruche un peu plus... qui ressemble plus à un milieu naturel où l'abeille s'installerait, donc, qui est faite sur le long.

4865 Ce projet-là, le but évidemment, étant donné qu'on est en milieu institutionnel, il y avait une intention de recherche, une intention de sensibilisation, de formation, de formation continue pour des apprentis apiculteurs qui vont être conjointement... qui vont participer aux ruchers collectifs avec des apiculteurs plus d'expérience. Aussi, par rapport à l'idée de

4870 participer au mouvement de protection mondial des abeilles qui se met en place à l'intérieur de plusieurs grandes métropoles de la planète.

Donc, également comme je disais, on a des plantations de champignons. Donc, on fait pousser des pleurotes, pleurotes de l'orme et des pleurotes érigées et des strophènes.

4875 Un autre projet pour lequel on est particulièrement connu, c'est l'école d'été en agriculture urbaine. On entame ici la quatrième édition. Cette année, ça va être particulier, il va y avoir deux volets, donc un volet vraiment plus axé pour les praticiens professionnels, donc, les gens qui ont le goût de parfaire leurs connaissances et savoir, d'aller chercher des outils techniques en lien avec leur métier ou pour des porteurs de projet déjà en agriculture
4880 urbaine. Donc, un niveau qui va être beaucoup plus avancé. Et un niveau qui va être plus initiation, donc, plus pour des gens qui peuvent cultiver déjà, mais qui veulent avoir davantage de connaissances ou des personnes qui s'initient à l'agriculture urbaine.

Donc, du 13 au 17 août, on va avoir l'école d'été pour la quatrième édition cette année.
4885 Donc, cinq jours de formation, d'échanges et débats où il y a des séminaires, des conférences, des ateliers pratiques. Donc, c'est vraiment une belle expérience à vivre.

Sinon au niveau comme je disais dans la définition de l'action politique, vraiment notre engagement politique se fait sentir de diverses manières. Donc, dans le fond, pour nous
4890 clairement, notre implication au sein du groupe de travail en agriculture urbaine en vue de ce qui se passe présentement, donc de recourir au droit d'initiative et de parvenir à une consultation publique faisait partie d'un engagement politique.

Aussi à chaque année, il y a *Terre en ville*. *Terre en ville* qui se veut un endroit ouvert
4895 au grand public où on réfléchit. À deux reprises déjà, on a fait des activités où on invitait les citoyens et citoyennes à venir rencontrer des élus, à venir discuter, échanger. L'année passée, l'idée était de faire une charte citoyenne pour l'agriculture urbaine qui est en ligne.

4900 Donc, c'est ça. Pour nous l'engagement politique, l'agriculture urbaine en soi est un geste politique et on veut continuer à promouvoir l'agriculture urbaine en ce sens.

4905 Sinon au niveau de la recherche, on a plusieurs recherches qu'on a menées, une qui vient tout juste d'être terminée qui est plus au niveau de l'autogestion de la gouvernance si on veut en agriculture urbaine. Donc, il va y avoir une petite conférence le 22 mai prochain, vous êtes tous invités à venir le voir. On a aussi répertoire d'initiative en agriculture urbaine à Montréal qui a aussi mené au lancement de la *Vitrine* qui est un site qui vise à montrer les différentes initiatives qu'il y a en agriculture urbaine.

4910 Bon, donc, on continue. Il y a aussi sur les toits verts et sur les retombées des jardins communautaires et collectifs. Sinon aussi, on fait constamment des ateliers. Ici, on a l'exemple d'atelier de construction de bac à double fond à partir de matériaux recyclés, aussi du *window farming* qui est un type de manière de cultivée toute l'année.

4915 Donc voilà, ça aboutit à la section qui pour nous était importante aujourd'hui, c'est de venir parler des enjeux auxquels on fait face en tant que groupe étudiants, pas juste étudiants, mais de la communauté universitaire et avec des gens d'ailleurs aussi qui s'impliquent, mais qui est en milieu institutionnel, donc, en milieu universitaire, des contraintes ou des enjeux qu'on peut avoir.

4920 Clairement un des enjeux qui peut, qui nous est apparu rapidement, c'est l'ampleur de nos moyens par rapport à nos idées, à nos projets, puis aux demandes de l'extérieur qu'on reçoit aussi. Une tonne de demandes qu'on trouve vraiment intéressantes dans lesquelles on aimerait s'impliquer, mais des fois justement, l'enjeu principal au niveau des moyens vraiment, c'est les moyens financiers. L'implication est essentiellement basée sur une implication
4925 bénévole ce qui fait que c'est une implication qui est là de bon cœur, mais qui n'a pas nécessairement la stabilité évidemment que si on aurait un financement accru qui permettrait de développer des postes où les personnes seraient engagées de manière... pourraient en vivre.

4930 Donc, la question du financement très centrale. Pour nous, on verrait ça vraiment
comme un bon augure que la Ville profite des consultations publiques qu'il y a en ce moment
sur l'agriculture urbaine et de l'engouement pour développer un programme qui permettrait à
des groupes de pouvoir survivre et non pas juste par projets proposés, mais également un
fonds de roulement. Donc, qui permet vraiment après ça de ne pas nécessairement
4935 accumuler les projets, mais de pérenniser les projets qui ont déjà lieu. Donc, pour nous, ça
nous apparaît vraiment important.

 Sinon, étant donné qu'on est en milieu institutionnel, c'est sûr qu'on souhaite aussi...
on a un soutien institutionnel qu'on souhaite maintenir en fait parce qu'on est là à l'UQÀM, on
4940 offre diverses possibilités pour des étudiants et étudiantes, pour des projets de recherche,
pour une visibilité, pour tendre aussi vers un campus plus vert, plus durable. Donc, on voit ça
comme... mais on souhaiterait avoir un soutien qui soit un peu plus substantiel que
présentement évidemment.

4945 Sinon, au niveau des enjeux, comme je parlais du soutien institutionnel et de la
complexité de la structure, étant donné qu'on est à l'université aussi, mon collègue me disait
que ce matin justement dans la présentation, on parlait comme quoi à la Ville, les services
sont assez fragmentés, donc étant donné que l'agriculture urbaine fait appel à différents
services, parce que ça touche des questions d'aménagement, ça touche des questions pour
4950 nous de recherche, pour nous de vie étudiante, etc., donc, des fois ça vient difficile dans cette
complexité-là où la communication n'est pas nécessairement évidente d'un service à l'autre de
devoir travailler avec ces différents services où il peut y avoir des fois des tensions. Donc,
c'est un défi pour nous comme groupe en milieu institutionnel.

4955 Puis on croit aussi qu'il reste des questions à approfondir par rapport à l'agriculture
urbaine comme l'exemple justement des intrants. Pour l'instant, on utilise beaucoup de sol
qu'on achète soit en pochetons ou en sacs, mais on croit que ce serait intéressant de penser à
une manière, de développer une manière... de penser à un développement intégré et pour se
faire, de penser à une manière de renouveler un sol à même la ville pour pouvoir cultiver sans

4960 devoir aller chercher du sol à l'extérieur et des fois, ça peut aussi causer des problèmes, d'autres problèmes justement.

4965 Sinon, je crois que aussi ç'a sûrement été discuté, mais on trouverait intéressant qu'il y ait un interlocuteur désigné à la Ville pour les questions d'agriculture urbaine, une personne à qui se référer lorsqu'on a des questions qui sortent de l'université, mais qui sont plus adressées aux arrondissements ou à la Ville.

4970 Pour nos perspectives. C'est de créer davantage de ponts entre la collectivité, les activités du CRAPAUD et nos projets de recherche. On trouve ça important de mener des projets de recherche en lien avec les préoccupations de la communauté, du milieu pour orienter justement après nos interventions pour qu'ils répondent à des réels besoins. Donc, on veut continuer à poursuivre des recherches et interventions dans ce sens-là.

4975 On veut aussi continuer à répondre à des besoins de la collectivité comme en ce moment, l'idée à l'école d'été, c'est un bon exemple, de s'adresser non plus juste comme aux citoyens qui s'initient à l'agriculture urbaine, mais aussi aux praticiens. C'est une manière, donc, de donner des connaissances, de transmettre des connaissances qui dépasse si on veut le... bien, qui peut bonifier après le travail de ces professionnels-là.

4980 Sinon, on veut poursuivre nos activités visant la reconnaissance et la démocratisation de l'agriculture urbaine. Par démocratisation, on entend vraiment d'outiller la population pour qu'elle puisse s'approprier après cette pratique, puis la faire elle-même chez elle, donc, qu'elle puisse la reproduire et même devenir un agent multiplicateur.

4985 Sinon, c'est ça, comme je disais... Ah oui, on continue à développer des nouveaux projets. L'exemple du camp d'été, c'est un bon exemple. Donc, ça va s'adresser à des jeunes, donc, qui vont pouvoir venir passer et apprendre, s'initier à l'agriculture urbaine avec nous cet été et aussi un poulailler urbain qu'on aimerait mettre en place cet été. On souhaite acquérir une plus grande stabilité institutionnelle comme je faisais mention tantôt comme quoi

4990 ça représentait un enjeu pour nous. Puis continuez à prendre part au mouvement et au grand projet d'agriculture urbaine à Montréal. Donc, voilà, ça conclut la présentation.

Mme JUDY GOLD, présidente :

4995 Merci, Madame Lauzon. Alors, je vous invite encore une fois à vous approcher des micros. Je pense qu'il y avait monsieur... Non? Les intervenants sont encore ici du milieu communautaire qui sont très bienvenus de participer et de répondre aussi.

Monsieur, je pense que vous vouliez intervenir?

5000

M. SERGE CHARRON :

Je m'appelle Serge Charron, je suis agronome. Je suis membre du CIEL, du Centre d'information en environnement de Longueuil qui est une organisation composée de bénévoles qui suit les dossiers environnementaux sur la Rive-Sud de Montréal. Je suis un peu délégué comme observateur ici parce que les problèmes qui touchent Montréal nous touchent aussi. On est un peu dans le même genre de situation.

5005

Comme on disait par exemple, c'est un petit peu différent, mais tout le monde est d'accord avec ça qu'il y a DES agricultures urbaines et DES agricultures périurbaines.

5010

Je vais juste vous faire part peut-être un peu de l'expérience, puis un commentaire aussi. J'ai eu la chance de travailler huit ans en Afrique, quatre ans au Vietnam et puis je vous dirais que l'agriculture urbaine, étant revenu de ces projets-là en juin 2011, l'agriculture urbaine, c'est quelque chose de normal, d'absolument normal et nécessaire. C'est nous qui sommes en train de rattraper notre retard où on a oublié pendant une génération, une génération et demie qu'on pouvait produire des aliments dans les villes.

5015

5020 Il y a un potentiel énorme au niveau de la production agricole dans les villes, ce n'est pas une chose qui est petite, ce n'est pas... c'est une activité qui est importante au niveau de la sécurité alimentaire. Je crois qu'on en a parlé beaucoup depuis le matin.

5025 Moi, peut-être une seule problématique que je vois, dans notre milieu à nous à Longueuil, c'est des villes qui ont été développées dans les années 20, 30, 40. Je suis urbain culteur aussi, j'ai mis en pratique beaucoup de choses que j'ai appris ailleurs. Un des problèmes, c'est la lumière. On a de l'eau... pour faire de l'agriculture, on a besoin d'eau, de lumière et un peu de sol et de l'air. C'est la base qu'on a et ces ressources-là, on en a plein en ville.

5030 Par contre dans les villes un peu plus vieilles comme on a, les gens quand ils ont planté des arbres, ils ont planté ce qu'ils avaient, ce qu'ils allaient chercher en forêt, ça fait qu'on a beaucoup de forêts urbaines, on a de l'érable argenté, de l'érable à sucre, des pins, qui nous font beaucoup beaucoup d'ombre. Et puis dans la ville, on ne devrait pas faire de foresterie urbaine, on devrait faire de l'arboriculture. Les arbres devraient être un peu comme en Europe, ne pas dépasser de beaucoup les maisons, avoir dix, douze mètres. Dans notre cadre résidentiel où on est, ça ouvrirait beaucoup de terres et ça donnerait beaucoup de ressources pour faire pousser des plants.

5040 Et puis c'est un peu le commentaire que j'avais. S'il y a des gens qui veulent commenter sur cette...

Mme JUDY GOLD, présidente :

5045 Oui, est-ce que quelqu'un aimerait réagir à ce commentaire? Aussi peut-être des intervenants du milieu communautaire? Oui?

M. DAVID WEES :

5050 En fait, votre commentaire est intéressant foresterie versus arboriculture versus agriculture urbaine. C'est un gros point. D'ailleurs, il y a une étude qui a été faite dans la Ville de Halifax justement sur ce point-là et ils ont conclu que le plus gros facteur limitant à l'expansion de l'agriculture urbaine à Halifax, c'était l'ombre, l'ombre causée par les arbres et par les édifices.

5055 Mais ça, ça va être vraiment un gros choix à faire dans certaines questions. Par exemple, moi, j'ai deux érables énormes devant chez nous. L'été quand il fait chaud, je suis bien content d'avoir ces arbres parce que grâce à ça, je n'ai pas besoin d'air climatisé, mais ça veut dire du même coût que je ne peux pas faire de tomates devant la maison chez nous, il n'y a pas assez de lumière. Donc, je n'ai pas de réponse, mais c'est vraiment une grosse question.

5060

M. SERGE CHARRON :

5065 Mais il ne faut pas commencer à couper les arbres, il faut commencer à en planter pour après pouvoir les couper. J'ai commencé en 2001 et puis j'ai mis des abricots de Mandchourie, des noisetiers, des pommiers et puis après, il faut faire de l'élagage, donner un peu de lumière et quand les arbres sont rendus à deux ou trois mètres, quand on donne un puits de lumière, ils poussent et puis ça rattrape... je ne sais pas si l'arbre a besoin de couvrir la maison pour avoir plus de fraîcheur, mais sitôt qu'il vient à peu près à la même hauteur que la maison, il y a un effet aussi et puis ça ouvre aussi beaucoup de terrain, de place.

5070

Mme JUDY GOLD, présidente :

Merci beaucoup, Monsieur. Oui?

M. DANIEL ROCHON :

5075

Bonjour! Moi, je suis Daniel Rochon, un citoyen d'Ahuntsic-Cartierville qui est impliqué pas mal dans la communauté, surtout dans le développement durable, puis je démarre un projet qui s'appelle *Troque ton jardin*, j'en ai parlé tout à l'heure. Essentiellement, c'est un projet d'échange de fruits et légumes entre les citoyens. Donc, c'est vraiment un projet de

5080 citoyens pour des citoyens entre des citoyens. Et en même temps, c'est un projet de réappropriation de l'espace public par les citoyens.

5085

Et moi, j'ai un petit constat à faire en lien avec nos intervenants tout à l'heure, communautaires. Pour avoir démarré ce projet-là, ce que j'ai constaté, c'est que dès que la Ville est impliquée, ça devient immédiatement hyper compliqué, tout devient compliqué, tout devient impossible. Quand on propose quelque chose aux fonctionnaires de la Ville, au début, c'est des êtres humains comme nous, ils sont très enthousiastes, le projet est enthousiasmant, mais très vite, ils redeviennent des fonctionnaires et tout est un problème et donc, je rêve que

5090 la consultation qu'on a là fasse un petit changement aussi de mentalité dans la ville où est-ce que les fonctionnaires deviennent plus des partenaires des citoyens pour trouver des solutions et des partenaires des organismes pour trouver des solutions au lieu de plutôt juste être des gens qui mettent des bâtons dans les roues des projets et chercher des problèmes.

5090

5095

Puis regardez, une des choses ridicules qui m'est arrivée il y a juste quelques jours, c'est que le projet *Troque ton jardin*, c'est des citoyens qui vont se réunir dans des parcs pour s'échanger des fruits et légumes et tout est beau, ça va commencer dans pas longtemps jusqu'à ce que je reçoive un appel d'un fonctionnaire de la Ville qui me dit : « Oh, attention, vous vous réunissez dans des parcs? Non, vous ne pouvez pas vous réunir dans des parcs sans avoir demandé des permis et tout. »

5100

C'est quoi? On va promener notre chien dans un parc, on ne demande pas un permis. Parce qu'on va rencontrer nos amis en même temps... Mais c'est ça, c'est pour dire que j'ai l'impression qu'il faudrait vraiment que la Ville se place... qu'il y ait un changement de mentalité, puis que la Ville devienne partie de la solution en agriculture urbaine entre autres

5105 parce que sinon, on dirait que ça favorise plutôt un comportement des citoyens où est-ce que les citoyens vont contourner les règles, vont plutôt, c'est ça, agir contre les règles, faire des poulaillers clandestins, etc. À un moment donné, il faut que la Ville soit en avant et réponde aux besoins des citoyens au lieu de... Ça fait que ça, c'était mon constat.

5110 J'avais une petite question pour monsieur Martin et probablement pour les autres intervenants ici. Vous avez mentionné justement le paradoxe qui fait qu'on s'intéresse énormément à l'agriculture; dans les écoles, il y a vraiment un souffle pour l'agriculture urbaine, les nouvelles techniques d'agriculture, mais en même temps, il n'y a plus personne qui veut reprendre les fermes, il n'y a plus personne qui veut devenir agriculteur. Puis moi, j'y vois
5115 vraiment une transition dans la tête des gens. L'agriculture traditionnelle, l'exploitation de la production industrielle, ça n'intéresse plus les gens d'habitude.

Maintenant ce qui intéresse les gens, c'est l'agriculture moderne, c'est vraiment une agriculture proche des gens, une agriculture à petite échelle à visage humain et je me
5120 demandais : Est-ce que dans les universités, on travaille aussi au niveau politique à changer le paradigme de l'industrialisation de l'agriculture qui est supportée par l'UPA pour plutôt aller dans le sens de l'Union paysanne, de l'agriculture à petite échelle? C'est ça, d'aller vers une agriculture souveraine, mais pour les localités?

5125 **M. DAVID WEES :**

O.K., c'est une grosse question. La première partie de la question, c'est un petit peu pourquoi il y a une baisse ou un changement. C'est en partie pour des raisons
5130 démographiques. C'est que traditionnellement, les étudiants qui s'intéressaient à l'étude de l'agriculture, c'était des fils et des filles d'agriculteurs. Or, il y a de moins en moins d'agriculteurs et ils ont des plus petites familles; ce n'est plus des familles de dix enfants, c'est un enfant ou deux.

Alors, cette clientèle traditionnelle est en baisse nette. Il y a aussi l'effet
5135 d'éloignement du milieu rural. La plupart des gens en Amérique du Nord ne sont pas d'une

5140 ferme, leurs parents ne viennent pas de ferme et probablement leurs grands-parents ne viennent pas de ferme non plus. Donc, leur attachement à l'agriculture remonte à quatre, des fois cinq générations, c'est assez loin. Alors ça, c'est peut-être une grosse raison pour laquelle il y a une baisse disons dans les programmes dit plus traditionnellement pour les études agronomiques.

5145 L'autre partie de la question : est-ce que les universités s'adaptent à ça? Absolument. Toutes les universités que je connais offrent des formations en différents types d'agriculture, que ce soit à grande échelle ou à petite échelle, à tendance plus conventionnelle ou à tendance plus biologique.

5150 L'autre affaire qu'il faut garder en tête, c'est que même s'il y a des différences au niveau gestion, économie, politique dans ces différentes approches d'agriculture, un plant de tomate en culture biologique ou en culture urbaine, c'est le même plant de tomate qui est cultivé en milieu rural ou en milieu conventionnel. Donc, je ne pense pas que j'apprends grand-chose à personne si je dis que 90% de la formation serait pareille quelle que soit son orientation en agriculture.

5155 **M. DANIEL ROCHON :**

5160 Mais ma question, c'était plutôt qu'au-delà que les universités s'adaptent, le politique ne s'est pas adapté, l'UPA ne s'est pas adaptée. On est toujours, on cherche toujours à avoir une agriculture de plus en plus grosse, industrielle alors que ce n'est plus ça du tout que les gens veulent et ce n'est plus ça du tout qu'on enseigne non plus. Ça n'intéresse plus personne d'avoir... de toute façon, il n'y a plus personne qui peut s'acheter une ferme maintenant. C'est tellement cher, donc... C'est comme un cul de sac.

5165 Est-ce que vous travaillez à ce niveau-là pour essayer de faire changer les mentalités soit chez l'UPA, soit au niveau politique, pour qu'il y ait un retour vers une agriculture à visage plus humain?

Mme JUDY GOLD, présidente :

5170 Je vous demande de garder les interventions courtes, les réponses aussi parce qu'il nous reste juste quelques minutes et j'aimerais que les autres personnes aient la chance de poser des questions aussi.

5175 Avez-vous une réaction? Non? Est-ce que quelqu'un d'autre veut réagir au dernier commentaire de monsieur?

Mme ANNIE-CLAUDE LAUZON :

5180 Moi, si je parle au niveau du CRAPAUD, il n'y a pas eu de recherche directement menée sur justement où... mais c'est sûr qu'à travers l'université, à travers le programme en science de l'environnement, il y a des recherches qui sont menées justement pour essayer de penser à des alternatives, à des voies justement pour changer les politiques pour faire des pressions à ce niveau-là, mais comme je disais, nous, notre agriculture urbaine comme on la pratique, comme pourquoi on la pratique entre autres, c'est justement en critique si on veut au système conventionnel, au système industriel. Puis on accueille aussi des paniers biologiques
5185 avec une ferme de l'extérieur de l'île à proximité pour justement favoriser ce type d'agriculture, puis donner un point de chute pour ce groupe-là.

Mme JUDY GOLD, présidente :

5190 Merci beaucoup. Oui, Monsieur?

M. MICHAEL WISEMAN :

5195 Bonjour! Moi, c'est Michael Wiseman. Je suis vice-président de Conseil jeunesse de Montréal ainsi qu'un étudiant de maîtrise à Concordia en politique publique. En tant que quelqu'un qui est un peu au cheval entre la vie municipale et la vie académique, je pense que c'est fort pertinent d'avoir un atelier qui parle un peu de l'échange entre la ville et les universités.

5200 Par contre, j'ai remarqué souvent parmi mes démarches un peu dans la ville que c'est souvent U de M et UQAM qui sont là et on entend beaucoup moins, parfois, de Concordia et McGill. Je comprends que parfois la faute de langue que c'est pas toujours facile d'avoir des collaborations, mais si je veux poursuivre en anglais parce que mes questions concernant plutôt les représentants de Concordia and McGill.

5205 I was wondering to what extent Concordia and McGill are trying to build bridges towards working more closely with the City. It's something that I have often remarked that they're sometimes missing at the table when the City is putting together policy, and it's a shame because... especially also from the City's point of view, because the universities are such an important aspect within these programs. You're sort of running on, you know, two or four cylinders as it were.

5210 So, I guess from either of the Concordia and McGill representatives and also if there's someone from the City as well that would be great.

5215 **Mme JUDY GOLD, présidente :**

Any comments?

Mme JACKIE MARTIN :

5220 I know at Concordia, we don't actually have a faculty that works on agriculture, so I think that's one of the reasons they are often not included in anything like that. They're... the members of the Planning Department of the University as well as within the Faculty of Planning are occasionally involved in these types of things, but at Concordia there isn't much attempt usually made to reach out to the City or to reach out to the community. It is a fairly insular university for the most part. I couldn't really tell you why. Like I don't know why it is that way. I don't know if it's because they're more concerned at just managing their own appearance at the moment and it's less work to do it that way.

5225

5230 Yes, but I would agree that it would be beneficial, like I think that university should be spaces that are public spaces. And as public spaces, the City is... has some responsibility to make sure that they remain that way. I couldn't really tell why, though, we're not at the table a lot of the time.

Mme JUDY GOLD, présidente :

5235

Thank you. Oui, Monsieur Wees?

M. DAVID WEES :

5240

I can't really speak for the City of Montreal because I don't live in Montreal, I live in Sainte-Anne-de-Bellevue and because of the mergers, it's a separate city. However, Macdonald Campus is quite involved with projects development in Sainte-Anne-de-Bellevue. There is a number of people who are on various committees that do look at things like urban planning, including green spaces and the possibility of urban agriculture. But that's Sainte-Anne-de-Bellevue.

5245

Mme JUDY GOLD, présidente :

Thank you. Thank you.

5250

Mme Kathleen :

5255 Je m'excuse, je suis l'agente de l'environnement pour l'Université McGill. Nous on travaille étroitement avec la Ville de Montréal sur les projets de planification comme la fermeture de la rue McTavish vers la piétonisation, c'est avec notre bureau et avec notre bureau de relations et services institutionnels, mais on travaille aussi étroitement avec les gens dans la communauté, comme avec Santropol Roulant, avec Alternatives pour les toitures vertes sur notre campus.

5260 Donc même, je suis ici afin de rencontrer encore plus des membres dans notre communauté. Si jamais vous avez des idées, vous avez besoin des stagiaires, vous avez besoin des projets, de la recherche, venez me voir parce qu'on est là pour vous.

Mme JUDY GOLD, présidente :

5265 Maintenant, pouvez-vous vous identifier, s'il vous plait?

Mme Kathleen :

5270 Je m'appelle Kathleen et je suis l'agent de l'environnement pour l'Université McGill.

Mme JUDY GOLD, présidente :

 Excellent, merci beaucoup. Alors, Madame, oui?

5275 **Mme CATHERINE BERGE :**

 Oui, bonjour, je m'appelle Catherine Borge, je suis étudiante à l'Université de Sherbrooke en écologie puis je fais un stage, cet été, à l'Éco-Quartier Hochelaga. J'avais deux petites questions.

5280 Ma première s'adressait à monsieur Wees. Vous aviez parlé de l'agriculture en bacs en serre pour mieux convenir aux périodes de l'été où il y a des étudiants, est-ce qu' au niveau de la luminosité, ça cause problème du fait que l'hiver, la photopériode est plus courte?

5285 **M. DAVID WEES :**

 Oui, ça poserait des problèmes et donc on a mis de l'éclairage artificiel dans les serres. Sans éclairage artificiel, ça pousserait, mais ça serait beaucoup plus lent. Ça dépend un petit peu qu'est-ce qu'on décide de cultiver; dans le cadre de ce cours-là, les étudiants ont cultivé

5290 surtout des légumes-feuilles qui ont moins besoin de lumière, comme mettons des piments ou des tomates. Donc, faut toujours pouvoir s'adapter un petit peu à qu'est-ce qui est disponible.

Mme CATHERINE BORGE :

5295 O.K., intéressant. Puis ma deuxième question s'adresse à tout le monde. Je voulais savoir, on a entendu parler beaucoup que c'était des projets d'initiative étudiante, comment les étudiants ont été chercher les professeurs pour assurer une certaine pérennité au projet puis comment les professeurs ou les autres membres du personnel ont répondu à ces demandes-là, si demandes il y avait?

5300

Mme ANNIE-CLAUDE LAUZON :

Je vais demander au professeur Éric Duchemin qu'il nous indique pourquoi il s'implique.
- Non, c'est une blague. Mais nous... mais c'est ça, le CRAPAUD on a eu la chance de partir le
5305 regroupement conjointement avec comme membre Éric Duchemin, qui était déjà professeur à l'Institut des sciences, associé à l'Institut des sciences de l'environnement, donc ça a facilité ce lien-là. Mais c'est sûr qu'on est intéressé à poursuivre, dans le fond.

5310 Nous non plus, on n'a pas nécessairement de chaire de recherche spécifiquement sur l'agriculture urbaine, c'est multidisciplinaire, on a intérêt donc à continuer à organiser des évènements, comme on avait fait un colloque sur l'apiculture urbaine. On avait invité différents professeurs de l'UQAM qui travaillaient soit plus en chimie au niveau de l'analyse pour qu'ils puissent analyser notre miel, au niveau de justement de la biologie pour essayer de les
5315 intéresser aussi à nos projets puis de montrer que ces différentes initiatives-là peuvent servir donc, après, pour des projets de recherche qui seraient menés par des étudiants.

Parce que, pour l'instant, c'est sûr que ça... les projets sont beaucoup faits en sciences de l'environnement, mais on aimerait ça élargir ça aussi au niveau de l'éducation relative en
5320 environnement, on trouve qu'on a un grand potentiel avec nos installations pour pousser cette

question-là à quel point est-ce que justement l'agriculture urbaine peut agir comme vecteur éducatif en environnement, à quel point l'abeille peut être un symbole de nature en ville, puis sensibiliser la population à l'environnement. Il y a beaucoup de questions qui se posent à ce niveau-là qu'on aimerait développer.

5325

Mme JUDY GOLD, présidente :

Merci. Madame Janvier?

5330

Mme GAËLLE JANVIER :

Oui, j'aimerais, parce que je suis aussi collègue à Jackie, puis j'aimerais répondre à votre question. Je pense que justement les universités, c'est des espaces de réflexion et puis les gens qui sont impliqués dans les groupes comme... blen moi, je peux juste parler au niveau de City Farm, mais on a des formations, puis on essaie d'encourager la réflexion sur les enjeux alimentaires à plus grande échelle.

5335

Donc, dans City Farm School, il y a des cours spécifiques sur les politiques alimentaires et les enjeux alimentaires actuels. Ils vont dans les écoles, puis ils donnent des ateliers aussi sur le campus sur ces enjeux-là spécifiquement. Donc, comme Jackie vous a présenté, on travaille dans différents espaces scolaires où on va discuter, on va avoir des débats avec les étudiants sur le système alimentaire. Donc, ça fait partie du curriculum.

5340

Mme JUDY GOLD, présidente :

Alors, merci beaucoup. Et nous allons finir sur cette note. Merci à nos panelistes et merci à vous pour votre participation.

5345

Mme LOUISE ROY, présidente :

5350 Alors, nos participants qui étaient dans l'autre salle vont se joindre. Je vous demande juste cinq minutes pour pouvoir vous parler de la suite des choses, puis ensuite, vous pourrez aller profiter de votre soirée.

5355 Alors, je voudrais prendre un petit deux minutes d'abord pour remercier en votre nom tous nos panelistes d'aujourd'hui, nos conférenciers aussi, vous remercier d'avoir participé. Je me suis promenée d'une salle à l'autre, les échanges ont été très intéressants. Si j'ai un petit regret personnellement, c'est qu'on n'ait pas eu assez de temps justement pour accueillir les questions, puis accueillir les échanges. Il y a toujours une espèce de choix à faire quand on organise un colloque comme ça entre les informations auxquelles on vous donne accès et la capacité d'échanger. Peut-être que la prochaine fois, on fera une journée et demie de
5360 colloque si on s'aperçoit qu'il y a autant de choses à faire que ce qu'on a fait ensemble aujourd'hui.

5365 Alors donc, quelles seront les prochaines étapes de la consultation? La Commission va commencer à se promener sur le territoire. Donc, la prochaine étape, c'est vraiment d'essayer d'aller voir ce qui se fait dans les arrondissements. On a choisi cinq arrêts et pour chacun des arrêts, la Commission va tenir séance publique et on va au fond inviter plusieurs arrondissements de Montréal à se joindre en un même endroit pour faire en sorte que sur l'ensemble des cinq arrêts, on ait l'ensemble des arrondissements aussi qui viennent parler de
5370 ce qu'ils font.

5375 Donc, cinq arrêts, cinq présentations peut-être un peu raccourcies de ce que vous avez entendu aujourd'hui de la part de la Ville de Montréal avec de nouvelles informations ou un focus qui va être mis sur ce qui se passe en arrondissement. Il y a aussi des gens qui vont représenter les groupes communautaires qui vont venir expliquer ce que les groupes communautaires font dans les arrondissements qui seront visés par les lieux ou qui seront situés autour des lieux où la Commission va s'arrêter.

5380 Alors, il y a donc, le 5 juin, le 11 juin, le 12 juin, le 13 juin. Vous avez sur ces petites cartes postales la liste des arrêts, les endroits où la Commission va aller. À compter du 18 juin, on entendra les mémoires. Alors, là aussi, vous avez les endroits et la façon de procéder pour pouvoir vous inscrire.

5385 Ceux et celles qui ont des réseaux où il y a des citoyens qui sont impliqués, qui sont inclus et qui aimeraient éventuellement présenter des mémoires sans nécessairement que ce soit compliqué pour eux et qu'ils aient à rédiger un papier, vous pouvez leur faire savoir que la Commission va se déplacer sur le territoire, qu'elle va aller dans chacun des cinq endroits qui ont été sélectionnés. Ces assemblées publiques vont avoir comme objectif de faire circuler de l'information, mais aussi d'échanger, donc de recueillir les commentaires, de recueillir les points des gens qui viendront participer et à ce processus d'échange avec la Commission.

5390 Donc, ceux qui vont vouloir faire connaître leur point de vue, leur opinion, pourront aussi le faire dans le cadre des visites faites par la Commission sur le territoire. C'est un peu une procédure différente de celle que l'Office suit normalement dans le cadre de ses consultations publiques, on le fait parce qu'on veut permettre au plus de gens possible de venir nous dire comment ils pratiquent l'agriculture urbaine, mais aussi quels sont les problèmes, les perspectives et nous donner leur point de vue sur ce qui devrait suivre.

5400 Le 22 mai, on nous a annoncé, ici dans cette salle, qu'il y avait un midi-conférence sur comment gérer un projet en agriculture urbaine. Madame Lauzon, ça va se tenir où?

Mme ANNIE-CLAUDE LAUZON :

5405 Ça se tient au pavillon Président-Kennedy de l'UQÀM, au troisième étage. Bien, c'est du CRAPAUD, donc, il y a plein d'information sur le site. Ça va être le 22 mai de midi trente à 14 heures.

Mme LOUISE ROY, présidente :

5410 Sur notre site internet aussi. Donc, www.montrealacultiver.com , il y a un calendrier des événements. Donc, ceux qui sont intéressés par tout ce qui va se faire dans la mouvance de cette consultation publique sur l'agriculture urbaine, vous pouvez aller voir sur le site et vous allez voir l'ensemble des événements.

5415 Ce soir, il y a une session qui est offerte au grand public montréalais où la Ville de Montréal va reprendre sa présentation. Madame Desroches va venir expliquer aussi pourquoi cette consultation a été demandée par le CRAPAUD dans le cadre de la pétition qui a été signée par 29 000 personnes. Alors, si certains d'entre vous, encore une fois, vous connaissez des gens qui peuvent être intéressés, vous pouvez toujours leur *twitter* quelque chose sur vos téléphones cellulaires.

5420 Une fois que les mémoires auront été entendus, la Commission va travailler pendant plusieurs mois, donc, elle devrait remettre son rapport probablement à la mi-septembre aux autorités de la Ville de Montréal. Tout dépendant du nombre de mémoires qu'elle aura à entendre, si jamais il y a énormément de mémoires, le rapport pourrait être retardé un petit peu.

5425 Alors, encore une fois, merci infiniment d'être venu, ç'a été très intéressant aujourd'hui et dans le cadre des autres activités qu'on a tenues. J'espère qu'on aura l'occasion de vous revoir. Monsieur Groulx, vous voulez dire quelque chose?

5430 **M. DANIEL GROULX :**

5435 Juste un petit mot, oui. Voilà, je pense que l'Office de consultation publique a fait un travail vraiment colossal depuis le mois de janvier pour organiser la consultation. Alors, je crois que ça vaudrait la peine de remercier madame Roy et toute son équipe. Merci.

Mme LOUISE ROY, présidente :

Ç'a été un plaisir. Alors donc, au plaisir de vous revoir dans le cadre des séances publiques ou à l'occasion de la présentation des mémoires. Bonne soirée.

5440

FIN DE LA SÉANCE

Je, soussignée, **LOUISE PHILIBERT**, sténographe officielle, certifie sous mon serment d'office que les pages ci-dessus sont et contiennent la transcription exacte et fidèle des notes sténographiques prises au moyen du sténomasque, le tout conformément à la loi.

5445

Et, j'ai signé :

5450

LOUISE PHILIBERT, s.o.